

# MADAGASCAR

## Revue de Presse octobre 2009

### SOMMAIRE

	Page
<b>La crise politique</b> .....	<b>01</b>
01/10/09 : tirs croisés contre la médiation internationale et la SADC.....	01
04/10/09 : Andry Rajoelina conditionne le partage du pouvoir à la levée des sanctions de la communauté internationale.....	06
07/10/09 : le GIC a obtenu un accord de principe « à l'arraché » pour la désignation d'un triumvirat de Transition.....	09
08/10/09 : incertitudes sur le consensus, opposition ferme de la mouvance Ravalomanana.....	11
11/10/09 : Monja Roindefo défie Andry Rajoelina et refuse de démissionner pour laisser la place à Eugène Mangalaza .....	17
14/10/09 : interrogations et inquiétude de l'Alliance des Organisations de la société civile d'Ankerana.....	21
15/10/09 : le Sommet de Genève des 17 au 19 octobre s'annonce difficile .....	23
16/10/09 : rendez-vous de Genève reporté, nomination de Mangalaza à la Primature suspendue par le Conseil d'Etat.....	25
21/10/09 : Manorohanta Cécile nommée PM par intérim.....	32
23/10/09 : la requête de Monja Roindefo rejetée par le Conseil d'État ; rencontre d'Addis-Abeba confirmée (3-5 nov.).....	35
27/10/09 : le camp Rajoelina veut accélérer le processus électoral et se sent conforté par l'OIF .....	39
<b>Droits humains, gouvernance</b> .....	<b>47</b>
Signature du Protocole facultatif du PIDESC, syndicalisme océan Indien, travail décent, protection des domestiques, femmes de ménage au Liban, genre, familles de victimes de la fusillade du 7 février, IDH, CIS-Afrique, Journée mondiale du refus de la misère, RSF, SAMIFIN, UNICEF,	
<b>Actualité économique</b> .....	<b>51</b>
Impacts économiques de la crise politique .....	51
Relations avec les bailleurs de fonds .....	52
Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, environnement, ressources naturelles .....	54
Sécurité alimentaire - Relations avec le groupe Tiko .....	58
Divers .....	59

### LA CRISE POLITIQUE

**1<sup>er</sup> octobre : un mouvement se dessine en faveur d'élections avant fin 2009. Offensives contre la SADC et les médiateurs du GIC. Retour de la France sur l'avant-scène.**

**Interviewé à son retour à Madagascar, Andry Rajoelina insiste sur la tenue rapide d'élections.** « L'élection, que j'ai toujours prônée reste l'unique solution, quelles que soient les discussions ici et là », a-t-il déclaré. « Il s'agit de la tenue des élections à Madagascar dans les plus brefs délais. C'est à la population de choisir d'une manière démocratique ce qu'elle veut pour diriger le pays. Nous ne devons pas avoir peur pour cela. Le gouvernement devrait travailler dans ce sens et de concentrer les efforts à la réalisation de cette solution », a-t-il expliqué.

**Le KMF-CNOE favorable à une élection :** son secrétaire général Bruno Rakotoarison se dit favorable à la proposition de sortie de crise du Leader Fanilo. Il précise toutefois que l'élection devrait élire à la fois les membres du Congrès et le Président de la Transition. Il refuse au Congrès le droit de désigner le chef du gouvernement de Transition contrairement au Leader Fanilo qui verrait la majorité au Congrès choisir le Premier ministre. Le KMF-CNOE juge que cette élection pourrait se dérouler fin 2009, après avoir décidé du Code électoral et de la constitution d'un Comité national électoral indépendant.

**Offensives gouvernementales : des diplomates interloqués.** Des diplomates en poste à Antananarivo ne comprennent pas l'initiative du gouvernement de demander des explications aux ambassades dont le pays a voté la motion interdisant la prise de parole de

Rajoelina aux Nations Unies. La demande s'adresse surtout aux membres de la SADC, « *initiateurs de cette humiliation* », selon un communiqué du gouvernement. Certains jugent même l'initiative « *inopportune* ». La proposition de refuser la délivrance de visas aux médiateurs du GIC a provoqué de vives réactions. Le Conseil du gouvernement exige des excuses publiques et se dit prêt à claquer la porte de la SADC en cas de refus. On évoque aussi l'expulsion des ambassadeurs des Etats membres de la SADC.

« **Forces du changement** » : **front contre la SADC**. L'idée de tenir une manifestation de contestation contre le retour des médiateurs de la SADC, pour la réunion du GIC, le 6 octobre, trouve un écho dans le camp pro-Rajoelina. Jean Eugène Voninahitsy n'a pas exclu une éventuelle mobilisation populaire en cas de nécessité. *L'Express* observe que les « *Forces du changement* » se radicalisent et font montre d'une certaine autonomie par rapport à la mouvance Rajoelina. Pour *Midi*, Andry Rajoelina aura à choisir d'ici le 6 octobre entre Maputo et son ticket avec Monja Roindefo. Certains membres de la HAT adoptent une position souple vis-à-vis du GIC, tandis que la plupart des chefs de partis membres des « *Forces du changement* » sont catégoriques : plus besoin de la médiation du GIC depuis les incidents diplomatiques de New York. Cette position jugée « *extrémiste* » favorise pour l'instant le maintien à la Primature de Monja Roindefo.

**Andry Rajoelina accuse « certains dictateurs africains » de « lobbying payant ».** Commentant sa mésaventure onusienne, Andry Rajoelina a déclaré à son retour : « *en réalité, ce n'est pas la SADC qui s'est opposé mais quelques chefs d'Etat africains qui avaient peur que leurs opposants les démettent ou prennent exemple sur nous. Il y eut aussi des Malgaches qui ont financé ces chefs d'Etat* ».

**Le Capitaine Roger Luc, « protecteur » de Manandafy Rakotonirina, promu commandant.** 10 jours après l'incident d'Ivato, qui l'a placé sur le devant de la scène en protégeant Manandafy contre les hommes du L-CI Charles Andrianasoavina, le capitaine Roger Luc a été promu au grade de commandant. Selon *Midi*, des sources concordantes affirment que si le capitaine a fait le déplacement à l'aéroport le 29 août, au retour de Maputo des délégations de 4 mouvances, c'était pour défendre le général Edmond Rasolomahandry, le dernier Cemgam nommé par Ravalomanana, que les éléments de la FIS auraient voulu arrêter. Roger Luc a donné sa propre version de fait : « *Je suis intervenu, tout simplement pour protéger Manandafy Rakotonirina contre le mécontentement populaire*».

**Persévérance française.** L'éditorialiste de *Tribune* écrit : « *À certains égards, ce séjour parisien [d'Andry Rajoelina] constitue une sorte de retour à la case départ. En mars, Paris avait eu du mal à cacher ses intentions de considérer comme un fait acquis la prise de pouvoir par Andry Rajoelina, en envoyant un ambassadeur occuper le poste laissé vacant depuis août 2008 par Gildas Le Lidec qui avait été ostracisé par Marc Ravalomanana. Jean-Marc Châtaigner, s'il n'a toujours pas présenté ses lettres de créances, était le premier diplomate à rencontrer Andry Rajoelina dans ses nouveaux bureaux d'Ambohitsorohitra. Cette attitude sur le terrain avait fait monter, malgré la condamnation du coup d'État par Nicolas Sarkozy, un sentiment anti-français. La diplomatie française choisissait alors de se montrer plus discrète en laissant le GIC dominé par les pays et les sensibilités africaines, piloter les opérations de médiation. Les difficultés du GIC amènent aujourd'hui la France à revenir sur l'avant-scène. Et à ne pas s'embarrasser pour laisser Andry Rajoelina soigner son ego par le spectacle des voitures ouvrières de la police française le précédant pendant ses déplacements parisiens. Plus que d'autres pays, la France a des intérêts à long terme à Madagascar. [...] ».*

**2 octobre : la traque des personnalités proches de Marc Ravalomanana se poursuit. Chaque courant tente de définir une position en prévision des « négociations de la dernière chance », le 6 octobre.**

**La traque des personnalités proches de Marc Ravalomanana se poursuit.** Deux diplomates, Denis Andriamandroso et Bary Emmanuel Rafatrolaza, respectivement ambassadeur en Afrique du Sud et consul honoraire à Pretoria, ont été recherchés, en vain, par les forces de l'ordre à Antananarivo. Une vingtaine d'éléments en civil sont arrivés à bord de minibus près d'un hôtel où ils étaient censés résider. Le colonel Richard Ravalomanana, commandant de la circonscription de gendarmerie, a affirmé « ignorer l'opération ». Les deux personnalités avaient accompagné Marc Ravalomanana à Maputo. La liste des partisans de l'ancien Président Ravalomanana qui intéressent les enquêteurs s'allonge donc encore. Les meetings du Magro, dont la fréquentation est clairsemée, sont toujours placés sous haute surveillance. Des éléments de l'Emmo/Reg ont procédé à une partie d'intimidation à proximité immédiate du lieu de rassemblement.

**Le directeur de la sécurité de la HCC, Ralitera Andrianandrana, a été auditionné** au tribunal d'Anosy et réincarcéré à la maison de force de Tsiafahy. La date de son procès n'est pas encore connue. Le prévenu a été arrêté en mai pour détention d'armes sans autorisation.

**Fermeture de la radio Radion'ny Gasy, annonce La Vérité,** qui se réjouit de la décision du ministère de la Communication. D'après le quotidien, cette station « pirate » n'avait cessé de haranguer les partisans de Marc Ravalomanana et de diffuser de fausses informations. Le ministère a fait valoir que « dans le cadre de sa politique d'assainissement du milieu de l'audiovisuel et dans son rôle de régulateur des médias », il a saisi le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel afin qu'il procède à la fermeture de la station. Le communiqué indique que le ministère de la Justice, saisi, a ordonné aux forces de l'ordre de réaliser la confiscation des matériels. La station, ayant eu vent des recherches entreprises par les techniciens de l'Omert, a cessé d'émettre, rendant impossible sa localisation.

**Naissance d'un courant « légaliste » au sein de la mouvance Ravalomanana.** Ravonison Ambroise a déclaré que ce courant soutient notamment une garantie sur le retour de Marc Ravalomanana et la possibilité de se présenter aux élections. Cette nouvelle entité reste dans le giron de la mouvance Ravalomanana mais entend développer ses propres revendications, à l'image des « Forces du changement » qui font de la surenchère au sein de la mouvance Rajoelina. Ce courant est aux avant-postes pour l'organisation du comité d'accueil des médiateurs du GIC à l'aéroport d'Ivato, en dépit des risques d'affrontement avec les militants pro-HAT qui veulent s'opposer à leur venue. Ambroise Ravonison a été exclu peu après de la mouvance Ravalomanana pour ses déclarations intempestives.

**« Légalistes » : pour un Président de la Transition digne de ce nom,** conformément à l'article 4 de la Charte de la Transition. Ce qui, à leurs yeux, n'est pas le cas d'Andry Rajoelina, issu d'un changement de régime anticonstitutionnel et qui n'est pas reconnu par la communauté internationale, en témoigne sa récente déconvenue à New York. Les « légalistes » ont également soulevé « le manque de charisme du jeune homme fort de la HAT, lequel n'est même pas respecté par ses compagnons de galère », écrit *Le Courrier*.

**« Les gouvernants partagés »,** titre *Le Courrier* qui indique que les dirigeants de la HAT ne parviennent pas à prendre une position commune. De sources informées, il semble qu'ils soient divisés entre deux courants. Le premier est favorable à la poursuite des négociations conduites par le GIC et le respect des Accords de Maputo, avec comme conséquence la

reprise des négociations avec la communauté internationale le 6 octobre. Le second a pour objectif l'organisation rapide d'élections, auxquelles tous les dirigeants actuels de la Transition ne pourraient participer.

*« La nomination d'un nouveau Premier ministre n'est pas forcément la solution idéale à cette crise », a déclaré Monja Roindefo, qui campe sur ses positions malgré les pressions qu'il subit de toutes parts.*

**La SADC va réagir à la « demande d'explication » qui lui a été adressée par la HAT.** Le gouvernement de la RDC, dont le Président Joseph Kabila assure la présidence du bloc régional, a annoncé qu'il expliquera les motifs de sa motion d'ordre à l'AG des Nations Unies. *« Nous avons besoin que tout le monde dans notre région travaille et vive conformément aux principes, aux termes des règles. Cela n'a pas été le cas dans ce pays »,* a déclaré le ministre congolais de la Communication. La HAT, de son côté a durci le ton, demandant désormais des *« excuses officielles »*, préalables à la reprise des contacts avec le GIC, le 6 octobre.

**L'équipe des négociateurs du GIC sera renforcée par des diplomates français et américain :** Alain Joyandet, secrétaire d'Etat français à la Coopération, et Philippe Carter, conseiller et spécialiste de Madagascar au Département d'Etat américain, participeront aux rencontres qui doivent débiter le 6 octobre à Antananarivo. Alain Joyandet sera assisté d'André Parent, le remplaçant de Bruno Joubert, ex conseiller Afrique de l'Elysée. Cette réunion a été précédée à Paris par des rencontres au sommet entre Andry Rajoelina, Didier Ratsiraka et les médiateurs du GIC.

**Sortie de crise : le CCOC persiste.** L'organisation a publié un communiqué ce 1<sup>er</sup> octobre dans lequel elle appelle à la reprise du dialogue et au respect stricto sensu de la Charte de Maputo. Lors de sa rencontre avec les quatre mouvances, elle avait sollicité la collaboration des forces armées pour chercher ensemble une solution à la crise. Des contacts ont eu lieu avec les chancelleries croit savoir *Tribune*. Et il en est de même avec les forces armées, apprend-on du général Guy Ratrimoarivony, membre de la société civile. Compte tenu de la tournure prise par les événements à l'approche de la nouvelle rencontre avec le GIC, le CCOC a cru urgent de réitérer son appel au dialogue. Il déclare notamment : *« toutes les manifestations doivent être suspendues ainsi que toutes les arrestations arbitraires et les actes de violence envers les civils arrêtés. Le respect des principes démocratiques, tels que la liberté d'expression, l'accès équitable aux médias publics doit être assuré afin de garantir la pluralité des opinions ».*

**3 octobre : le GIC attendu de pied ferme : un Sommet élargi et de haut niveau, sujet à controverse et qui se déroulera sous une tension certaine.**

**Plan de sortie de crise : une variante de solution « à la malgache » proposée par deux anciens candidats aux présidentielles :** mise en place immédiate du Congrès et du Conseil Supérieur de la Transition qui devront désigner le Président, le vice-Président et le Premier ministre de la Transition. L'idée vient de deux formations *«Madagasikarantsika»* et *«Fihavanantsika»*. Elia Ravelomanantsoa, fondatrice de *«Madagasikarantsika»*, a avancé une feuille de route assortie d'un chronogramme. *«Nous pensons qu'un délai maximum d'un mois, soit le 30 octobre au plus tard, sera suffisant eu égard aux nombreuses consultations et efforts déployés par tout un chacun depuis la signature de Maputo I»*, a-t-elle soutenu, en présence des principaux dirigeants des deux associations. L'ancienne collaboratrice d'Andry Rajoelina à la mairie de la Capitale s'est montrée convaincue de la faisabilité de sa proposition. De son côté, Daniel Rajakoba a précisé qu'il n'avait pas intention de remettre en cause la direction de la

Transition par Andry Rajoelina et Monja Roindefo : «*Il n'y a pas de question de personne dans cette démarche*», a-t-il souligné. Leur proposition prévoit la réintégration des députés élus lors des dernières élections dans le Congrès de 258 membres. Le Conseil Supérieur de la Transition serait aussi composé des 21 sénateurs élus lors des dernières sénatoriales et des 44 membres de la HAT.

**Le GIC attendu de pied ferme : un Sommet sujet à controverse qui se déroulera sous une tension certaine.** Les pro-HAT promettent un accueil particulier aux participants à la réunion. 36 formations et partis se sont regroupés dans une coalition «*pour la souveraineté nationale*», afin d'exprimer leur hostilité à l'arrivée des médiateurs. «*Nous donnons la consigne d'empêcher la venue des membres du GIC et de la SADC depuis l'aéroport d'Ivato à l'hôtel Carlton*», a précisé l'un des organisateurs. Mais les affrontements tant redoutés entre les partisans de la HAT et ceux de la coalition des mouvances des trois anciens Présidents ne devraient pas avoir lieu. «*Nous avons donné à nos partisans la consigne de ne pas se rendre à l'aéroport. Nous attendrons sagement la réunion censée trouver une issue à la crise actuelle*», a indiqué Fetison Rakoto Andrianirina, chef de délégation pro-Ravalomanana. Toute proportion gardée, le rendez-vous du GIC s'apparente à une réunion du Conseil de sécurité élargi. Outre les représentants français et américain déjà annoncés, des pays membres non-permanents du Conseil de sécurité, la Libye, l'Ouganda et le Burkina Faso, sont également attendus. Les organisations internationales enverront des hauts responsables. L'UE enverra une lourde délégation. Jean-Claude Boidin, ancien ambassadeur à Antananarivo, devait arriver en tant que représentant de la direction générale du Développement. Lena Sundh, ambassadrice de la Présidence de l'UE, est également attendue. Jean Ping et Ramtan Lamamra, respectivement Président de la Commission et Président de la Commission de Sécurité et de Paix de l'UA, dirigeront la délégation de l'organisme panafricain, assistés d'Ablassé Ouedraogo. Hugo Saada, porte-parole d'Abdou Diouf, secrétaire général de l'OIF sera présent. L'ambassadrice de Suède pour les Grands lacs et Madagascar viendra également à la rescousse. La délégation de la SADC, conduite par Joaquim Chissano devait encore rencontrer Marc Ravalomanana en Afrique du Sud, après son crochet à Paris.

**Liberté provisoire refusée à l'ancien député Raharinaivo Andrianantoandro,** porte-parole du TIM. Ce dernier a été longuement interrogé concernant le dossier des «*bombes artisanales* » au tribunal de première instance d'Antananarivo.

**Des intellectuels forment un bloc.** Pour la première fois, des membres de l'intelligentsia de la Grande Ile ont décidé de se regrouper au sein d'une association pour promouvoir le processus de changement. Ils ont mis en place l'Union Nationale des Intellectuels pour le Renouveau (UNIR), qui regroupe notamment l'ancien recteur de l'Université, François Rajaonson, le jeune professeur agrégé d'Économie, Mamy Ravelomanana, ainsi que le professeur agrégé de Droit, Alisaona Raharinarivonirina. Leur président a déclaré : «*Les intellectuels avaient auparavant gardé le silence. Ils ont subi du terrorisme intellectuel qui ne leur avait pas permis de s'exprimer*». Face à la gravité de la situation, l'UNIR entend tout d'abord dresser un état des lieux, avant de définir des propositions de solution concrètes. Leur priorité serait la relance économique, les Malgaches vivant actuellement dans une profonde pauvreté. Selon *Midi*, ces universitaires suggèrent de «*procéder aux élections le plus vite possible* ». Et d'ajouter que l'organisation de ces consultations devrait relever d'une entité indépendante. Ils considèrent que c'est une affaire «*malgacho-malgache* » et que la crise aurait dû se régler dans le pays mais ils ne sont pas opposés à la venue des émissaires du GIC.

**4 & 5 octobre : Andry Rajoelina conditionne le partage du pouvoir à la levée des sanctions de la communauté internationale. Le CCOC parvient à réunir les délégations des quatre mouvances et fait progresser le consensus.**

**Andry Rajoelina conditionne le partage du pouvoir à la levée des sanctions.** Il s'est dit prêt à se séparer de son Premier ministre et à désigner un chef de gouvernement de consensus mais à condition que la communauté internationale s'engage par écrit à suspendre toutes les sanctions et à débloquer les aides, notamment les 302 millions d'euros de l'UE et les 180 millions de dollars de la Banque mondiale. Il réclame une aide pour organiser les élections de la période transitoire. A demi-mot, Andry Rajoelina a reconnu que les Accords et la Charte signés à Maputo restent la seule voie pouvant sortir Madagascar de la crise politique. Il n'a pas révélé ce qu'il ferait au cas où la communauté internationale n'accéderait pas à ses exigences. Il a dit attendre des propositions des trois autres mouvances sur la désignation du Premier ministre de consensus. Andry Rajoelina a ajouté qu'il « *souhaitait que le peuple malgache ait un Président pour le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance* », le 26 juin 2010, alors que les Accords de Maputo donnent 15 mois pour réaliser cette échéance. Sa décision aurait été prise à l'issue d'une rencontre avec les forces vives de la Nation : hommes politiques, représentants des forces armées, FFKM et membres de la société civile.

Midi fait observer que ces déclarations ne règlent pas tous les problèmes puisque le chef de la HAT se considère toujours Président de la Transition, quand bien même les accords signés ne citaient aucun nom quant aux titulaires des différents postes.

Pour Tribune, « *une fois encore, Andry Rajoelina botte en touche et cherche des échappatoires pour retarder une transition véritablement consensuelle et inclusive. Il a choisi la voie peu glorieuse du chantage à l'amendement imprévu, avant d'obtempérer à l'esprit et à la lettre des Accords de Maputo qu'il a pourtant signés. [...] Mais Andry Rajoelina et ses courtisans n'ont pas les moyens d'imposer leur volonté à la communauté internationale* ».

Pour Sobika, « *Andry Rajoelina veut mettre la pression sur la communauté internationale mais celle-ci attend avant tout une situation clarifiée sur les dirigeants de la Transition, dans le respect des Accords de Maputo. Sur ce point, c'est aux malgaches eux-mêmes de trouver la solution. La communauté internationale validera certainement toutes les conditions dès lors que tous les scénarios trouvés seront acceptés par toutes les parties* ».

Pour L'Express, « *si en théorie, Andry Rajoelina laisse entendre la possibilité, et non un engagement, pour un départ de Monja Roindefo, ce dernier reste encore en poste pour une durée qui indéterminée. Cela dépendra de la réponse de la communauté internationale, puis du temps pour tout mettre en œuvre* ».

**Charte de Maputo : harakiri d'Andry Rajoelina, selon les pro-HAT.** Pour Le Courrier, « *les dèss sont jetés, le Président de la HAT a décidé d'appliquer la Charte de Maputo, en l'occurrence la désignation d'un Premier ministre consensuel. Décision courageuse, selon certains, car il a passé outre les aspirations de toute une frange de la population qui ne veut en aucun cas le retour au pouvoir de ceux qu'elle a rejetés. Le courage dans ce cas consistant à se mettre à dos ses compagnons de lutte de la première heure, mais également et surtout les purs et durs de cette lutte. Lâcheté, par contre, pour d'autres, car il renoncé à ses premières résolutions de la Place du 13-Mai dans le but de pouvoir rester en place en s'alliant avec ceux-là mêmes qu'il a condamnés pour leur gestion des affaires politiques et pour leur manière de gouverner. Dans un cas comme dans l'autre, le Président de la Transition est condamné étant donné que sa décision de cohabiter ne lui vaudra sans doute aucun des mérites auxquels il s'attend. Pire, cette décision équivaut à un véritable suicide car quoi qu'il fasse, il sera perçu comme l'homme des " valse-hésitations ", celui qui a, en très peu de temps, déçu les plus fanatiques de ses partisans* ». Mais peut-on affirmer que l'on s'achemine véritablement vers une Transition inclusive et consensuelle ? Le quotidien en doute, « *les manœuvres machiavéliques*

du grand juriste Ratsirahonana et consorts, conseillers du Président de la HAT », pouvant encore retourner la situation.

**Roland Ratsiraka annonce :** « *Remaniement du gouvernement II de Monja Roindefo dans les prochains jours* ». « *Améliorer les accords de Maputo* ». C'est ce que propose le vice-Président de la HAT. Il s'agit de sauvegarder les acquis de la lutte populaire sans fouler aux pieds les accords signés par les quatre mouvances. « *Les Accords de Maputo sont difficiles à mettre en œuvre dans un contexte marqué ces derniers temps par l'aggravation de la pauvreté et le regain de discorde* », a-t-il fait remarquer, ajoutant que le remaniement se justifie par le fait que les différentes tendances incluses « *n'ont rien apporté pour sortir de la crise actuelle* ». Il estime que les anciens élus et ex-candidats à l'élection présidentielle devraient prendre part au partage de responsabilités au sein des instances prévues par la Charte. Concernant la médiation du GIC, il déclare : « *Les membres du groupe de contact doivent remodeler leur état d'esprit et instaurer un autre climat dans les négociations entre les mouvances. Les négociateurs français sont beaucoup plus positifs dans les démarches alors que les Africains sont enclins à se pencher du côté de l'ancien Président Marc Ravalomanana* ».

**Forces armées : pour la démission du Premier ministre**, selon *Midi*. Et ce, afin d'éviter le déclenchement d'une guerre civile et pour résoudre la crise de manière consensuelle. D'après les sources du quotidien, cette proposition a été décidée au cours d'une réunion des officiers, sous-officiers et hommes de troupes qui a eu lieu le 4 octobre à l'Etat-major. On observe que les forces armées ont multiplié les réunions ces derniers temps. Et ces sources de préciser que les forces armées ont exigé la caution des politiciens concernant cette décision. D'après le portail *Orange*, des officiers sont venus rencontrer Andry Rajoelina et Monja Roindefo à Ambohitsirohitra afin de leur demander de trouver rapidement une solution à la crise.

**Monja Roindefo doute de la possibilité de former un gouvernement de consensus sur la base des Accords de Maputo.** « *Il faut mettre en place un programme de Maputo qui soit viable. Il faut parler de 'coalition', pas de 'consensus'* », a-t-il dit dans une interview, jugeant que les stipulations de l'Accord ne sont guère réalistes. Pour le Premier ministre, la communauté internationale, au lieu d'attendre vainement que les différents protagonistes se mettent d'accord sur la répartition des postes au sein de la nouvelle équipe, devrait plutôt appuyer un gouvernement élargi, comprenant des membres de l'opposition.

**L'Association des victimes du 7 février (AV7) conteste la médiation du GIC :** elle envisage d'adresser un courrier en ce sens aux ambassadeurs en mission à Madagascar.

**Le CCOC parvient, pour la première fois depuis Maputo II, à réunir de fortes délégations des quatre mouvances.** Aucun chef de file n'était toutefois présent. D'après cette organisation, les participants se sont mis d'accord sur quatre points essentiels. Entre autres, la réalisation immédiate des Accords de Maputo, l'organisation dans un bref délai d'une autre rencontre, la tenue d'un dialogue dirigé par la société civile. Il subsisterait toutefois un désaccord sur la méthode de réalisation de Maputo II, les uns voulant partir du bas par la mise en place des clés de répartition dans les différentes institutions, tandis que les autres souhaitent régler en premier lieu le problème de la Présidence. A noter que le Collectif des généraux retraités était représenté, ainsi qu'une trentaine d'organisations de la société civile. Les quatre mouvances ont exprimé leur optimisme quant au dénouement de la médiation initiée par le CCOC, certains évoquant même l'adoption d'une solution consensuelle d'ici le 6 octobre. Cette réunion a permis à la société civile de faire un rapport sur les contacts entrepris auprès des forces armées. Il en est ressorti que celles-ci souhaitent rester en position observateurs et ne souhaitent pas entrer dans la médiation. L'association des Anciens détenus politique de

Madagascar avait proposé comme solution de sortie de crise la nomination d'un Premier ministre militaire de consensus.

**6 octobre : GIC : une rencontre déterminante qui verra la participation d'une lourde délégation de 48 membres. Des voix discordantes au sein de l'armée.**

**Des officiers pour la liberté d'expression et de manifestation :** le général Edmond Rasolomahandry, ancien chef d'Etat Major, accompagné du contre-amiral Radavidson et du colonel Raberanto, a demandé, au nom d'une partie des forces armées, de « rétablir la liberté d'expression et de manifestation à Madagascar ». L'immunité de fait offerte par la présence du GIC au pays encourage les initiatives. Les trois officiers ont donné une conférence de presse au cours de laquelle ils se sont insurgés contre la persistance de la crise. « *Nous ne pouvons pas nous taire face à cette situation et surtout face à la crise endurée injustement par les Malgaches* », clament-ils. Et de poursuivre qu'ils ne veulent pas « *subir le jugement de l'histoire* » s'ils restent silencieux. Pour eux, la sortie de crise et le sauvetage de Madagascar passent par « *l'application des résolutions des Assises militaires, des Accords de Maputo et de la Charte de la Transition* ». Ils appellent au respect des droits humains fondamentaux et de la liberté d'expression et de réunion. Ils refusent « *le recours aux forces de l'ordre pour les transformer en force de répression* » et exigent la neutralité de l'armée. Le général Rasolomahandry est le dernier chef d'Etat-major de Marc Ravalomanana. Le contre-amiral Radavidson a été le dernier chef d'Etat-major de la Marine à Antsiranana avant le coup d'Etat. Les trois officiers ont déclaré avoir obtenu l'autorisation de leurs chefs hiérarchiques pour faire des déclarations à la presse, ce qui a été contesté. « *Tous ces sujets ont déjà été plus ou moins évoqués* », a réagi le ministre des Forces armées, Noël Rakotonandrasana. Pour lui, l'intervention du général Rasolomahandry n'a d'autre objectif que de semer le doute sur l'unité des armées. [Le général Rasolomahandry avait été accueilli à l'aéroport d'Ivato par le Chef d'Etat major des forces armées, le colonel Ndriarijaona André. Des rumeurs avaient circulé à propos de son arrestation à son retour de Maputo].

**Marc Ravalomanana a qualifié le discours d'Andry Rajoelina d'« affligeant »**, avant de désigner le Président de la HAT comme étant le « *facteur de blocage* ». Il rappelle que « *rien ne stipule nulle part dans les Accords de Maputo que la présidence est acquise à Andry Rajoelina* ». Pour Fetison Andrianirina, son discours est « *un moyen pour gagner du temps* ». Propos réfuté par l'entourage du Président de la HAT qui y voit un acte de « *bonne foi* ».

**GIC : une rencontre déterminante qui verra la participation d'une lourde délégation de 48 membres.** Cette fois, la communauté internationale met le paquet. Elle déploie une armada de haut rang pour venir à bout de la crise. Une vingtaine de pays renforcent les habitués du dossier. Les quatre délégations représentant Andry Rajoelina et les trois anciens Présidents seront reçues tour à tour pour présenter leurs analyses et leurs propositions, sorte de grand oral qui débouchera sur une déclaration de la communauté internationale. RFI s'interroge : « *Le statut important des participants étrangers permettra-t-il d'aller plus loin et d'imposer un scénario ?* ». Andry Rajoelina a demandé des garanties pour qu'on l'aide à mener lui-même la Transition mais Jean Ping a déjà rétorqué « *que ce n'était pas le moment de poser des conditions, au contraire, ce serait plutôt des concessions qui seraient attendues de la part des acteurs malgaches* ». Le ministère des Affaires étrangères français a déclaré que « *la communauté internationale devra, concrétiser son engagement d'accompagner le processus de transition en vue de l'organisation d'élections crédibles, dès la mise en œuvre effective des Accords de Maputo* ». Un diplomate a confirmé l'importance de la réunion : « *Nous sommes en fin de calendrier, période où les pays partenaires auront à décider sur l'engagement de l'argent de leurs contribuables en 2010. En cas d'absence de décision ou de décision négative vis-à-vis de Madagascar, il n'y aura pas de déblocage de*

*fonds*». L'UE devrait se prononcer début novembre sur son partenariat avec Madagascar. Pour l'UA, l'échéance a déjà expiré le 16 septembre. Tout cela devrait entraîner une cascade de sanctions en cas d'appréciation négative de l'évolution de la situation. Les mouvances des trois anciens Présidents se positionneraient pour l'application sans condition de la Charte. Aussi les projecteurs seront-ils braqués sur le régime de Transition et la nouvelle stratégie qu'il adoptera pour défendre sa cause. Critiqué pour avoir pris le pouvoir le 17 mars et fustigé pour son atermoiement à appliquer les Accords de Maputo censés régir la Transition, il joue une grande partie de son avenir ce jour. Une nouvelle fois, les quatre mouvances vont devoir trouver une solution pour appliquer les Accords de Maputo avec lesquels elles sont toutes d'accord. Selon Sobika, « il semblerait que le consensualisme 'total' soit délaissé au profit du consensualisme majoritaire ».

**Mouvance Rajoelina : Monja Roindefo chef de délégation.** La HAT a pris la décision de choisir un nouveau chef de file. Lors des précédentes rencontres, c'était le ministre des Affaires Etrangères, Ny Hasina Andriamanjato, qui était à sa tête. La rencontre permettra donc à Monja Roindefo de défendre sa place face aux membres du GIC et des leaders des autres mouvances, au moment où Andry Rajoelina laisse entendre qu'il pourrait nommer un nouveau Premier ministre. Monja Roindefo militera en faveur de la révision de la Charte de la Transition et réclamera l'extension des mouvances aux 69 autres signataires de l'Accord, afin de contourner les mouvances des trois anciens Présidents. Il a toujours soulevé la nécessité d'appliquer l'article 44 de l'Accord, mettant sur un pied d'égalité toutes les entités qui avaient paraphé les textes.

**L'Association internationale des maires francophones (AIMF) a accepté la participation à sa réunion parisienne du PDS d'Antananarivo, Edgard Razafindravahy.** « J'ai pu participer pleinement aux sessions, tout comme les autres maires et des membres de l'Organisme public de coopération intercommunale », a-t-il expliqué. Il y voit un signe annonciateur de bon augure, mais il a cependant tenu à préciser : « Il n'y avait pas eu de discussions politiques sur Madagascar ». Après l'interdiction faite à Andry Rajoelina d'intervenir à la tribune des Nations Unies, des questions se sont posées quant à la réaction de l'AIMF. En effet, l'OIF dont l'AIMF est l'un des opérateurs, a suspendu Madagascar. Elle a refusé la participation des sportifs malgaches aux Jeux de la Francophonie, à Beyrouth.

**7 octobre : le GIC a obtenu un accord de principe « à l'arraché » pour la désignation d'un triumvirat mais des réserves se font jour, alors que l'accord n'est pas encore signé. L'éviction de Monja Roindefo peut provoquer des réactions.**

**Andry Rajoelina Président d'un triumvirat, l'UA prudente.** Marc Ravalomanana a accepté le maintien de son rival à son poste à la condition (« objection forte ») que ce dernier ne se présente pas à la prochaine élection présidentielle, condition non prévue dans les Accords de Maputo. On ignore dans l'immédiat si le Président de la HAT a accepté ce compromis.

Le Président est Andry Rajoelina, le vice-Président est le Dr vétérinaire Emmanuel Rakotovahiny, ancien Premier ministre de Zafy Albert et membre de la mouvance du même nom, et le Premier ministre est le professeur Eugène Mangalaza de la mouvance Ratsiraka. Il a été convenu également que le Président du Congrès de la Transition sera de la mouvance Ravalomanana, tandis que la mouvance Rajoelina a décroché la présidence du Conseil Supérieur de la Transition. Le Professeur Zafy Albert aura la tâche de présider le Conseil National de Réconciliation et la présidence du Conseil Economique et Social sera confiée à la société civile. Les mouvances Zafy, Rajoelina et Ravalomanana auront chacun un vice-Premier ministre. Dans le futur gouvernement, chaque mouvance aurait droit à 5 ministères et les 8 ministères restants seraient attribués à la société civile.

**L'émissaire de l'UA, Ablassé Ouédraogo, a souligné que l'accord constituait un premier pas vers le retour à l'ordre constitutionnel.** « *Ce qui a été réalisé aujourd'hui constitue le début de l'organisation d'une transition à travers la mise en œuvre continue de la Charte de Maputo* », a-t-il ajouté. Le secrétaire général de l'UA, le Gabonais Jean Ping, a en outre prévenu que les sanctions internationales pourraient persister et n'a pas souhaité dire quand prendrait fin la suspension de Madagascar de l'UA et de la SADC. « *Certaines menaces pourraient rester en place [...] s'il n'y a pas de volonté de sortir de la crise* », a dit Jean Ping, ajoutant que l'aide internationale gelée ne reprendrait qu'après un retour « *à la normale. C'est-à-dire des élections libres* ».

**L'attitude du Premier ministre Roindefo en question.** Monja Roindefo, considéré comme un jusqu'au-boutiste, a déclaré que l'Accord de Maputo n'était ni réaliste ni viable et que le consensus prôné était introuvable. On ignore quel sera désormais son rôle dans le gouvernement intérimaire chargé de diriger le pays jusqu'à l'organisation fin 2010 d'élections qui permettraient au pays d'en revenir à l'ordre constitutionnel, mais selon certains observateurs, il pourrait se voir proposée la présidence du Conseil Supérieur de la Transition. Tout laisse croire que Monja Roindefo va réagir à son éviction du poste de Premier ministre. Ses partisans ont manifesté devant le Carlton au moment où les membres des quatre mouvances et le GIC se réunissaient à huis clos dans cet établissement. Les natifs du Sud lui ont apporté leur soutien.

L'association Otrikafo, l'AFKM et le Monima ont pour leur part dénoncé les « *atteintes à la souveraineté nationale* ». Il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour les disperser avec des gaz lacrymogènes. Les hommes en treillis ont arraché les banderoles hostiles au GIC. Sur ordre d'Andry Rajoelina, Monja Roindefo a brusquement été écarté de ses fonctions de chef de délégation et remplacé sur le champ par Ny Hasina Andriamanjato. L'intéressé a alors quitté la salle pour rejoindre la Primature et a convoqué en urgence un conseil du gouvernement.

**Qui est le nouveau Premier ministre, Eugène Mangalaza ?** Partisan de longue date de l'ex-Président Ratsiraka, il est âgé de 59 ans et père de 3 enfants. Ancien inspecteur de l'enseignement supérieur à l'époque du ministre Ignace Rakoto dans les années 70-80, il était directeur des ressources humaines du Port de Toamasina en 1989 avant d'être deuxième recteur de l'université de cette même ville de 1989 à 2002. Impliqué dans la crise politique de 2002, il avait été arrêté avant d'être relâché après enquête. Il s'est ensuite exilé et est parti enseigner en Suisse et à Bordeaux III. Il réside aujourd'hui à La Réunion tout en enseignant la philosophie et l'anthropologie à Toamasina. Mangalaza Eugène a été le troisième candidat à la Primature proposé par Didier Ratsiraka après Jean-Jacques Rasolondraibe et Mme Ramisandrazana qui n'ont pas obtenu le consensus des autres 3 mouvances.

**Mission d'évaluation des besoins électoraux :** le GIC invite l'UA, la SADC, l'OIF, l'ONU, l'UE et le reste de la communauté internationale à entreprendre, dans les meilleurs délais, une mission d'évaluation des besoins électoraux de Madagascar, conformément aux articles 33 et 34 de la Charte de la Transition.

**Pour RFI, « ce consensus n'est qu'un petit pas en avant car aucun texte n'a été officiellement signé. L'accord de principe devra encore être entériné par les chefs de file des quatre mouvances. La communauté internationale enregistre néanmoins un succès, au terme de 19 heures de consultations et de marchandages difficiles. Elle veut maintenant aller vite pour éviter tout nouvel enlisement. Un Sommet pourrait réunir, dans un bref délai, les leaders des quatre mouvances pour opérer la répartition des postes dans les différentes instances de la Transition, laisse entendre Jean Ping. La**

coopération qui semble plutôt bien fonctionner entre les acteurs extérieurs devrait permettre à la communauté internationale de maintenir la dynamique de ces derniers jours ».

**Pour Midi, « la nomination d'Andry Rajoelina a divisé le GIC. L'UA appuyée par la France, aurait milité pour sa nomination tandis que la SADC, ayant les Etats-Unis derrière elle, s'y serait opposée en invoquant la Convention d'Alger et les Accords de Lomé qui interdisent à un putschiste de diriger un pays. En tout cas, en reconnaissant finalement aujourd'hui Andry Rajoelina, la communauté internationale a fait un revirement à 190° ».**

**8 octobre : le consensus trouvé entre les 4 mouvances reste entaché d'incertitudes. La mouvance Ravalomanana se retrouve seule contre tous à s'y opposer et à exiger un engagement officiel et unanime des 4 chefs de mouvances. L'unité des mouvances est mise à mal.**

**Le consensus du Carlton nécessite-t-il une signature officielle ?** « La transition est en route à partir du moment où on a formellement désigné certaines personnalités pour certains postes », a assuré Ablassé Ouedraogo, médiateur de l'UA. « Il n'y a pas besoin d'un nouvel accord signé, ce sont les Accords de Maputo qui restent la base », précisait un participant à la réunion. « On va essayer de provoquer une réunion des chefs de files dans les dix jours pour entériner la composition du gouvernement », a expliqué un diplomate. Pour la mouvance Ravalomanana, en revanche, la réunion du Carlton n'avait pour objet que d'évaluer les travaux effectués par l'équipe conjointe de médiation, rien de tout ce qui a été débattu n'est encore officiel, il faut que les quatre chefs de file soient présents et acceptent le consensus à l'unanimité pour qu'une décision soit appliquée. Certains évoquent déjà un « Maputo III » pour signer ces accords. Répondant à une question de *Radio Don Bosco*, le constitutionnaliste Jean Eric Rakotoarisoa a précisé que les 15 mois de Transition devraient commencer à partir de la date de publication des décrets y afférant.

**La mouvance Ravalomanana adresse un courrier au GIC.** Le texte souligne que « la Charte de Maputo, et par référence à sa propre jurisprudence instaurée au cours du processus des présentes négociations qui a initialement pris en compte l'opposition de la Mouvance Rajoelina, exige, pour l'adoption de toute décision à caractère consensuel et inclusif, l'accord parfait de toutes les parties. Or, à ce jour tel n'est pas le cas au vu de notre ferme opposition, pour les motifs maintes fois réitérés, à l'accession de la personne de M. Rajoelina et de tous auteurs de coup d'Etat à la Présidence de la Transition conventionnelle ». « Nous avons accepté qu'Andry Rajoelina soit le Président de la Transition, mais [...] pour ne pas légitimer le changement de régime anticonstitutionnel qu'il a provoqué, nous exigeons qu'il ne puisse pas être candidat à la prochaine élection » présidentielle prévue fin 2010, a déclaré Fetison Andrianirina, chef de la délégation de Marc Ravalomanana. « Sinon, le processus sera caduc ; j'ose espérer que la communauté internationale en est consciente », a-t-il averti. M. Ouedraogo a toutefois déjà rappelé que les Accords de Maputo prévoyaient la possibilité pour le Président de la Transition, quel qu'il soit, de se présenter à l'élection présidentielle. La mouvance Rajoelina déclare elle aussi qu'il n'est pas mentionné dans les Accords de Maputo que le Président de la Transition ne peut se présenter aux élections : la non-éligibilité concerne le Premier ministre et les membres du gouvernement. Marc Ravalomanana a confirmé sa position par téléphone à ses supporters réunis au Magro. Son refus de voir Andry Rajoelina maintenu à la tête de la Transition est justifié notamment par le fait que lui-même a renoncé la gestion de la Transition, par respect de l'esprit de neutralité stipulé dans l'article 1 de la Charte de Maputo.

**Accord du Carlton : Ravalomanana contre tous.** Les membres des mouvances Ratsiraka, Rajoelina et Zafy soutiennent la possibilité de la mise en œuvre des accords conclus au Carlton malgré le refus de signer de Marc Ravalomanana, arguant que seule la mouvance de

ce dernier s'oppose auxdits accords. « *Cela ne constitue pas un blocage pour nous* », a affirmé Ablassé Ouédraogo, en référence aux propos de Marc Ravalomanana. Ce dernier, de fait, se retrouve dans la position du « *bloqueur* » des accords puisque même l'ONU, dans un communiqué, se « *félicitait* » de ses mêmes accords du Carlton.

Pour Sobika, « *Il est fort compréhensible que Marc Ravalomanana refuse la nomination de celui qui l'a poussé vers la sortie car outre l'aspect non constitutionnel de la chose, c'est l'orgueil personnel qui en prend aussi un coup. Mais en restant dans cette position, Marc Ravalomanana prend le risque d'être marginalisé par la communauté internationale. Il prend aussi le risque d'être celui qui bloque un retour à la sérénité du pays. [...] Enfin, il risque de mettre en péril sa propre participation à des futures élections auxquelles il pouvait prétendre dans le cadre de Maputo I. Si jamais la communauté internationale valide cet accord et choisit donc de se rallier aux 3 mouvances, Marc Ravalomanana perdra son amnistie et la possibilité de rentrer au pays prévue dans Maputo I puisqu'il n'aura pas signé les accords du 6 octobre. Mais si ce dernier est inflexible sur ses positions, c'est peut être parce qu'il sait avoir des soutiens indéfectibles comme ceux de la SADC. Mais qui sait si Chissano n'est pas lassé de tout ce ramdam ?* ».

**Le Courrier observe que l'unité des mouvances est mise à mal par la tournure des événements.** En particulier, on ne sait pas encore quelle attitude adopteront les « *Forces de changement pour la démocratie* » (Fcd) regroupant les formations politiques pro-Rajoelina qui sont contre l'application des Accords signés par leur leader à Maputo. La Coalition des organisations des jeunes malagasy (COJM) ou « *mouvance des jeunes* » est, elle aussi, très réservée : « *Nous lançons un ultimatum de 72 heures à Andry Rajoelina pour convoquer une réunion de sortie de crise en dehors des Accords de Maputo et qui verra la participation de toutes les forces vives de la Nation pour trouver une solution authentiquement inclusive et consensuelle* ». Pour la COJM, la déclaration accommodante d'Andry Rajoelina à la veille des négociations du Carlton est « *un retour en arrière et une insulte à la lutte menée par la majorité de la population malgache qui a versé son sang pour le changement* ».

**Gouvernement Mangalaza : 5 par mouvance. Nonobstant la nature des ministères, la concurrence s'annonce rude.** Tout particulièrement au niveau de la mouvance Rajoelina qui compte plus de partis que de sièges disponibles. Si elle vise les présidentielles, la mouvance ne saurait faire abstraction de la règle non écrite de l'équilibre régional. Or, force est de constater, selon *Midi*, que les ministres proches de l'actuel Président de la HAT sont presque tous issus des Hautes Terres. L'opération risque donc d'augmenter le nombre des frustrés après l'éviction de Monja Roindefo, qui ne s'est toujours pas exprimé et qui reste pour l'heure Premier ministre. Ses partisans ont mis en garde le Président de la Transition contre l'éviction de leur leader. La distribution des 5 portefeuilles ministériels ne sera pas non plus facile pour la mouvance Ravalomanana. Le syndrome du gouvernement Manandafy qui ne comportait aucun « *Magro-iste* » pourrait remonter à la surface, pour peu que Marc Ravalomanana cautionne le gouvernement Mangalaza. Le refus de l'ancien Président de signer l'accord du Carlton risque d'exposer davantage ses partisans au camp d'en face, alors qu'en intégrant le régime de Transition et notamment le gouvernement, les « *légalistes* » auraient du coup un parapluie qui les mettrait à l'abri de tout arbitraire et autre mesure unilatérale. Le vieux démon de la division pourrait également se réveiller au sein de la mouvance Ratsiraka en raison des rivalités existantes au sein de l'Arema et des transfuges déjà enregistrés en direction du gouvernement Roindefo II. La mouvance Zafy Albert n'est pas à l'abri elle aussi de difficultés du même ordre.

**A la recherche de la voie respectueuse du sang versé.** Suite à la manifestation devant le Carlton pour contester la médiation du GIC, le Monima confirme ses positions « *en signe de respect pour le combat commun que le parti a mené avec les autres groupements politiques* ». Dans un

communiqué, le parti de Roindefo Monja *«fait le serment de continuer la lutte pour le changement qui, aujourd'hui, est dévoyée. Il invite toutes les forces respectueuses du sang versé, soucieuses de la souveraineté nationale à œuvrer ensemble pour le pays».*

**Madagascar à la tribune de l'UNESCO.** Le ministre de l'Éducation nationale, Julien Razafimanazato, a eu droit à la tribune de l'UNESCO à Paris. Il a prononcé un discours de 6 minutes devant la 35e session de l'Assemblée générale. La reconnaissance internationale serait donc en marche au lendemain de la désignation d'un Premier ministre de consensus au Carlton, selon *Midi*. L'agence News Press, relayée par TV5 Monde écrit : *« Cette intervention a fait l'objet des éloges du président de la Conférence générale. Le discours terminé, Davidson Hepburn est venu féliciter le ministre malgache pour la qualité de son propos. Il fut d'ailleurs le seul représentant à recevoir cet honneur, marque de reconnaissance exceptionnelle, qui n'est pas dans les usages de l'instance ».* Le ministre avait tenu à souligner le soutien de Madagascar à la promotion de l'Éducation Pour Tous.

**9 octobre : Marc Ravalomanana s'oppose aux accords du Carlton alors qu'une nouvelle rencontre est prévue pour la signature officielle des 4 mouvances. Des appels à la résistance populaire contre le « coup d'Etat diplomatique »**

**L'accord de partage du pouvoir de nouveau compromis** par le refus du Président déchu de reconnaître son successeur comme Président de l'autorité de Transition. Marc Ravalomanana avait accepté le maintien de son rival à son poste à condition que ce dernier ne se présente pas à la prochaine élection présidentielle mais Andry Rajoelina n'a pas répondu à cette condition, selon le médiateur de l'UA, Ablassé Ouedraogo, et l'accord n'a toujours pas été formellement signé.

*« Je propose de réétudier la nomination du Président de la Transition, du vice-Président et du Premier ministre en présence des quatre chefs de file »* des parties en présence, a précisé Marc Ravalomanana, ajoutant : *« Ce n'est pas le rôle du chef de délégation dans les négociations de nommer le chef de la Transition ».* Il refuse que son rival soit Président de la Transition, mais estime qu'il pourra se présenter à la présidentielle s'il remplit *« les conditions [stipulées] dans la Constitution ».* Fetison Andrianirina soutient pour sa part que la commission électorale définie par les Accords de Maputo ne sera jamais neutre et indépendante si Andry Rajoelina est à la fois Président de la Transition et candidat aux élections présidentielles.

Andry Rajoelina affirme de son côté que bien que Marc Ravalomanana ait déclaré son intention de ne pas signer l'accord du Carlton, il ne tardera pas à nommer les dirigeants de la Transition et qu'il est sur la bonne voie pour être reconnu par la communauté internationale en tant que Président de la Transition. La signature majoritaire d'un accord peut suffire à donner le top de départ de la Transition consensuelle.

**Accord du Carlton : rencontre Ravalomanana-Rajoelina-Ratsiraka-Zafy envisagée les 12 et 13 octobre.** La signature de l'accord portant nomination aux trois postes-clé de l'exécutif pourrait avoir lieu les 12 et 13 octobre à Paris, date cependant jugée trop proche par Andry Rajoelina. Les médiateurs proposent par contre le choix entre cinq pays d'Afrique. Rappelons que selon les Accords de Maputo, Marc Ravalomanana ne pourra rentrer au pays qu'une fois la situation politique assainie et offrant pour lui une sécurité optimale, d'où la recherche d'un lieu neutre pour pouvoir organiser cette rencontre au sommet. En attendant, la question se pose de savoir si Marc Ravalomanana va signer. Le GIC reste optimiste. *« Conscient de la difficulté actuelle, nous poursuivons nos efforts pour élargir la base du consensus. Nous maintenons nos contacts avec les parties concernées »*, souligne Tiébilé Dramé, qui espère que *« tout le monde sera dans le bateau de la Transition ».* Du côté de la mouvance Ravalomanana, on durcit la position. *« Puisque Andry Rajoelina n'est pas prêt à faire de*

*concession, nous retirons notre condition qui consiste à accepter sa présidence à condition qu'il ne se présente pas aux prochaines présidentielles. Actuellement et conformément à la déclaration du Président Marc Ravalomanana, nous contestons catégoriquement la présidence de Rajoelina », indique Fetison Rakoto Andrianirina. Avant de préciser : « la Charte de Maputo stipule que le Président de la Transition doit être une personnalité de consensus ».*

**Prisonniers politiques, liberté d'expression, menaces d'arrestations :** dans un communiqué, le mouvement « légaliste » d'Ambroise Ravonison « *déplore que la libération sans conditions des prisonniers politiques n'ait toujours pas été effectuée ; que l'accès à la parole à la radio et à la télévision nationale reste réservé aux auteurs du coup d'Etat ; que les dirigeants des diverses mouvances pour la légalité restent sous la menace de poursuites ou d'arrestation* ».

**Le commandant de groupement de la gendarmerie d'Analamanga se sent menacé.** Frédéric Rakotonandrasana affirme avoir reçu des menaces de mort de la part d'un membre de la HAT. Il avait dirigé la dispersion des manifestants anti-GIC aux abords du Carlton. Son interlocuteur aurait été identifié par son service de renseignement.

**Prière au Magro et peu de discours.** Les partisans de Marc Ravalomanana organisent à partir de ce jour et jusqu'à la prochaine rencontre des quatre chefs de mouvance une séance de prière quotidienne. Le temps réservé aux discours sera limité.

**Le « Front pour la souveraineté » appelle à la résistance populaire** Les 5 formations alliées au sein du « *Vondrona Miaro ny Fiandrianam-pirenena* » (VMF), remettent en cause l'accord du Carlton. Elles ont déclaré qu'« *un coup d'Etat diplomatique a eu lieu au Carlton le 6 octobre lors du dialogue entre les quatre mouvances, organisé par le GIC* ». Et de dénoncer notamment la complicité des Ratsiraka, Ravalomanana, Zafy et Rajoelina. L'association Otrikafo a même déclaré qu'« *Andry Rajoelina et ses compagnons ont décidé de replacer Madagascar sous tutelle, et de rétablir un véritable protectorat sur la Grande Ile. [...] Toutes les nominations faites par les étrangers et leurs complices sont illégales et illégitimes* ». Les dirigeants de la manifestation contre le GIC devant l'hôtel Carlton préparent l'opinion pour la résistance à « *l'ingérence des puissances étrangères* ». Une manière de contester l'éviction de Monja Roindefo. Ces formations sont le Monima, Otrikafo, l'AKFM, Farimbona et Manaovaso. « *Le peuple malgache va déterminer le type de manifestation à faire à l'occasion des consultations de leur avis* », a soutenu le secrétaire général du Monima, parti dont est membre Monja Roindefo. Ils demandent à ce dernier d'arrêter « *d'être dépendant des puissances étrangères* ». Le VMF a lancé un appel aux officiers et des sous-officiers afin de soutenir ce mouvement et d'assumer leur rôle de protecteurs de la Nation. L'appel s'adresse aussi aux syndicalistes, entrepreneurs nationaux, membres de la société civile, notables et chefs traditionnels. Les anti-GIC de l'ex-Province de Toliary ont déjà organisé des manifestations de soutien au Premier ministre, Monja Roindefo.

**«Roindefo Monja n'a pas été renvoyé du Carlton».** Le Monima a donné sa version des faits survenus au Carlton, en cours de réunion : «*Il n'y a eu aucun papier excluant le Premier ministre du Carlton. Roindefo Monja a fait un exposé au cours de la réunion. Quand est venu le débat concernant la nomination du Premier ministre de consensus, il était parti de son propre gré puisqu'il a jugé qu'il valait mieux qu'il ne participe pas à la discussion*». Néanmoins, le Premier ministre n'est plus revenu au Carlton «*à cause des différentes activités qui l'attendaient*» a expliqué le secrétaire général.

**Que va faire Roindefo ? Sobika s'interroge :** « *le Monima a annoncé que le toujours Premier ministre fera une déclaration. Celle-ci, attendue depuis la fin des rencontres du Carlton, a été différée. Monja Roindefo et Andry Rajoelina ne sont plus aussi soudés l'un à l'autre depuis longtemps. Dans*

*cette ambiance délétère, Monja Roindefo, ne veut pas céder sa place, et s'il le fait, ce ne sera pas aussi facilement qu'une lettre à la poste. Aussi, admettons que Monja Roindefo démissionne de son poste de Premier ministre : que peut-il se passer pour lui ? Il peut rejoindre un autre poste au sein de la Transition...s'il accepte. Il peut par ailleurs se mettre en réserve de la Transition pour préparer une candidature à la future élection, ce qui ne serait pas possible s'il restait au gouvernement. Mais plus intéressant, il pourrait très bien basculer dans l'opposition à Rajoelina, fort de son soutien populaire dans le Sud et, pourquoi pas, travailler de concert avec Ravalomanana ! Cela semble rocambolesque, mais souvenons-nous que Marc Ravalomanana avait proposé comme option possible à Maputo II la présidence de la Transition à Monja Roindefo ! Marc Ravalomanana dans son opposition à Andry Rajoelina pourrait très bien s'allier avec lui dans ce cas précis. Marc Ravalomanana a bien pactisé avec Didier Ratsiraka à Maputo, donc tout est possible ».*

**Jean Théodore Ranjivason :** *« Éviter les alliances objectives entre extrémistes ». Le SG de l'association Matsilo déclare : « Nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes si la communauté internationale s'ingère dans nos affaires internes. La situation actuelle résulte de notre incapacité à nous entendre et à trouver des solutions entre nous. C'est honteux, mais c'est la réalité. Pour nous, la conclusion de l'accord du Carlton était inévitable. A partir du moment où nous avons signé les Accords et la Charte de Maputo, sans parler de la Charte des Valeurs, nous ne pouvions plus faire machine arrière. [...] M'adressant aux Forces du changement, je dirais que ce qui doit s'importer pour nous, c'est de préserver la solidarité du tandem Andry Rajoelina-Monja Roindefo. Nous devons aussi rester plus que jamais solidaires et unir nos forces. [...] Dans chaque mouvement, il y a deux extrêmes que rien n'unit, mais qui, dans certains cas, peuvent s'allier. Nous devons nous préserver de ce type d'alliance, néfaste pour le pays. Le Président Rajoelina est prêt à donner le poste de Président du Conseil Supérieur de la Transition à Monja Roindefo. Ce dernier doit l'accepter parce que c'est un moyen de préserver le tandem ».*

**Vers la reconnaissance de la France ?** Le Président du Conseil général de Vendée, Philippe de Villiers, a annoncé au PDS d'Antananarivo, Edgard Razafindravahy, qu'il était disposé à recevoir Andry Rajoelina en tant que chef d'État. C'est la première visite officielle d'une délégation étrangère depuis le début de la crise. Pour *L'Express*, « cette première visite officielle arrive comme par enchantement juste après l'accord du Carlton. L'invitation de Philippe de Villiers ne peut pas être fortuite. Et on peut en déduire que même si l'Elysée ne s'est pas encore prononcé officiellement, son acquiescement peut être perçu à travers cette déclaration d'une autorité française. Il aurait été risqué de sa part de l'avancer, si quelque part cela n'avait pas été autorisé ». Le Président du MPF [rallié à la majorité sarkosystes] proclame sa confiance en Andry Rajoelina. « Je viens de rencontrer le Président que je ne connaissais pas, mais qui nous inspire un grand respect. Nous rencontrons des interlocuteurs jeunes et jeunes d'esprit », a-t-il fait savoir. Cette délégation française va entamer une tournée humanitaire dans le Sud. L'ambassadeur Jean-Marc Châtaignier sera de l'expédition. La mairie d'Antananarivo et la Vendée ont un partenariat vieux de plus d'une dizaine d'années. Une convention a été signée pour le renforcement de l'aide au centre Akamasoa du père Pedro.

**Pour le GTT, la mouvance Ravalomanana résiste au forçage de la France.** Elle déclare : « Le peuple Malagasy n'est pas dupe des manigances de la France et nous demandons instamment que la France n'assiste plus à toute séance de négociation et respecte expressément les Accords de Maputo pour une paix durable à Madagascar ».

**Paris : une cellule de crise spéciale Madagascar.** D'après *Le Courrier*, Paris suivrait de près l'évolution de la situation et une cellule de crise spéciale aurait été mise en place. Il est vrai que malgré les nouvelles déclarations diplomatiques concernant la « neutralité » de la France, l'Hexagone entend préserver ses intérêts dans son ancienne colonie dont les ressources sont convoitées de toutes parts. Aux richesses traditionnelles s'ajoute la potentialité pétrolière qui

se confirme. Frappante a été la vitesse avec laquelle s'est faite la communication relative à « l'accord » trouvé au Carlton alors qu'il ne s'agissait en fait que d'un communiqué qui n'a pas été signé par les quatre chefs de file. Paris ne serait pas étranger à cette précipitation. Le séjour répété et prolongé d'Andry Rajoelina à Paris avant et après New York et ses rencontres avec le GIC en présence de Didier Ratsiraka seraient des indices d'une forte implication de la France dans la recherche d'un compromis préservant le pouvoir d'Andry Rajoelina.

**10 octobre : Marc Ravalomanana confirme qu'il se désolidarise du consensus du Carlton. Il ne se rendra pas à la réunion de signature. Monja Roindefo, évincé, refuserait tout autre poste.**

**Après Monja Roindefo, Marc Ravalomanana devient le nouveau facteur de blocage du consensus du Carlton.** Andry Rajoelina a validé le consensus trouvé sur la répartition des principaux postes du régime de Transition, annonçant la nomination prochaine du Premier ministre Eugène Mangalaza et du vice-Président Emmanuel Rakotovahiny, mais Marc Ravalomanana confirme qu'il se désolidarise du consensus. Le Président de la HAT a longuement expliqué pourquoi il devait se séparer, à contrecœur, de Monja Roindefo, son Premier ministre. Le manque de reconnaissance internationale pénalisait l'économie du pays, la population en souffrait : il a donc accepté cette concession. On pourrait donc penser que plus rien ne s'oppose à la mise en place des Accords de Maputo, mais plus tôt dans la journée, Marc Ravalomanana a confirmé qu'il se désolidarisait du consensus, affirmant qu'il n'accepterait jamais Andry Rajoelina comme Président de la Transition. Auparavant, c'était Monja Roindefo qui constituait le facteur de blocage. Marc Ravalomanana a repris ce rôle. Désavouant sa délégation qui avait accepté le consensus trouvé au Carlton, l'ancien Président s'oppose catégoriquement à ce qu'Andry Rajoelina garde les rênes du pays. Bref, il y a de la friture sur la ligne avec sa mouvance qui avait, elle, convenu du contraire : d'accord pour Rajoelina à la tête de la Transition, mais hors de question qu'il puisse être candidat au scrutin présidentiel. Alors, pour RFI, quelle que soit la nature des réserves émises, l'interrogation principale est désormais la suivante : peut-on mettre en place les institutions de la Transition sans Marc Ravalomanana ? Ablassé Ouédraogo, le médiateur de l'UA, élude la question, persuadé que le processus est enclenché : « *Ce que je sais, c'est que la politique de la chaise vide n'a jamais payé. Je pense que dans l'intérêt supérieur de Madagascar, tous les Malgaches doivent travailler ensemble main dans la main pour relancer l'économie nationale et assurer une durabilité dans la stabilité politique de ce pays* ».

**Signature des résolutions du Carlton : Ravalomanana refuse d'aller à Paris.** Suite à la proposition du GIC d'inviter à Paris les 4 chefs de file au siège de l'UNESCO pour la signature de ces résolutions, Marc Ravalomanana a déclaré : « *Je n'y irai pas.* » Avant de se poser la question : « *Veut-on faire pression sur moi ?* » [en me convoquant à Paris]. Par contre, l'ancien Président a souligné qu'il est prêt à venir à la rencontre des autres chefs de file si le rendez-vous est organisé dans un pays de la SADC ou à Madagascar. Il a profité de l'occasion pour indiquer que sa position ne constitue pas un blocage à la résolution de la crise à Madagascar. « *Le blocage, c'est celui qui s'accroche coûte que coûte au pouvoir. En ce qui me concerne, j'ai déjà déclaré que je ne vais pas participer personnellement à la Transition. Donc, je ne vois pas pourquoi je constitue un blocage* », a martelé Marc Ravalomanana depuis Johannesburg. L'ancien Président reproche au Président de la Commission de l'UA, Jean Ping, de s'être précipité à publier le communiqué relatif aux résolutions du Carlton.

**Après négociations en perspective.** Les consultations et les négociations vont s'intensifier dans les prochains jours. Tout semble indiquer qu'elles seront dures, indique L'Express.

L'accord trouvé concernant les postes de Président, vice-Président et Premier ministre de consensus ouvre la voie aux discussions relatives à la clé de répartition des autres institutions, ce qui n'est pas une mince affaire. Toutes les mouvances s'activent pour affûter leurs armes en vue du partage des sièges, au nombre de 294. Mais pour les « *légalistes* », la désignation du Président constitue encore un préalable de taille. Une esquisse aurait déjà été présentée aux quatre chefs de file, bien avant la réunion du Carlton mais seules certaines institutions sont pourvues de clés de répartition, comme le Comité National de Réconciliation, la Haute Cour de la Transition ou encore le Comité de Réflexion sur la Défense et la Sécurité Nationales. La composition de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) est même reportée à une conférence nationale.

**Andry Rajoelina** : « *Monja Roindefo refuse un autre poste* ». Selon *Midi*, le Président de la HAT a déclaré : « *J'ai déjà proposé le poste de Président du Conseil Supérieur de la Transition au Premier ministre mais il a refusé* ». Concernant la répartition des sièges de la Transition, Andry Rajoelina a indiqué qu'« *afin de préserver la sécurité de la population, les ministères de souveraineté devraient être confiés à la mouvance Rajoelina* ».

**11 & 12 octobre : Monja Roindefo défie Andry Rajoelina et refuse de démissionner. Ses ministres le désavouent. Le décret de nomination d'Eugène Mangalaza ne respecterait pas les Accords de Maputo, pour les mouvances Ravalomanana et Monja Roindefo, devenues alliés de circonstances. Nouveau rendez-vous proposé à Genève.**

**Monja Roindefo déclare rester en poste.** Censé quitter ses fonctions après le consensus trouvé le 6 octobre entre les 4 mouvances, il a déclaré à la presse le 10 octobre : « *Le gouvernement légal que je dirige continue à accomplir sa mission. [...] Ce n'est pas le GIC qui est habilité à démettre le gouvernement* », rappelant que l'accord du Carlton n'avait pas été signé par les chefs des mouvances et qu'il avait été légitimé dans ses fonctions de Premier ministre par une décision de la HCC en juillet. Il ne reconnaît donc pas le décret de limogeage qui n'a pas reçu l'aval officiel des 4 chefs de file. Marc Ravalomanana avait prévenu la veille depuis l'Afrique du Sud qu'il ne signerait jamais le consensus validé à Antananarivo par ses représentants. Andry Rajoelina, confirmé dans ses fonctions par l'accord du Carlton, a cependant annoncé le 9 octobre qu'il se séparait de Monja Roindefo au profit d'Eugène Mangalaza, Premier ministre accepté par toutes les parties représentées au Carlton. Ce dernier est arrivé à Madagascar le 10, en provenance de Paris, où il a rencontré Didier Ratsiraka. A son arrivée, la communauté internationale était très visible, avec la présence des ambassadeurs des Etats-Unis, de France, d'Afrique du Sud et du représentant de l'ONU, Tiébilé Dramé, et les hommes politique malgaches étrangement absents. Selon un proche de Monja Roindefo « *ce divorce avec M. Rajoelina marque, de fait, la création d'une cinquième mouvance* ». M. Roindefo n'a pas dit s'il se retirerait en cas de signature officielle de l'accord par les 4 chefs de file. Pour lui, la priorité est « *la discussion pour organiser des élections dans le plus bref délai. [...] La mise en place d'un gouvernement qui ne s'occupera que des élections est la seule voie qui ne détournera pas de la lutte populaire* », a-t-il assuré, pensant qu'elle « *pourrait obtenir l'assentiment de la communauté internationale* ». M. Roindefo a en revanche annoncé qu'il « *se porterait candidat à l'élection présidentielle si les règles du jeu sont clairement définies* ». [Candidature exclue par les Accords de Maputo s'il était resté chef du gouvernement]. Son discours laissait poindre de l'agacement et une volonté de modifier le cours des choses, quitte à se passer des Accords de Maputo. Il a mis en garde la RNM et la TVM contre la censure dont il s'estime être victime.

*Sobika* écrit : « *En un week-end, Monja Roindefo est devenu le principal adversaire d'Andry Rajoelina et contrairement à Marc Ravalomanana, il a une capacité d'action beaucoup plus grande car il est d'une part sur place et possède de plus le soutien d'une partie de l'armée.* » *Que va faire Monja*

*Roindefo », écrivions-nous la semaine dernière ? La question devient brûlante ! ». Pour Les Nouvelles, « les regards se tournent vers les militaires qui ont joué le rôle que l'on sait dans cette crise. Un dilemme qui met à l'épreuve son unité lorsqu'on sait qu'il faut faire un choix dans cette guerre fratricide. Celui de la légalité ».*

**Les ministres de la HAT désavouent Monja Roindefo.** Tard dans la nuit du 10 au 11, les ministres de la HAT ont rejoint le palais d'Ambohitsorohitra. Dans une déclaration commune, ils ont unanimement désavoué les propos de Monja Roindefo qui avait déclaré vouloir continuer à travailler avec son gouvernement. L'ensemble des ministres a également tenu à préciser que désormais ils ne recevraient plus d'ordre de Monja Roindefo. « *Nous continuerons à accomplir notre devoir, le temps que le nouveau Premier ministre puisse former son propre gouvernement* » ont-ils souligné. Faisant ainsi bloc contre Monja Roindefo, les membres du gouvernement demandent à ce qu'Andry Rajoelina prenne les dispositions nécessaires pour écarter officiellement Monja Roindefo et que, pour l'expédition des affaires courantes, les décisions soient prises en Conseil des ministres et non plus en Conseil de gouvernement, afin de ne plus avoir à répondre aux ordres de Monja Roindefo. Ce dernier se dit prêt à prendre des mesures à l'encontre des ministres qui ne reconnaîtraient pas son autorité. Dans la foulée de la déclaration des ministres, le secrétaire général de la Présidence de la HAT a officialisé la nomination d'Eugène Mangalaza en tant que Premier ministre de la Transition, en rendant publique le décret y afférent. La répartition des postes clés du gouvernement ainsi que ceux des institutions de la Transition devront attendre une consultation de toutes les parties concernées, afin que le gouvernement soit inclusif et consensuel, condition préalable à une reconnaissance internationale.

**Pour la mouvance Ravalomanana, le décret de nomination d'Eugène Mangalaza « est inopportun et irresponsable. [...] Cette guerre interne à la mouvance Rajoelina ne nous concerne pas. [...] Eugène Mangalaza est devenu un Premier ministre insurrectionnel nommé par un Président encore insurrectionnel ».** En effet, pour les « *légalistes* », le début de la Transition sera marqué par la signature des 4 chefs de file. « *Monja Roindefo a eu le mérite de préciser qu'il se conformera à la décision des 4 mouvances. D'ailleurs, son gouvernement devrait assurer les affaires courantes jusqu'à ce que les structures de la Transition conventionnelle soient mises en place* », a déclaré Fetison Rakoto Andrianirina.

Un courrier exigeant l'application à la lettre des Accords de Maputo et le respect de l'esprit desdits Accords a été envoyé par Marc Ravalomanana à Jean Ping et à l'équipe de médiateurs. Il porte notamment sur la libération immédiate des détenus ainsi que sur le traitement équitable de chaque mouvance. Il estime que la réunion n'a manifestement pas respecté l'esprit de neutralité et de consensus, tant sur le fond que sur la procédure : prise de parole par les seuls chefs de délégation, absence des chefs de file pour des décisions aussi importantes. Et d'ajouter que la prétendue attribution définitive de la présidence de la Transition à Andry Rajoelina a été imposée sans qu'il y ait eu débats entre chefs de file à ce sujet.

**L'Association des Détenus Politiques de Madagascar (ADPM) a adressé un communiqué à Eugène Mangalaza.** Son président, Max Fabien Andrianirina, rappelle qu'il est d'obédience ratsirakiste et qu'il est prêt à travailler avec le nouveau gouvernement pour faire sortir le pays de la crise.

**Signature du consensus du Carlton par 3 mouvances ?** Les commentateurs estiment que la communauté internationale, lasse de 9 mois d'instabilité, pourrait vouloir sortir de l'impasse en acceptant les signatures des trois principaux acteurs de la vie politique et en laissant sur la touche la mouvance Ravalomanana. « *Il vaudrait mieux qu'il s'engage à nouveau dans le*

*processus* », a cependant estimé le politologue Jean-Eric Rakotoarisoa. Il est à craindre en effet que cette marginalisation assumée ne soit source d'instabilité pour l'avenir.

**Le rendez-vous aurait lieu à Genève et non à Paris.** Diverses sources indiquent que le prochain rendez-vous des 4 chefs de file aurait lieu à Genève à partir du 17 octobre. Celui de la capitale française ayant échoué avant de voir le jour après le refus catégorique de Marc Ravalomanana de se rendre dans cette ville où, selon *The Times*, le complot destiné à le renverser aurait été préparé dès 2008. Et où personne, au sommet de l'Etat français, n'aurait voulu le recevoir pour qu'il puisse exposer sa position. Genève est proche du lieu de la résidence de Didier Ratsiraka, dont l'état de santé ne lui permettrait pas d'effectuer de fréquents et longs déplacements. Un troisième voyage aller-retour Paris-Maputo aurait également eu un coût pour les médiateurs et le gouvernement Français, qui avait mis à disposition de Didier Ratsiraka un Falcon médicalisé. Genève, ville neutre, ne devrait effrayer aucune des parties, particulièrement la mouvance Ravalomanana. Ce dernier a proposé Madagascar, tout en sachant que les Accords de Maputo ne l'autorisent pas pour l'instant à rentrer au pays...

**Edito de Tribune : reconnaissance internationale en marche.** « *Les efforts françafricains en éceure légitimement beaucoup, il semble que la capacité de résistance du camp adverse s'amenuise. La reconnaissance internationale est donc en route, et Monsieur Rajoelina pourra bientôt se faire donner du Monsieur le Président par ceux qui en ont envie* ».

**Premier congrès des chefs traditionnels d'Afrique et de Madagascar.** Plus de 400 participants ont répondu à l'invitation lancée par Mouammar Kadhafi. La délégation des Rois et Princes de Madagascar, composée de 5 membres, était conduite par Ny Andriana Rabarioelina Ndriana, descendant direct de l'aîné de la famille royale d'Antananarivo. Les participants ont estimé qu'il se produisait un phénomène de résurgence des chefs traditionnels, consécutif aux échecs successifs des différents régimes politiques qu'a connu le continent. Dans l'une des résolutions adoptées, ils exigent que les anciennes puissances coloniales « *demandent pardon* » et s'acquittent de dommages et intérêts d'une valeur de plus de 700.000 milliards de dollars. Ils exigent par ailleurs un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Ils affirment que la majorité des chefs d'Etats africains sont des traîtres à leur Nation, à la solde des puissances occidentales.

**13 octobre : Monja Roindfo dépose un recours en Conseil d'Etat contre la nomination de Mangalaza et bénéficie du soutien de sa région d'origine. Le GIC confirme que Mangalaza est « un Premier ministre de consensus nommé conformément à l'esprit de Maputo ».**

**Monja Roindfo dépose un recours en Conseil d'Etat contre la nomination de Mangalaza Eugène.** Le premier est une requête à fin d'annulation pour excès de pouvoir contre le décret du 10 octobre portant nomination de Mangalaza Eugène, le second consiste en une fin de sursis à exécution dudit décret. Dans ces requêtes, l'actuel locataire de Mahazoarivo explique notamment que « *les tenants et aboutissants de l'accord trouvé entre les délégations des quatre mouvances lors de la réunion qui a eu lieu au Carlton le 6 octobre nécessitent la ratification de chaque chef de file des mouvances. Alors que l'ancien Président Ravalomanana Marc refuse de ratifier les faits et actes des représentants de sa mouvance qui ont assisté à cette réunion, et rejette la désignation de Andry Rajoelina au titre de Président de la Transition* ». Et Monja Roindfo d'expliquer que « *cette nomination n'est pas simplement nulle mais inexistante puisque Andry Rajoelina est pris sur une usurpation de fonction, dans la mesure où il est Président de la HAT et nullement Président de la Transition version Maputo* ». Monja Roindfo affirme qu'aucun de ses ministres n'a déposé de démission auprès de lui alors que son équipe a fait collectivement allégeance au Président de

la HAT. Pour Jean-Eric Rakotoarisoa, publiciste à l'université d'Antananarivo, l'acte pris par le Président de la HAT est un acte de gouvernement, relevant de la souveraineté nationale. Donc inattaquable devant le Conseil d'Etat.

**Le GIC confirme que Mangalaza Eugène est « un Premier ministre de consensus nommé conformément à l'esprit de Maputo ».** L'émissaire des Nations Unies, Tiébilé Dramé, répondait ainsi à Fetison Rakoto Andrianirina, chef de délégation pro-Ravalomanana qui contestait cette désignation. Mais, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Mali n'a pas indiqué que les trois nominations décidées à l'issue de la réunion consultative du GIC du 6 octobre ne sont plus susceptibles de remises en causes durant le Sommet qui confrontera pour la troisième fois les chefs de file.

Tiébilé Dramé a précisé que le communiqué publié à l'issue de la rencontre du Carlton a une portée politique et diplomatique. Il n'a pas la prétention d'avoir une quelconque valeur juridique. Il sanctionne la troisième réunion du GIC, les deux premières ayant eu lieu les 30 avril et 22 juillet à Addis-Abeba. Et d'ajouter pour dissiper tout malentendu : « *Ce n'est pas le communiqué du GIC qui dissout le gouvernement. C'est l'Accord de Maputo. [...] Il n'y a pas eu de négociation le 6 octobre. [...] Il ne faut pas faire assumer au GIC une responsabilité qui n'est pas la sienne. Le communiqué du GIC a pris note avec satisfaction des progrès enregistrés. Je ne vois pas ce qui peut lui être reproché. C'est une mauvaise querelle qui lui est faite. Quand nous nous sommes quittés à Maputo, un schéma était déjà esquissé. Le problème que nous avons eu à Maputo, c'est que la mouvance Rajoelina avait besoin d'une semaine pour donner une réponse. Elle n'est arrivée que le 6 octobre. [...] Si les chefs de file estiment que pour sanctionner ces accords, ils ont besoin de signature, ils signeront. Mais pour nous, la principale signature a déjà eu lieu le 9 août à Maputo ».*

*Pour Sobika, « le groupe de médiation international, qui ne représente pas la communauté internationale dans son ensemble, il faut le rappeler, mais dont les avis sont suivis par cette dernière, se positionne clairement derrière les accords du Carlton. Le sentiment qui prédomine chez eux, de Chissano à Ouédraogo en passant par Kodjo et Tiébilé : c'est la lassitude ! Ces hommes sont lassés des tergiversations "à la malgache" ! Dans les couloirs ils reconnaissent que les malgaches sont plus posés que leurs frères africains ce qui a pu éviter des affrontements à la guinéenne, mais ils sont aussi plus "sournois" et hypocrites, d'où ces multiples rebondissements depuis Maputo qui ont fini par en laisser plus d'un. Par ailleurs, à force de contacts entre les différents intervenants, ils se sont rendu compte que la situation ne se résumait pas à des Bons et des Méchants. Des « casseroles », Ratsiraka, Ravalomanana et Rajoelina en traînent chacun derrière eux et par conséquent, aucun d'entre eux ne peut se prévaloir comme LA solution consensuelle idéale. Ils se sont donc rendus compte que la recherche du consensus total c'est à dire incluant les 4 mouvances est impossible. Dès lors, le GIC a décidé de changer de stratégie : il suivra le consensus majoritaire, celui qui réunira la majorité des mouvances et c'est ce qui s'est passé au Carlton. Tout cela n'a pas été décidé au Carlton. Cela s'est fait à la résidence du Mozambique en France à Rueil-Malmaison lors du passage d'Andry Rajoelina après New York. Ainsi, Tiébilé Dramé a déclaré que les accords n'avaient pas besoin de la signature de Ravalomanana pour être validés. La question est donc désormais de savoir si la communauté internationale reconnaitra Andry Rajoelina sans la signature de Marc Ravalomanana. Tiébilé Dramé va faire du lobbying dans ce sens ».*

**Les quatre dirigeants d'accord pour un nouveau Sommet dans les tous prochains jours** pour discuter des récents obstacles au processus de sortie de crise, a annoncé le médiateur de l'ONU. « *Les consultations sont encore en cours. [...] Plusieurs lieux sont en considération : Paris, Berlin, Genève, Bruxelles* », a-t-il précisé. « *Ce sommet sera destiné à regarder les dernières questions pendantes, notamment la formation du gouvernement d'union nationale et les nominations dans les différentes institutions transitoires* », a-t-il ajouté. « *Le Président Marc Ravalomanana a déjà donné son accord sur Berlin* », a fait savoir l'émissaire des Nations Unies. Tiébilé Dramé a précisé : « *au Carlton, il n'y a eu que des réserves et une forte objection. Forte objection ne veut pas dire*

*opposition. Ce n'est qu'après la sortie du communiqué du Carlton que cette forte objection formulée par le Président Marc Ravalomanana s'est transformée en une opposition ». Comment les médiateurs vont-ils se comporter cette fois, s'interroge Tribune, étant certain que les quatre signatures des chefs de file ne seront pas réunies pour admettre Rajoelina à la place de Président de la Transition. Vont-ils faire reprendre les négociations entre les quatre chefs de file ou forcer la mise en place de la Transition en écartant (la mouvance) Ravalomanana ?*

**Soutien à l'ex-Premier ministre : la tension monte à Toliara, chef lieu de sa région d'origine.** Les partisans de Monja Roindefo intensifient leur mobilisation. Son comité de soutien a tenu meeting sans avoir reçu l'autorisation des autorités. La tension est montée lorsque Roindefo est intervenu au téléphone pour annoncer sa décision de rester à la Primature tant que les chefs de file des 4 mouvances n'auront pas signé les accords du Carlton.

**14 octobre : forcing de la mouvance Ravalomanana en vue de la prochaine rencontre. Tentatives de médiation entre Monja Roindefo et Andry Rajoelina. Interrogations et inquiétude de l'Alliance des OSC d'Ankerana.**

**Le Président de la Haute Autorité de la Transition se fait nommer Président de la Transition.** « Dans le cadre de l'application effective de la Charte de la Transition signée à Maputo, nous portons à votre connaissance que depuis le 6 octobre 2009, le titre officiel de SEM Andry Nirina Rajoelina est celui de « Président de la Transition ». Telle est la teneur de la « note d'information » transmise aux médias par la directrice des Relations Publiques et Porte-parole de la Présidence de la Transition, Annick Rajaona. Midi s'interroge : « Force est de se demander si la HAT se trouve du coup dissoute puisque la Charte de Maputo ne prévoit pas non plus cette institution de fait. A moins qu'à l'instar du gouvernement qui n'a pas été dissous malgré le limogeage du Premier ministre Monja Roindefo, les membres de la HAT restent encore en fonction, quitte à nommer un nouveau Président. [...] La note d'information sus citée porte encore l'en-tête de la Présidence de la HAT »

**Les collaborateurs de Monja Roindefo affirment qu'il continue d'exercer ses fonctions.** Le PM évincé s'est rendu comme d'habitude à la Primature. Ses proches collaborateurs ont soutenu qu'il assume encore ses responsabilités pour éviter de bloquer la machine administrative. Certains membres du gouvernement qui l'a désavoué collectivement auraient fait le déplacement à Mahazoarivo. Pour Manandafy Rakotonirina, « Ce qu'il faut retenir c'est que Mahazoarivo est un camp, c'est parmi le camp le mieux équipé du pays. Il assure la sécurité du palais d'abord, puis celle de la Haute Cour Constitutionnelle et des deux Chambres du Parlement. De ce fait, il représente un centre de pouvoir tout comme le CAPSAT dans le temps ».

**Les « Forces du Changement » (FDC) prévoient d'entreprendre des démarches afin de réconcilier Rajoelina et Roindefo.** Il a été décidé la création d'un Comité de réconciliation. Il devrait incessamment rencontrer Andry Rajoelina et par la suite Monja Roindefo. Les FDC attendraient d'Andry Rajoelina qu'il confirme sa proposition d'octroyer à Monja Roindefo le poste de Président du Conseil Supérieur de la Transition (CST). L'offre lui avait déjà été faite mais il n'avait pas donné suite, au nom sans doute de la sauvegarde de la souveraineté nationale et par principe politique, estime Tribune. La démarche a été confiée à 5 chefs de parti : Jean Eugène Voninahitsy du RPSD Vaovao, Alain Ramarason de la Force de changement pour la démocratie (FCD), Manassé Esoavelomandroso du Leader Fanilo, les présidents de l'AKFM Renouveau, Richard Andriamanjato et du VAM, Patrick Mounibou. « Le Comité aura pour mission non seulement de réconcilier le Président Andry Rajoelina et le Premier ministre, Monja Roindefo, mais aussi de rapprocher les membres des Forces du changement à la suite

de cette épreuve », a expliqué le pasteur Richard Andriamanjato, tout en confirmant la divergence de points de vue entre adhérents à la plate-forme, sur le sujet.

**Comité pour la défense de la démocratie (KMD) : pour une cinquième mouvance.** Ses membres expriment leur satisfaction par rapport à la décision du Président de la Transition de mettre en œuvre les Accords de Maputo. Ils soulignent toutefois que le consensus du Carlton devrait être soumis à l'approbation de tous les signataires de la Charte de Maputo. A cet égard, ils déclarent qu'ils ne devraient pas être négligés ni ignorés, conformément aux dispositions de l'article 44 de cette Charte. Ils estiment que le KMD doit être érigé en «cinquième mouvance», placée sur un pied d'égalité avec les 4 autres. Ils rappellent les engagements pris par les animateurs du «soulèvement» populaire en faveur de réels changements dans la conduite des affaires nationales. *«Mais la mise en œuvre de ces changements ne devrait pas être conditionnée par des ambitions politiques personnelles de tous ceux qui ont co-menée cette lutte populaire»*, concluent-ils.

**La mouvance Ravalomanana veut reprendre la main au prochain Sommet des chefs de file.** Une importante délégation de la mouvance a donné une conférence de presse au Carlton. Fetison Rakotonirina a rappelé que pendant la « mission d'évaluation » (c'est ainsi qu'il appelle la réunion du Carlton), des réunions consultatives ont eu lieu amenant chaque mouvance à décrire de nouveaux schémas sur les trois postes qui ont bloqué à Maputo. Il revenait donc aux mouvances de proposer un candidat de consensus comme Premier ministre et non au GIC. Celui-ci devait se contenter d'un rôle de facilitateur dans la gestion de la crise : *« Le GIC nous a assisté pour faciliter la recherche de solution. Il ne représente pas une entité ou une instance de délibération sur la structure de l'autorité de la Transition »*, a-t-il précisé. Le chef de délégation a toutefois indiqué que la mouvance Ravalomanana reste toujours prête à négocier, sauf sur la présidence d'Andry Rajoelina. Pour Fetison Andrianirina et son équipe, le pack défini au Carlton n'est pas encore définitif. La prochaine rencontre déterminera la suite des événements. Intervenant par téléphone au Magro, l'ancien Président a confirmé son engagement : *« Je ne signerai pas tant qu'un putschiste est à la tête de l'Etat »*, affirmant *« ce ne seront pas les étrangers qui vont nous dicter leur loi »*.

**L'Alliance des OSC d'Ankerana prend acte du communiqué de la réunion consultative du Carlton mais fait part de ses interrogations et de son inquiétude.** Elle rappelle son attachement aux Accords de Maputo auxquels elle a adhéré le 22 août et estime que ces Accords sont la seule solution pour sortir de la crise et pour mettre fin à la situation de paupérisation dans laquelle se trouve la population. L'Alliance rappelle que l'enjeu de la Transition est la sortie définitive du cycle infernal de crises et d'alternances violentes que Madagascar a connu au cours des dernières décennies à travers la mise en place consensuelle et inclusive d'institutions, d'un système électoral et d'un système politique aptes à restaurer la démocratie et la stabilité. L'évolution de la situation soulève toutefois un certain nombre d'interrogations qui suscitent l'inquiétude. Ses interrogations portent notamment sur la garantie d'impartialité de la communauté internationale, l'existence d'un schéma préétabli correspondant à une solution préétablie allant dans le sens d'une des puissances parties à la médiation, la référence à des non dits, sources de malentendus et de conflits ultérieurs, la définition di consensus. L'Alliance est convaincue, qu'il est de son devoir de prévenir des dangers susceptibles d'être provoqués par le schéma proposé par le GIC qui fait fi de l'article 25 de la Charte de l'UA. En effet, cela risque de provoquer une perte de repères tant au niveau national qu'international en encourageant une culture de prise de pouvoir anticonstitutionnel et de la violence. L'Alliance réaffirme enfin que, dans l'intérêt supérieur de la Nation, compte tenu des pouvoirs étendus dont il dispose dans la Charte de la Transition, le fait que le Président de la Transition, de quelque mouvance qu'il soit, puisse se

présenter aux prochaines élections mérite réflexion, pour éviter toute suspicion qui risquerait la remise en cause des résultats des élections et de déclencher à nouveau le cycle des crises. [Parmi les signataires : le CCOC et la PFNOSCM]. L'Express en déduit l'impression que les organisations de la société civile remettent en question la manière avec laquelle les médiateurs étrangers accomplissent leur mission pour résoudre la crise malgache et laisseraient apparaître leur préférence pour une médiation confiée à des nationaux.

**Francophonie : Paris plutôt favorable au maintien du Sommet à Madagascar en 2010.** Interrogé sur la chaîne TV5 Monde sur les réticences du Premier ministre du Québec à voir ce Sommet se tenir à Madagascar, M. Joyandet a répondu : « Je crois qu'il faut être prudent, parce que ce Sommet, qui est encore envisagé à Madagascar, peut être un atout supplémentaire » pour « accélérer la résolution » de la crise institutionnelle dans ce pays. M. Charest avait estimé que Madagascar, où « il y a eu une rupture de démocratie », n'était pas en état de recevoir le 12e Sommet de la Francophonie. M. Joyandet s'est voulu confiant. « On est sur une bonne direction, les choses sont calmes à Madagascar, c'est très important, la dialogue est là [...] et nous sommes très confiant dans l'avenir ».

**15 octobre : le Sommet de Genève des 17 au 19 octobre s'annonce difficile. La mouvance Ravalomanana durcit son opposition et condamne le « forcing » du GIC. Début de rapprochement entre Monja Roindefo et Andry Rajoelina**

**Sommet de la Transition : départ des délégations pour Genève.** La rencontre devrait se tenir du 17 au 19 octobre. Le lieu a été fixé après de laborieuses tractations. Les discussions qui se dérouleront dans l'enceinte des Nations Unies devront porter sur la clé de répartition des sièges au sein du gouvernement et des autres institutions transitoires. D'après *Sobika*, on ne sait pas encore si Marc Ravalomanana et sa mouvance seront de la partie ou non. A priori non. Celui-ci a déjà déclaré que le lieu de rencontre devait être l'Afrique ou Madagascar et il semble inflexible sur ce point. Le fait d'organiser cette réunion en Europe constituerait un moyen de pression dont il se passerait bien. Reste que les 3 autres chefs de mouvance devraient se rencontrer en Europe « avec ou sans Ravalomanana », pour reprendre la formule employée par le GIC. « Quelle sera alors la valeur de cette rencontre sans la présence de Marc Ravalomanana ? », s'interroge le site. Le 4 novembre est prévue une réunion très importante de l'UE à Bruxelles qui décidera du déblocage ou non des aides européennes. Le GIC a déjà intégré dans son calendrier cette réunion et c'est pour cela qu'il insiste pour une sortie de crise rapide. De Genève à Bruxelles, il n'y a qu'un pas, mais la route est très sinueuse ! Le quotidien *Les Nouvelles* fait preuve de plus d'optimisme quant à la participation de la mouvance Ravalomanana. Fetison Andrianirina a en effet déclaré : « en dépit de notre objection, nous participerons toujours aux prochaines réunions. Les négociations sont justement organisées pour résoudre de tels problèmes ».

**A l'approche du Sommet de Genève, la campagne des pro-Ravalomanana contre Andry Rajoelina se durcit.** Du Magro aux autres tribunes, ils tiennent le même et unique langage. Celui du refus de l'accession d'Andry Rajoelina à la présidence de la Transition. « La décision ne sera jamais exécutoire en cas d'opposition, même par une mouvance sur trois », a réaffirmé l'un des leaders. Le ton reste très sévère vis-à-vis du GIC, accusé d'avoir effectué un forcing le 6 octobre au Carlton et de perdre sa neutralité pour devenir l'instrument de la France voulant imposer à tout prix Andry Rajoelina à la tête de la Transition.

**Roindefo-Rajoelina : début de rapprochement.** Le processus de réconciliation est en marche. Le « Comité de réconciliation » mis en place par les « Forces du changement » a débroussaillé le terrain. Il a rencontré Monja Roindefo. Selon certaines confidences, ce

dernier leur aurait fait part de sa disposition à quitter la Primature et à accepter le poste de Président du Conseil Supérieur de la Transition (CST). Le Comité s'est ensuite rendu à Ambohitsorohitra pour rapporter le message à Andry Rajoelina. Au-delà du discours de façade, le rapprochement en cours est dicté par les impératifs politiques du moment. Andry Rajoelina a tout intérêt à se réconcilier avec Monja Roindefo avant le Sommet des chefs de file de Genève, qui s'annonce difficile. L'idée d'attribuer le poste de Président du Conseil Supérieur de la Transition à Monja Roindefo devrait couper l'herbe sous les pieds des ambitions naissantes des prétendants au poste, ce qui constituerait une autre bombe à retardement contre le régime. Les « *Forces du changement* » bénéficieraient également des résultats de leur entreprise, la plupart des formations politiques qui composent cette alliance ayant pris parti en faveur de l'ancien Premier ministre. La réconciliation peut leur permettre de figurer dans la liste des futurs membres des institutions transitoires. Malgré le dénouement de la crise, la gestion maladroite du dossier écorne l'image du régime transitoire, estime *L'Express*. L'intransigeance des uns et des autres a plongé le pays dans une ambiance d'incertitude et de tension. Et malgré l'éventuelle réconciliation, le mal est déjà fait. Reste à savoir si la réconciliation aura produit suffisamment d'effets pour que Monja Roindefo ou ses proches fassent parti de la délégation de la mouvance Rajoelina pour Genève.

*« Le consensus casse le consensus » titre Le Courrier. « La communauté internationale a toujours cherché le consensuel. Consensuel et inclusif exigeait-elle partout pour amoindrir les oppositions. Or le résultat actuel est la scission des mouvances. Aujourd'hui, elle casse le consensus qui existait dans la mouvance Andry Rajoelina elle-même. Cette communauté internationale n'est pas sans savoir que cette mouvance est composée de plusieurs tendances et de plusieurs formations politiques ayant des idéologies différentes. Ce qui est dangereux, c'est qu'en cassant ce consensus, la communauté internationale met en péril la fragile unité des Forces armées et des Forces de l'ordre, exposant ainsi le pays à davantage de risques d'embrasement. Ou bien est-ce le but recherché dans ce prétendu consensus majoritaire que l'on veut imposer ? »*

**Mamy Andriamasomanana reçu par le GIC.** Le consultant en coopération décentralisée a été reçu par les médiateurs dans la cadre de la préparation du Sommet final (?) sur la crise politique. Le directeur de cabinet du maire de Torcy aurait été pressenti comme Premier ministre de consensus, sur proposition de la France, selon ses détracteurs. Selon les informations fournies par ses proches, Mamy Andriamasomanana est un intellectuel, conseiller politique et ami de Marc Ravalomanana entre 2001 et 2002. Mamy Andriamasomanana a déclaré que la réunion des 4 mouvances était prématurée. Des rencontres comme celles au Carlton auraient mieux aidé les protagonistes à clarifier leur position. Le quotidien *Les Nouvelles* précise que Mamy Andriamasomanana a été consulté par la Suède afin d'apporter des éclaircissements sur la crise malgache. *«J'ai également eu une petite responsabilité concernant la clause d'inéligibilité de ceux qui participent à la Transition, ainsi que dans les échanges préalables de la réunion du Carlton»*, a-t-il révélé. A propos des rumeurs ayant associé son nom aux «*premiers ministrables*», il précise qu'il n'a jamais été *«ni en capacité ni en volonté d'être le premier ministre»*. De surcroît, *«je ne revendiquerai jamais un mandat électif dans ce pays car ce n'est pas comme cela que je lui rendrai service. Si je venais à travailler pour cette gouvernance partagée consentie, je travaillerais pour l'Etat malgache. Mais si je continue mon travail de consultance, je resterai un haut fonctionnaire français et je ne ferai pas payer l'Etat qui est le mien»*, a-t-il assuré

*« Les prisonniers politiques oubliés », titre Midi. « La Charte de Maputo entre en vigueur depuis sa signature, a indiqué Tiébilé Dramé. Dans ce cadre, le Président, le vice-Président et le Premier ministre de la Transition ont été nommés le 6 octobre par un simple communiqué publié au nom du*

GIC. Par contre, il n'a jamais été question, lors de la réunion consultative du Carlton, du cas des pro-Ravalomanana qui croupissent actuellement en prison, pour ne citer que le député Raharinaivo Randrianantoandro et Me Noro Rabemananjara, l'avocat de Manandafy Rakotonirina. Alors que l'existence de prisonniers politiques n'est pas conforme à l'esprit de Maputo ». Fetison Rakoto Andrianirina a revendiqué la libération des prisonniers politiques de 2009, sans en faire pourtant une condition à la participation de la mouvance Ravalomanana au Sommet de Genève. Selon un leader de la mouvance, environ 40 partisans de l'ancien Président sont actuellement en prison. Mais pour le quotidien, « force est de constater que la menace d'arrestation cesse de peser sur les leaders légalistes. Et ce depuis qu'Andry Rajoelina a cédé à la pression de la communauté internationale en s'engageant lors de son retour de New York à appliquer la Charte de Maputo ».

**Procès de l'ancienne parlementaire Naïke Eliane : verdict reporté au 4 février 2010.** La femme politique franco-malgache avait reçu le 18 septembre la visite de Jean-Marc Châtaigner, chef de la mission diplomatique française, sur son lieu de détention à Manjakandriana. Après cette entrevue, elle avait obtenu la liberté provisoire et quitté le pays pour la France. Sa défense a obtenu le report du procès. Naïka Eliane s'est rendue à Genève pour y être reçue par la Commission des Droits de l'Homme de l'Union Interparlementaire (UIP). Hors de vue des autorités malgaches, l'ancienne parlementaire intensifie sa lutte politique en Europe, au côté des membres du GTT, du parlementaire sursitaire Lanto Rabenatoandro et de son épouse Olga Ramalasaona, maire d'Antsirabe, mise en cause pour sa gestion de la commune et des accusations de détournements de fonds.

**KMF/CNOE : «Pas de société civile dans le gouvernement de Transition».** Pour mettre fin aux rumeurs qui se sont propagées ces derniers jours, il rappelle que « les organisations de la société civile ont pour principale vocation d'informer et d'éduquer les citoyens pour qu'ils participent de manière effective et s'expriment à propos de la gestion des affaires nationales. Elles doivent, dans cette optique, jouer le rôle d'interface entre les dirigeants et le peuple et peuvent, si besoin est, procéder à des interpellations ou se constituer en force de propositions ». Si d'aventure, « un membre de la société civile venait à être appelé pour occuper ce genre de poste [politique], il peut librement s'y engager mais en son propre nom et à son propre compte », précise le KMF/CNOE. Par contre, il estime que les organismes de la société civile peuvent et doivent intégrer ou appuyer le Conseil Economique et Social, tel que le prévoit la Charte de Maputo.

**16 octobre : le rendez-vous de Genève reporté sine die. Le décret de nomination d'Eugène Mangalaza à la Primature suspendu par le Conseil d'Etat.**

**Le rendez-vous de Genève est reporté sine die.** Joint au téléphone, Marc Ravalomanana a déclaré : « Je n'irai pas à Genève. Je ne peux pas vous en dire plus car je suis encore en réunion ». L'ancien président aurait donc réussi son lobbying au niveau du GIC, selon *Midi*. L'émissaire des Nations Unies, Dramé Tiébilé, serait en partance pour l'Afrique du Sud pour y rencontrer l'ancien Président en exil. L'objectif serait évidemment de le convaincre à revenir sur sa décision.

La délégation Rajoelina n'est pas partie pour Paris, où elle devait faire escale avant de se rendre en Suisse. Les commentaires vont bon train sur ce renoncement, *Tribune*, rapportant qu'Andry Rajoelina craindrait un coup d'Etat en son absence, après son différend avec Monja Roindefo et le sursis à exécution de son décret de nomination de Mangalaza Eugène. *Le Matin* indique une autre hypothèse, relative aux négociations que mènent actuellement le « Comité de réconciliation » des Forces de Changement, dont l'objectif est d'aplanir la divergence de vues entre Monja Roindefo et Andry Rajoelina. Ce dernier aurait décidé de régler d'abord ce problème interne à sa mouvance avant de partir pour Genève. On fait état

enfin d'un problème d'agenda pour l'ancien président mozambicain et principal médiateur de la SADC. La réunion est reportée à une date ultérieure, et dans un lieu à préciser. Ce Sommet, « *qui ne devrait pas se contenter d'entériner les décisions prises par le GIC le 6 octobre au Carlton* », martèle un leader du TIM. Mais Andry Rajoelina aurait déclaré qu'il ne participerait pas à une rencontre qui se déroulerait dans un pays africain...

En tout cas, avec le sursis à exécution prononcé par le Conseil d'Etat à l'encontre du décret de nomination de Mangalaza Eugène, on a l'impression d'être revenu à la case départ, c'est-à-dire à la phase qui se situe entre Maputo II et la réunion consultative du Carlton.

**Le décret portant nomination d'Eugène Mangalaza à la Primature suspendu par le Conseil d'Etat.** Jusqu'à ce que la juridiction se prononce sur le fond, Monja Roindefo est donc maintenu à son poste à Mahazoarivo. Le Conseil d'Etat avait déjà frappé de sursis à exécution les décrets de la HAT relatifs au limogeage des ambassadeurs en Allemagne, à Paris et en Afrique du sud. Même décision pour le décret portant abrogation de la nomination du Commissaire général de la Loi auprès du Conseil d'Etat. Quid du sort d'Eugène Mangalaza et des membres du gouvernement ? Ces derniers avaient annoncé qu'ils n'obéiraient plus aux ordres de Monja Roindefo. Commentaire des *Nouvelles* : « *Autant donc dire que Monja Roindefo se retrouve conforté dans ses revendications. En effet, il a émis des objections d'ordre factuel et procédural, ainsi que concernant le statut des délégations ayant participé à la réunion du Carlton qu'il affirme relever du «pouvoir de négociateur et non de signer». Ce qui remettrait donc en cause la capacité de nomination d'Andry Rajoelina. [...] Mais, bien que Monja Roindefo doive encore assurer les fonctions de Premier ministre, il est politiquement isolé. Dans cette situation d'imbroglie concernant le poste de Premier ministre et puisque le vice-Président n'a pas encore été nommé par décret, le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur, Cécile Manorohanta, assurerait la direction du pays en l'absence d'Andry Rajoelina* ».

**A l'issue des négociations du Carlton, le 6 octobre, 8 postes ministériels sont à octroyer aux membres de la société civile** mais les ministères concernés ne sont pas encore déterminés. Si une partie de la société civile refuse de prendre part au futur gouvernement d'union nationale, l'autre va dans le sens diamétralement opposé. L'UNMDH ou « *Vondrona Nasionaly Miaro ny Zon'Olombelona* » a convié les membres de la société civile à un atelier destiné à déterminer le profil des représentants de la société civile dans les futures institutions. Une trentaine d'organisations ont répondu à l'invitation. La présidente nationale de l'UNMDH, Hanitrinala Rafolisisoa, a présenté les travaux réalisés depuis le début de la crise, portant notamment sur les atteintes aux droits de l'homme. Des citoyens sont morts, qu'elle considère comme des « *martyrs* », le peuple s'appauvrit, toutes les couches sociales sont en butte à des difficultés croissantes, le pays est arrivé à un point de non-retour.

**La HAT mise en cause pour enrichissement par un notable traditionnel**, Zakariasy Patrick, le plus jeune *Tangalamena* : « *Les tenants de la Transition font primer l'égoïsme sur l'intérêt supérieur de la Nation. Certains profitent de la transition pour piller, dans le but de s'enrichir, les richesses nationales et les biens d'autrui (bois de rose, riz et huile de Tiko...)* ». Il déplore qu'on mette sur le dos de Monja Roindefo les échecs de la Transition. « *Monja est devenu le bouc émissaire* », a-t-il déclaré. *Tribune* dénonce pour sa part l'attitude de certains ministres qui désignent des proches pour tenir des postes qui apparaissent comme pourvoyeurs de ressources sonnantes et trébuchantes. Le quotidien écrit : « *le népotisme et le clientélisme demeurent, malgré l'esprit de changement qui devait animer tout un chacun depuis la Place du 13-Mai* ». Selon une dépêche d'*Orange*, les membres de la HAT n'auraient pas reçus de salaire depuis leur entrée en fonction en mars.

**17 octobre : confirmation de l'annulation de la réunion de Genève. Crise institutionnelle à la tête du gouvernement, dans l'attente de la décision du Conseil d'Etat**

**Confirmation de l'annulation de la réunion de Genève.** Tiébilé Dramé a reçu les mouvances au Carlton et a confirmé l'annulation de la rencontre. Des tractations sont en cours pour un autre lieu situé en Afrique. Marc Ravalomanana a rencontré plusieurs diplomates à Johannesburg et effectué une visioconférence avec Joachim Chissano. A l'issue de cette rencontre, il a été proposé de fixer une nouvelle date. La ville proposée serait Addis-Abeba. L'annulation serait imputable à Marc Ravalomanana qui aurait refusé de se rendre à Genève. Certains observateurs affirment que Didier Ratsiraka aurait également refusé de ce rendre dans cette ville. Tiébilé Dramé a souligné qu'il n'y a aucune alternative pour les quatre mouvances : les quatre chefs de file doivent impérativement observer les principes inclusif et consensuel convenus. C'est-à-dire que, tôt ou tard, le Premier ministre de consensus sera nommé. Emmanuel Rakotovinahy, vice-Président de la Transition, proche d'Albert Zafy, a accusé Marc Ravalomanana de prendre en otages les 20 millions de Malgaches. « C'est un devoir de participer (à la réunion). C'est presque criminel de bloquer le processus » politique, a-t-il dit. La mouvance Rajoelina, a tenu à réagir en proposant de « maintenir la réunion dans les plus brefs délais », refusant de « céder aux caprices de certains qui font preuve d'irresponsabilité dans leurs actes ». Elle exige une clause d'engagement selon laquelle « toute mouvance qui ne répond pas présent à cette réunion (prochain sommet) s'exclut automatiquement des négociations et des conséquences dans la gestion de la Transition ». Tiébilé Dramé a tiré la sonnette d'alarme quant à l'urgence de la situation : « nous les supplions (les chefs de file et les mouvances) de fournir tous les efforts nécessaires. Nous les invitons à faire davantage de concessions », a-t-il déclaré.

*« On ne passe pas à travers Ravalomanana », écrit Sammy Rasolo, sur son blog. « On croyait que les carottes étaient cuites. Et bien non. On va encore assister à un rebondissement. Il viendra de Marc Ravalomanana. Il n'a pas encore recouru à sa botte secrète mais déjà tout le monde est convié au spectacle, à Addis-Abeba normalement. Quand ? Vers la fin de ce mois... si tout se passe comme prévu. Il refuse de se rendre à Genève et du coup, c'est tout le monde qui se rendra au siège de l'UA. On ne peut pas, pour l'heure, deviner ce qui va se passer à Addis-Abeba. Mais une chose semble acquise : on ne passe pas à travers Marc Ravalomanana. Si son approbation n'était pas si indispensable que cela, comme l'a affirmé M. Dramé, la réunion de Genève serait maintenue. Mais cette approbation l'est. Elle est plus que nécessaire, elle est incontournable si on veut la paix, la vraie, consentie et non imposée, à Madagascar. La question qui se pose est maintenant celle de savoir quelle contre-proposition avancer à Marc Ravalomanana. En effet, lui, il a déjà affirmé qu'il n'accepterait jamais Andry Rajoelina à la présidence de la Transition. [...] Il y a plusieurs autres formules possibles comme, entre autres, une présidence collégiale (non prévue par les Accords de Maputo) ou une présidence assumée par la société civile mais encore faut-il que les autres acceptent. [...] En tout cas, ce qui est évident c'est que Marc Ravalomanana n'est pas isolé. Il est clair qu'il a le soutien d'un lobbying important. [...] La communauté internationale n'est pas un bloc monolithique. Il faut être suffisamment important pour réussir à faire "avorter" une réunion avalisée par l'ONU. On ne peut pas s'empêcher de penser à la SADC. Cette organisation régionale compte déjà à son actif l'exploit d'avoir empêché Andry Rajoelina de prononcer un discours devant l'AG des Nations Unies. Avant cela, elle a aussi déjà réussi à obliger les pays non alignés à ne pas recevoir TGV. Va-t-elle réussir à faire capoter les "accords du Carlton" ? »*

**Pierrot Rajaoanarivelo annonce qu'il remet l'Arema entre les mains de Didier Ratsiraka.** Il appelle à une réunion du Comité directeur pour convoquer un congrès destiné à entériner cette décision. Selon ses explications, Didier Ratsiraka, lors d'un entretien téléphonique, lui a manifesté sa volonté de reprendre la direction du parti. Une conception patrimoniale de

l'Arema que Pierrot Rajaonarivelo n'a pas voulu commenter. Lors de sa conférence de presse ce 16 octobre, Pierrot Rajaonarivelo a été visiblement offusqué par les propos de Didier Ratsiraka qui semblait donner raison à ses détracteurs au sein du parti. Le divorce semble donc être confirmé entre les deux hommes. « *Il m'a donné tort dans la mesure où j'ai projeté de mettre en œuvre des réformes et restructuration au sein de l'Arema. Il m'a ainsi demandé de créer mon propre parti si je voulais réaliser mon ambition* », a-t-il révélé. Pierrot Rajaonarivelo n'avait pas été associé aux négociations de Maputo. Cette démission lui donne cependant une plus grande marge de manœuvre pour les prochaines échéances politiques.

« *Le président Ratsiraka n'a pas discuté avec Pierrot Rajaonarivelo sur l'avenir de l'Arema* », a assuré le porte-parole de l'Arema, proche de Didier Ratsiraka. « *Pierrot Rajaonarivelo s'est déjà retiré de son poste de secrétaire national [en 2007]. Il n'a plus le pouvoir d'organiser un congrès* », a-t-il soutenu. L'escalade verbale s'intensifie donc entre les deux factions de l'ancien parti au pouvoir. L'un des enjeux est le contrôle des structures du parti, ou du moins, ce qui en reste pour l'un des partis ayant une envergure nationale, au moment où les élections se profilent à l'horizon.

**Conseil d'État : blocage à la tête du gouvernement.** Tout au moins jusqu'au 22 octobre, date à laquelle le Conseil d'État se prononcera sur la plainte déposée par le Premier ministre Roindefo. Cette situation déclenche une cohabitation à la tête de l'Exécutif dans une ambiance politique délétère. « *On peut dire qu'il existe une crise institutionnelle* », a indiqué Jean Eric Rakotoarisoa. Il commente ainsi la situation après les deux requêtes, pour sursis à exécution et contre le décret de nomination d'Eugène Mangalaza par l'équipe de Monja Roindefo, le 12 octobre. Le constitutionnaliste a confirmé que le décret de nomination d'Eugène Mangalaza est suspendu. « *La décision attaquée est immédiatement suspendue dès le dépôt des plaintes* », a-t-il expliqué, avec pour conséquence le retour de Monja Roindefo à la tête du gouvernement jusqu'à ce que le Conseil d'État statue sur le sursis à exécution. Or, les membres du gouvernement avaient fait une déclaration selon laquelle ils ne prendront plus d'ordre de la part du locataire de Mahazoarivo. Entre-temps, Andry Rajoelina et Monja Roindefo n'ont pas officialisé un quelconque accord d'apaisement dans le règlement de leur différend politique. Jean Eric Rakotoarisoa regrette l'absence de réaction rapide de la part du Conseil d'État devant le danger que pourrait créer cette situation.

En attendant la décision du Conseil d'Etat sur le fond, Eugène Mangalaza est reparti pour la capitale française, où on subodore qu'il va rencontrer Didier Ratsiraka, voire des émissaires de l'Elysée.

## **18 & 19 octobre : à la recherche d'un nouveau lieu de rencontre « *consensuel* » en Afrique**

**Négociations : retour plausible à Addis-Abeba du 3 au 5 novembre mais le choix du lieu suscite déjà des réserves.** Les médiateurs sont en phase de consultation sur cette proposition. Les mouvances Ravalomanana et Zafy se félicitent du choix de ce lieu. La mouvance Ratsiraka, quant à elle, a émis à Tiebilé Dramé une objection sur la capitale éthiopienne à cause de sa haute altitude qui pourrait entraîner des vertiges. « *Addis-Abeba ne conviendrait pas aux Malgaches surtout qu'une partie des membres des délégations sont d'un âge certain. Des membres d'autres mouvances partagent cette idée* », a soutenu Ange Andrianarisoa. Les manifestants « *légalistes* » ont de nouveau réclamé le retour de Marc Ravalomanana en terre malgache et appelé à ce que la prochaine réunion se tienne à Madagascar. L'intéressé déclare comprendre cette revendication de ses partisans mais, pour lui, la neutralité doit être préservée et il faut également que l'équipe conjointe de médiation donne son accord. L'annulation du rendez-vous de Genève redonne espoir aux manifestants du Magro, qui vont se déployer dans les provinces.

**Interview de Marc Ravalomanana : critiques adressées à certains membres du GIC et à des Français résidents.** Sans une interview depuis l'Afrique du Sud, il déclare que « certaines personnalités, membres de cette équipe conjointe de médiation, cherchent à troubler la Société malagasy ». Analyse partagée par le Monima, parti d'appartenance de Monja Roindefo, qui déclare « Le GIC agit dans le seul intérêt des étrangers et des anciens dirigeants du pays ». Marc Ravalomanana dénonce également « l'ingérence de certains Français résidant à Madagascar dans les affaires internes des Malgaches ». Il a confirmé à cette occasion que seuls les chefs de file des mouvances pouvaient décider et que les délégations présentes au Carlton le 6 octobre n'étaient pas habilitées à entériner la désignation du Président, du vice-Président et du Premier ministre de la Transition. *L'Express* révèle cependant que Marc Ravalomanana était injoignable au téléphone le 6 octobre, jour de la réunion consultative du GIC.

Pour *Sobika*, Marc Ravalomanana aurait tempéré son discours concernant « l'ingérence étrangère » en invitant les malgaches à collaborer avec toutes les Nations. *Sobika* remarque en outre qu'il est désormais ouvert à toutes formes d'alliances, y compris avec Monja Roindefo, dès lors que cela cadre avec la légalité. « La volonté de trouver une alliance serait à la fois un signe d'ouverture et un signe de faiblesse. Ce genre de propos n'aurait pas été tenu quelques mois plus tôt », conclut le site de la diaspora.

Au cours de cette même interview, Marc Ravalomanana a affirmé : « la gabegie règne au pays. Dans un premier temps, on nomme un Premier ministre. On le destitue quelques mois après sans dissoudre le gouvernement. Puis, on désigne un autre PM, alors que le premier a encore été maintenu à sa place par le Conseil d'Etat. Madagascar a donc maintenant deux 'premiers ministres'. Jamais, dans un autre pays, on n'a vu un tel désordre », s'est-il indigné.

**La mouvance Didier Ratsiraka revendique les ministères régaliens de la future Transition,** notamment le ministère du Budget et des Finances. Tantely Andrianarivo est pressenti pour occuper ce poste. Elle revendique aussi les Forces armées, la Justice et les Affaires étrangères. D'après *The Times*, « Ratsiraka revient au petit trot ». Il écrit : « à l'allure où va ou ne va pas la Transition, il semble de plus en plus évident que son ambition va à nouveau croiser son destin. Des voix s'élèvent en effet à ce que le plus expérimenté des anciens chefs d'Etat reprenne le flambeau et conduise la Transition. Tel est le sentiment qui prévaut actuellement dans les rangs de certains légalistes. Ainsi que chez certains zafistes las des attermoissements de TGV. Le retour au petit trot l'homme du Boky Mena s'est dessiné depuis Maputo. En laissant les postes les moins gratifiants pour les autres mouvances, il s'est pré-positionné pour le fauteuil le plus convoité. Celui de chef de l'exécutif de la Transition. Le déculotté de Mangalaza Eugène le conforte dans sa stratégie. Maintenant qu'on ne veut plus d'un Premier ministre issu de sa mouvance, rien ne pourrait plus l'empêcher de prendre la présidence de la Transition. Et ce n'est pour rien qu'il s'est rallié au dernier moment à Marc Ravalomanana dans son refus de rejoindre la Suisse ».

« **Sentiment général d'impuissance de tout le peuple** ». L'archevêque d'Antananarivo, Mgr Odon Razanakolona, a fait part du « sentiment général d'impuissance de tout le peuple malgache », qui regrette de devoir « recourir à des médiateurs à l'extérieur. [...] Nous ne maîtrisons pas une affaire qui nous concerne », a-t-il déploré.

**Analyse du journaliste Alain Rajaonarivony : une opportunité pour la diplomatie française de sortir du borbier de la HAT et de retrouver des relations normalisées avec la Grande Ile.** « Andry Rajoelina a largement démontré ses limites et ses compatriotes ne l'éliront sûrement pas comme futur président. « Sa popularité est en chute libre. Son épouse s'est fait huer par le public lors du match international de basket opposant la Grande Ile au Mali le 16 octobre. Même comme chef d'état transitoire, il a du mal à s'imposer dans son propre camp. Le recours déposé auprès du Conseil d'Etat par Roindefo Monja, le Premier ministre de la HAT, a suspendu la nomination d'Eugène Mangalaza comme nouveau Premier ministre. C'est une petite victoire psychologique pour

*ce compagnon de la première heure (du coup d'Etat), sacrifié au nom du partage du pouvoir nécessaire dans le cadre des Accords de Maputo. Andry n'est pas le plus pourri, mais outre ses problèmes (réciproques) quasi-cépiens avec Ravalomanana, les plus retors de son camp l'ont entraîné loin du chemin du dialogue dans lequel il tente désespérément de revenir. Andry Rajoelina n'apparaît plus comme le représentant incontournable de la HAT, et par conséquent ne devrait pas nécessairement être le nouveau Président de la nouvelle Transition. Pauvres mais fiers, voire orgueilleux, les malgaches sont aussi très rancuniers. Ce qui se passe maintenant aura des conséquences dans quelques années. Les Français ont été pris de cours en 1972, après la réélection de Philibert Tsiranana, pro-français s'il en était. Ils ont été surpris de la résistance des Malagasy en 2002 alors que Didier Ratsiraka semblait tenir tous les leviers, y compris l'armée. Dans les deux cas, ils ont dû réviser en catastrophe leur analyse. Dans sa conférence de presse par téléphone le 18 octobre, Marc Ravalomanana a tendu la main à la France, après l'avoir mise en cause avec quelques raisons. «Ce n'est pas dans votre intérêt que Madagascar soit déstabilisé... on peut travailler ensemble mais il n'est plus question de domination» a-t-il déclaré, répondant à un journaliste. C'est une opportunité pour la diplomatie française de sortir du borbier de la HAT et de retrouver des relations normalisées avec la Grande Ile ».*

**20 octobre : Alain Ramaroson, de la mouvance Rajoelina, rejette Addis-Abeba proposé par Marc Ravalomanana en remplacement de Genève**

**Alain Ramaroson :** « *Genève ou rien* ». Parlant au nom de la de la HAT, il a déclaré : «*J'ai été étonné et sidéré face à la déclaration de Marc Ravalomanana qu'il ne désirait pas aller à Genève. Ce n'est pas à lui de dicter ses conditions, c'est à nous qui avons les pouvoirs effectifs*». Et de lancer un appel aux dirigeants de ne plus céder un pouce à Ravalomanana, « *Genève ou rien, car c'est lui qui a quitté le pays et a démissionné* » Le président national du Masters justifie ainsi sa position : « *nous avons fait des concessions pour arriver jusqu'au Premier ministre consensuel* ». Il estime ainsi que « *le régime transitoire devrait être ferme et ne pas céder aux caprices d'un ex-dictateur, car le pouvoir effectif est entre les mains d'Andry Rajoelina*». Seule la mouvance Zafy s'est pour le moment exprimée positivement sur le timing donné par Ravalomanana. Il semble donc très improbable qu'Andry Rajoelina accepte Addis-Abeba car cela reviendrait à accepter un leadership de Marc Ravalomanana dans la gestion de crise. On s'achemine donc vers une contre proposition soit sur la date, soit sur lieu, soit sur la date et le lieu. Selon Sobika, l'île Maurice, pourrait être un « *choix consensuel* ». Cela reste l'Afrique sans être l'Afrique.

**Marc Ravalomanana :** «*Je serais de retour à Toliara d'ici peu*». L'ancien président s'est adressé en direct d'Afrique du Sud à ses partisans qui tenaient meeting à Toliara. «*N'ayez pas peur car je serais de retour à Toliara d'ici peu*», a-t-il lancé dans son intervention téléphonique. Les orateurs ont mis ne cause le rôle supposé de la France dans cette crise. «*La France veut nous coloniser encore une fois. C'est ce pays qui a tout manigancé pour nous plonger dans cette situation*», a clamé haut et fort l'un d'eux, ajoutant : «*La France, arrêtez de prendre notre peuple pour des simples d'esprit à qui vous pouvez faire avaler vos couleuvres juridico- colonialistes*». Un autre orateur a soutenu que «*ce sont les grandes firmes internationales qui veulent monopoliser nos ressources au détriment du peuple malgache, et les Français qui se trouvent derrière le GIC et font un forcing pour qu'un putschiste soit à la tête de la Transition*».

**Tentative de réconciliation Rajoelina-Roindefo : le Comité de réconciliation des Forces du Changement a achevé sa mission.** Il se déclare satisfait du travail accompli, les contacts sont renoués entre le deux hommes, il leur appartient désormais de donner suite à cette initiative mais la saisine du Conseil d'État par Monja Roindefo a rendu problématique la réconciliation.

**Transition :** « *des dépenses injustifiées* », selon *Midi*. Dans la préparation du projet de la loi de Finances pour 2010, les techniciens du ministère des Finances et du Budget procèdent à des vérifications des dépenses des départements ministériels au titre du budget 2009. Des procédures de vérification qui auraient permis de constater un certain nombre de dépenses anormales. Des dépenses effectuées par certains ministères et par la HAT ne suivent pas les procédures ou ne répondent pas l'exigence d'austérité budgétaire annoncée, affirme un haut responsable du ministère. Il est fait mention également d'enrichissement rapide de certaines personnalités, notamment dans les affaires de trafics de bois de rose et de gestion des biens et marchandises appartenant au groupe Tiko.

**La PFNOSCM œuvre sans relâche à la recherche d'une solution en vue de la sortie de crise.** La Plateforme nationale des organisations de la société civile, qui regroupe plus de 3.500 associations et organisations membres de la société civile, a tenu une conférence de presse pour rappeler les objectifs qui sont les siens depuis la constitution de la plateforme en juin 2005 : défense des intérêts supérieurs de la Nation, de ses valeurs culturelles et de la souveraineté nationale. Sur ce dernier point, et évoquant les négociations de sortie de crise, la PFNSOCM s'insurge contre toute ingérence étrangère susceptible de porter atteinte à la souveraineté nationale. Elle œuvre à ramener toutes les mouvances à la table de négociations afin de trouver une solution consensuelle « à la malgache ». « *Mais cela ne veut pas dire que nous renions catégoriquement la médiation internationale, car nous avons besoin de l'appui de la communauté internationale* », s'empresse-t-elle de préciser. La PFNOSCM préconise l'organisation d'une conférence nationale « *inclusive* », conformément à la Charte de Maputo et se dit prête à participer à la mise en place des institutions prévues, à savoir la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), le Conseil National de la Réconciliation (CNR) et le Conseil Economique et Social (CES) de la Transition, sans pour autant être représentée au sein de l'Exécutif de la Transition. Mais observe le quotidien *Les Nouvelles*, les différentes formations de la société civile ne parlent pas le même langage en dépit de la similitude de leurs objectifs. Elles sont fortement sollicitées et une concurrence s'est instaurée entre elles avec visiblement le dessein inavoué de sortir grandies au terme du processus qui aboutira à la sortie de la crise. [*Rappelons que l'accord de Carlton prévoit 8 postes ministériels pour la société civile*].

**Transition : la «mouvance légaliste» propose son schéma.** Cette mouvance, créée tout récemment et dirigée par Ambroise Ravonison, a adressé un courrier au GIC et aux quatre mouvances, dans lequel elle déclare notamment : « *La mouvance légaliste n'acceptera jamais qu'on remette en cause l'ordre et les accords internationaux (africains et européens) qui condamnent tout changement anticonstitutionnel de gouvernement d'un Etat membre. Nous réfutons aussi les pressions, les lobbies divers ou manipulations politiques internes ou externes sur les différents protagonistes des négociations* ». Elle demande que l'on « *revoie les trois points de discorde de l'article 4 de la Charte de la Transition sur la désignation du Président, du vice-Président et du Premier ministre* ». A cet effet, elle préconise de confier le poste de Président à Marc Ravalomanana, ce qui lui permettrait « *de continuer son mandat électif pour une durée égale à celle de la Transition (15 mois), ou alors à une personnalité neutre de la mouvance légaliste* ». A noter, à ce propos, que Marc Ravalomanana a maintes fois affirmé sa volonté de ne pas participer personnellement à la Transition. Concernant les deux autres postes de l'exécutif, la mouvance propose de « *présenter un militaire consensuel et inclusif au poste de vice-Président et de garder, pour la continuité de l'Etat, l'actuel Premier ministre de fait, lequel appartient à la mouvance Andry Rajoelina* ». Enfin, elle souhaite que « *dorénavant toutes négociations se déroulent à Madagascar en présence des quatre chefs de files des mouvances concernées, sous l'égide de l'ONU, de l'UA, de l'UE et de l'armée malgache* ».

**21 octobre : Manorohanta Cécile nommée PM par intérim. La ministre de la Justice anticipe sur la décision du Conseil d'Etat concernant la nomination de Mangalaza Eugène.**

**Manorohanta Cécile intérimaire de Mangalaza Eugène.** La ministre de l'Intérieur assume depuis le 14 octobre l'intérim du nouveau Premier ministre jusqu'à la prise de fonction officielle de ce dernier. La ministre assure que l'ensemble des ministres expédie les affaires courantes. Cette nomination peut s'analyser, selon *L'Express*, comme une confirmation de l'éviction de Monja Roindefo de son poste de chef du gouvernement, même s'il occupe encore le palais de Mahazoarivo. Fetison Rakoto Andrianirina, de la mouvance Ravalomanana, conteste cette nomination.

Plusieurs médias font remarquer que Madagascar compte actuellement trois Premiers ministres : Monja Roindefo, Eugène Mangalaza et Cécile Manorohanta, sans compter le Premier ministre virtuel de Marc Ravalomanana, Manandafy Rakotonirina...

**Le vice-Président de la Transition, Emmanuel Rakotovahiny : « J'attends ma nomination ».** « Normalement, il doit y avoir un décret de nomination pour que je puisse prendre mes fonctions. Ce décret doit être signé par le Président de Transition. Ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent », explique l'intéressé. Emmanuel Rakotovahiny attend sa nomination pour pouvoir effectuer la passation de pouvoir avec son prédécesseur, Rajemison Rakotomaharo, qui n'a même pas eu le temps d'exercer ses nouvelles fonctions. Le Sommet d'Addis-Abeba risque de remettre en cause ces nominations intervenues le 6 octobre, à en croire les récentes déclarations de Marc Ravalomanana.

**Christine Razanamahasoa, affirme que le Conseil d'Etat n'est pas habilité à remettre en cause le décret de nomination d'Eugène Mangalaza.** La ministre de la Justice rappelle que « la Charte a valeur constitutionnelle. [...] En tout état de cause, le décret de nomination du Premier ministre revêt le caractère d'un acte de gouvernement lequel est insusceptible de recours ». La garde des Sceaux a précisé que le contrôle de conformité à la Charte de la Transition du décret portant nomination du Premier ministre de la Transition, qui est un acte pris en application de la Charte, relève de la compétence de la HCC, dans l'attente de la mise en place de la Haute Cour de la Transition. Pour le constitutionnaliste, Jean Eric Rakotoarisoa, c'est parce que « le Conseil de ministres a dû considérer le décret désignant Eugène Mangalaza chef de gouvernement comme étant un acte de gouvernement, qu'il a décidé de ne pas tenir compte de la requête déposée par Monja Roindefo ». C'est ainsi que le juriste explique la désignation d'un Premier ministre par intérim en l'absence de celui considéré comme titulaire du poste. Il estime que la déclaration de la ministre pourrait remettre en cause l'indépendance de la Justice, la démarche a d'ailleurs provoqué des réactions au sein du Conseil d'État. Néanmoins, cette intervention ne laisse guère de doute quant à l'issue de la requête déposée par Monja Roindefo.

*L'Express* écrit : « une fois de plus, incapables de s'entendre, les hommes politiques préfèrent recourir à l'arbitrage de ceux qui n'ont rien à voir dans leurs querelles. Quitte à détruire avec la leur, l'image des médiateurs. Après l'Église, l'armée et la communauté internationale, la Justice ne va pas en réchapper ».

**Selon Midi, le pays est de nouveau dans une « situation de cafouillage avec de nombreuses questions sans réponse au sein de l'opinion publique.** Andry Rajoelina est-il président de la HAT ou président de la Transition ? La HAT existe-t-elle encore ou pas ? De même que sont devenus les Rajemison Rakotomaharo et les Jacques Sylla nommés respectivement vice-Président de la Transition et Président du Congrès après les récentes nominations du Carlton. Le premier n'est-il plus Ambassadeur à Genève ? »

**Andry Rajoelina** : « *Ravalomanana tient en otage la population* ». Il déclare que c'est la mouvance Ravalomanana qui constitue un blocage pour la résolution de la crise politique. Et de soutenir que le lieu où se tiendra la prochaine rencontre entre les quatre mouvances ne devrait pas être un problème dans la mesure où c'est l'intérêt supérieur de la Nation qui est en jeu. Il menace d'écarter Marc Ravalomanana du processus de négociations en cas d'absence de volonté de dialoguer : « *Si la mouvance Ravalomanana n'est pas prête à participer à la Transition, il vaudrait mieux qu'elle se retire* », a-t-il déclaré.

**Les fonctionnaires « légalistes » écrivent à Nicolas Sarkozy**. Dans une lettre ouverte adressée au président français, la Plateforme de concertation des agents publics de l'Etat déclare ne pas être opposée à la présence d'intérêts Français à Madagascar. Mais à l'heure de la mondialisation, elle « *s'oppose farouchement à toute forme de partenariat glissant vers le néocolonialisme car Madagascar n'est ni un DOM ni un TOM* ». Cette crainte repose, selon elle, sur un certain nombre de « *signaux forts* » enregistrés depuis le début de la crise et que le courrier énumère. Le Plateforme constate une francophobie croissante au sein de la population.

**Nathalie Rabe, ministre de la Communication, autorise la couverture des rassemblements du Magro par la TVM**. Le geste – exceptionnel – a été salué et applaudi par les partisans de Marc Ravalomanana, rapporte le site *Tananews*. Tout cela intervient alors que Madagascar a été délogé dans le classement des pays respectant la liberté de la presse, selon RSF.

**22 octobre : Monja Roindefo et Marc Ravalomanana, même combat ? Le FFKM et l'Église catholique proposent leurs bons offices. L'armée réaffirme sa neutralité.**

« *Monja Roindefo et Marc Ravalomanana - Même combat !* », écrit *La Vérité*. Des partisans de Monja Roindefo ont grossi les rangs des « *légalistes* » de Marc Ravalomanana durant les manifestations de rue qui ont eu lieu à Toliara et Toamasina. Auparavant, Marc Ravalomanana a tenu, par téléphone, une conférence de presse pour prendre la défense de Monja Roindefo. Et ce dernier aurait fait parvenir une missive à Andry Rajoelina pour faire valoir que, tant que Marc Ravalomanana ne signerait pas les Accords du Carlton, il resterait Premier ministre en exercice. Le quotidien en déduit que « *ces deux compères ont accordé leur violon pour écarter M. Rajoelina de la magistrature suprême de la Transition* ».

**Différent Rajoelina-Roindefo : Les FCD souhaitent que Monja Roindefo renonce à sa requête**. La médiation initiée par les « *Forces du changement pour le développement* » (FCD), a porté sur la requête déposée par ce dernier auprès du Conseil d'Etat. Ils auraient proposé à leur hôte de renoncer à cette poursuite, « *car, en attaquant ce décret de nomination, c'est aussi le Président Rajoelina en personne qui est mis en cause par le requérant. Ni l'un ni l'autre n'ont intérêt à se traîner en justice* ».

**Pasteur Lala Rasendrasahina : «Le FFKM peut rebondir»**. Le pasteur est réapparu en public au cours d'une conférence de presse, après un séjour de 5 mois aux USA et aux Pays Bas consécutif aux événements du 17 mars. Il a indiqué que le FFKM est prêt à reprendre les négociations si le GIC le sollicite. Lala Rasendrasahina a semblé vouloir occulter la suspicion de partialité qui pèse sur le FFKM et sa crédibilité. Marc Ravalomanana, vice-Président de l'Église réformée FJKM, garde le contact avec les dirigeants de la confession malgré son séjour forcé en Afrique. Lala Rasendrasahina a confié que le contact est maintenu par le biais des personnes qui rendent visite à l'ancien chef de l'État. Il a cependant tenu à préciser : « *Mes relations avec le président Marc Ravalomanana s'inscrivent uniquement dans le cadre de la gestion de l'Église, lui en tant que vice-Président, moi en tant que Président. [...] Le président Marc*

*Ravalomanana ne m'a jamais consulté sur des questions politiques ou une quelconque nomination aux hauts emplois de l'Etat, contrairement aux autres chefs d'églises du FFKM ». Marc Ravalomanana reste vice-Président laïc de la FJKM jusqu'au renouvellement des membres du « Birao foibe ». L'archevêque d'Antsirabe, Mgr Félix Ramananarivo, s'est félicité de l'éventualité d'une prise de responsabilité du FFKM afin d'accélérer la recherche de solutions à la crise. Il a ajouté qu'avec ou sans le FFKM, son groupe de chrétiens poursuit sa démarche de réconciliation entamée au mois de mai.*

*[Avant le coup de force mené sous les yeux de quelques médiateurs et diplomates étrangers par les éléments du lieutenant-colonel Charles Andrianasoavina à l'Épiscopat à Antanimena le 17 mars, il avait été soupçonné par les partisans d'Andry Rajoelina d'être le préféré de Marc Ravalomanana. Au contraire, l'archevêque catholique, Mgr Odon Razanakolona, avait été suspecté par les pro-Ravalomanana de se prendre le parti des contestataires du régime en place. C'était l'une des raisons du refus par les protagonistes de la médiation du FFKM, malgré les tentatives de Haile Menkerios, émissaire des Nations Unies, au début de la crise].*

**Colonel Ndriarijaona André :** *« les forces armées n'ont aucun compte à rendre ». D'après le Chef d'Etat-major Général de l'Armée Malagasy (CEMGAM), les discordes entre les hauts dirigeants du régime transitoire n'ont aucune répercussion sur l'unité des forces armées. « Jusqu'à maintenant, c'est toujours le ministre des forces armées, le Colonel Noël Rakotonandrasana qui commande la gendarmerie nationale et l'armée malagasy », a-t-il expliqué, faisant allusion aux rumeurs qui circulent sur la division de l'armée. « Les forces armées n'ont aucun compte à rendre, ni au Président de la Transition ni aux membres du gouvernement. Nous devons toujours respecter les structures hiérarchiques et les principes de la neutralité dans l'accomplissement de nos devoirs », a-t-il soutenu. Interrogé sur le désaccord entre Andry Rajoelina et Monja Roindefo, le colonel n'a pas voulu se prononcer. Il s'est contenté d'indiquer que « les forces armées n'ont pas à soutenir, ni à choisir entre les deux personnalités car cela ne rentre pas dans le cadre de leurs fonctions ».*

**L'AKFM en faveur de la conférence nationale et pour le renvoi du GIC.** Le parti exige l'organisation d'une conférence nationale pour associer le peuple au processus d'avènement de la IVème République. Il considère comme lettre morte l'intervention de la communauté internationale dans le règlement de la crise et demande le départ du GIC.

**J.-M. Châtaigner :** *« La France est un spectateur engagé et non un acteur de la crise malgache ». Dans une interview à Midi, il déclare : « La France n'est pas un acteur mais un spectateur engagé qui souhaite une issue rapide à la crise. La crise est malgache et la solution doit venir avant tout des Malgaches. Notre position n'a pas changé, nous encourageons les différentes mouvances à la recherche d'une solution consensuelle, aboutissant à la conduite d'une élection libre et transparente. Contrairement à certaines rumeurs, la France ne soutient nulle autre mouvance plus qu'une autre. Ces affirmations sont fausses car nous restons solidaires avec la communauté internationale et le GIC qui est d'accompagner les protagonistes de la crise vers la tenue prochaine d'une élection démocratique et transparente. [...] A ma connaissance, si on se base sur les Accords de Maputo, rien n'interdit à Andry Rajoelina d'être Président de la Transition ni de se présenter aux prochaines élections présidentielles. [...] Pour moi le nouveau PM Mangalaza représente l'homme de consensus puisque sa nomination a été faite par un accord unanime entre les mouvances. Ce changement est positif toujours par rapport à la recherche d'une solution acceptée par tous. Ce jeune PM constituera une bonne base de dialogue consensuel. D'ailleurs, j'ai tenu à me déplacer à l'aéroport pour l'accueillir ». L'ambassadeur a tenu par ailleurs à démentir l'existence d'une relation conflictuelle entre la France et les Etats-Unis au sujet de Madagascar.*

**Roland Ratsiraka** : « *La non implication de Maurice est presque un manque de vigilance* ». Dans une interview à *L'Express de Maurice*, il déclare : « *je trouve que le gouvernement mauricien se détache un peu du cas de la Grande Ile alors qu'il aurait pu jouer un rôle de premier ordre dans la résolution de cette crise. La non implication de Maurice est presque un manque de vigilance car il y a des Mauriciens qui y investissent et y vivent. N'oublions pas que Madagascar c'est une île de 20 millions d'habitants, de plus de 570.000 km<sup>2</sup> alors qu'à Maurice il n'y a qu'1 million d'habitants bien que l'île soit en avance sur le développement économique. De fait, le potentiel malgache ne peut qu'intéresser Maurice. Des délocalisations et des investissements se font déjà et continueront de plus belle. Ce n'est pas vers l'Inde que les Mauriciens iront investir mais dans leur périmètre premier, c'est-à-dire Madagascar. Je ne comprends donc pas bien ce désintérêt du gouvernement* ».

**23 octobre : La requête de Monja Roindefo rejetée par le Conseil d'État. Le GIC confirme la réunion des 4 chefs des mouvances à Addis-Abeba le 3, 4 et 5 novembre.**

**Nomination d'Eugène Mangalaza : le Conseil d'Etat rejette la demande de Monja Roindefo.** Comme il fallait s'y attendre, il a rejeté pour incompétence la demande de sursis à exécution et d'annulation du décret portant nomination d'Eugène Mangalaza au poste de Premier ministre et abrogation de la nomination de Monja Roindefo à ce poste. Après un long exposé juridique relatant les cas de figure possibles (jurisprudence malgache ou exemple français) fait par le Commissaire général de la loi, Philippe Andrianjanahary, la Cour a statué pour sceller définitivement le sort de Monja Roindefo. Le Premier ministre Mangalaza devrait donc rentrer de France sous peu avec la liste des membres de son gouvernement. Le Conseil d'Etat a également déclaré les frais juridiques à la charge de la partie plaignante. L'arrêt de la Cour modifie d'une manière sensible la donne sur l'échiquier politique. L'ancien Premier ministre vient de voir voler en éclat une de ses cartouches, dans son bras de fer avec Andry Rajoelina. Celui-ci va pouvoir poursuivre en meilleure position les négociations avec les quatre mouvances en vue de la mise en place des institutions transitoires. Néanmoins, le problème des relations entre le président de la Transition et son ancien Premier ministre, reste entier au sein de la mouvance Rajoelina.

Commentaire de Midi : « *Andry Rajoelina et sa mouvance vont certainement se prévaloir de cette reconnaissance, fût-elle implicite, du Conseil d'Etat. Notamment lors de la prochaine rencontre d'Addis-Abeba pour peu qu'elle se tienne effectivement, Et pour cause, à l'instar de Marc Ravalomanana qui avait renié Dakar II, son tombeur pourrait juger inutile de se rendre dans la capitale éthiopienne. En effet, après l'arrêt de la Chambre administrative (actuellement Conseil d'Etat) réinstallant l'ancienne HCC qui devait déclarer le « 1er tour dia vita » en sa faveur, Ravalomanana n'avait plus tenu compte de Dakar II. L'histoire serait-elle un éternel recommencement ? [...] En fait, le Conseil d'Etat n'a pas choisi son camp. Son retrait est interprété de différentes manières, mais en aucun cas, son refus de prendre en main le dossier ne consolide ni ne fragilise les positions des uns et des autres. Le problème reste entier. [...] On a l'impression d'y retrouver cette façon bien malgache de ne pas prendre parti et de laisser les acteurs de cet imbroglio juridique se débrouiller tous seuls* ».

**Présidence de la Transition : toute contestation relève de la HCC a rappelé le Commissaire général de la loi.** Andry Rajoelina est-il président de la Transition ou non ? En demandant l'annulation du décret de nomination de son successeur, Monja Roindefo a, entre autres, sollicité le Conseil d'État pour trancher sur le titre porté par Andry Rajoelina. « *La qualité de l'auteur de l'acte est un motif sérieux d'annulation* », a rappelé Philippe Andrianjanahary. Dans ses conclusions, ce dernier a pourtant invité le Conseil d'Etat à ne pas se prononcer sur la question. « *Cela relève de la Haute Cour de la Transition* », a-t-il déclaré. À en croire ce dernier, la HCC n'a, jusqu'ici, prononcé aucun verdict dans ce sens. Outre la lettre prenant acte de la résolution créant la Haute Autorité de la Transition, le seul acte consacrant la présidence de Rajoelina, pris par la HCC, est l'avis que celle-ci a rendu à la demande de Monja Roindefo,

quand ce dernier a souhaité savoir si le président de la HAT pouvait limoger le Premier ministre. Pour le gouvernement, le verdict est interprété comme une acceptation d'Andry Rajoelina, en tant que Président de la Transition. « *Il s'agit d'un acte de consolidation* », a déclaré Jean de Dieu Maharante, ministre de l'Élevage, en qualité de « *juriste* ».

**Attentats à la bombe : enquête au fond des dirigeants « légalistes »**, poursuivis pour complicité avec les poseurs de bombes du mois de juin. 13 personnes mises en cause ont été convoquées par le doyen des juges d'instruction pour enquête complémentaire. Une avocate chargée de la défense des dirigeants « *légalistes* » s'est montrée surprise par la tenue de l'enquête au fond qui, d'après elle, n'aurait plus dû avoir lieu. « *Ce qui a été décidé à Maputo n'est pas encore respecté* », a-t-elle souligné. *Midi* observe qu'Alain Andriamiseza, qui, lui aussi, était impliqué dans cette affaire, n'a pas été convoqué. « *Le fait d'être ministre met-il fin à des poursuites judiciaires ?* », s'interroge le quotidien. Selon *L'Express*, son audition ne serait que reportée.

**Incarcéré, l'ancien député Raharinaivo Andrianatoandro devrait être hospitalisé d'urgence selon sa famille.** Raharinaivo aurait obtenu un billet d'hospitalisation mais l'administration pénitentiaire refuserait de le faire sortir. Le ministère de la Justice assure qu'il n'y a rien d'inquiétant dans l'état de santé du porte parole du TIM. [*Il a cependant été transféré le lendemain dans un hôpital de la capitale*].

La sénatrice Naïke Eliane, représentant Madagascar à l'assemblée de l'UIP à Genève, a appelé à se pencher sur le cas de ce député. A l'issue d'un vote, les parlementaires ont adopté à l'unanimité une résolution demandant notamment la libération sans condition des parlementaires incarcérés et appelant à sanctionner les responsables identifiés des humiliations perpétrées sur les élus. La même résolution appelle à l'intervention de la SADC et des autres organisations pour appuyer la défense des droits de l'homme.

**Opération cartes d'identité biométriques.** Le Conseil des ministres a décidé le lancement de l'opération. « *Les finances de l'État devraient pouvoir prendre le projet en charge* », estime la ministre de l'Intérieur, sans toutefois avancer de chiffres. Cécile Manorohanta soutient que « *l'informatisation de la carte d'identité constitue une avancée majeure pour la sincérité du vote, dans la mesure où l'identité des électeurs est plus facilement vérifiable* ». Par ailleurs, grâce aux fichiers stockés, les listes électorales seront plus fiables et plus facilement établies. Reste à savoir comment l'Intérieur compte intégrer dans les fichiers informatiques les 3,5 millions d'électeurs potentiels évoqués par Andry Rajoelina, qui n'ont jamais figuré sur les listes électorales, faute d'identité officielle.

**Ambassadeurs malgaches sans solde.** Selon *Tananews*, Jean-Pierre Rakotoarivony (Ethiopie), Alphonse Ralison (Allemagne), Jeannot Rakotomalala (Belgique) et Narisoa Rajaonarivony (France) sont actuellement des ambassadeurs sans titre et sans solde : cela fait 7 mois qu'ils n'ont pas reçu de salaire. Leur requête en sursis, validée en mai dernier, est restée sans réponse à ce jour.

## 24 octobre : Monja Roindefo fait de la résistance

**Après son échec au Conseil d'État, Monja Roindefo tente un dernier recours pour une révision de l'arrêt de la juridiction.** Une requête aux fins de recours en révision auprès de la Cour a été annoncée. Monja Roindefo soulève plusieurs éléments qu'il considère comme étant des vices de procédure (en vertu d'une loi de 2004 relative au Conseil d'Etat, sur l'ouverture d'un recours en révision contre les décisions contradictoires dans l'hypothèse où la décision a été rendue sur la base d'une « *pièce fautive* »). Il a laissé entendre l'existence

d'actes d'intimidation sur la gestion du dossier par le Conseil d'État. *«Bien que par principe je n'adhère pas à la Charte de Maputo, je réitère que je ne m'opposerai pas à son application et que je ne m'éterniserai pas à la Primature. Toutefois, je veille à ce que son application soit l'exemple de la pratique de l'État de droit tout en respectant les procédures y afférentes», a-t-il soutenu. «C'est pour tout ce qui précède que j'épuise toutes les voies de droit et réclame l'indépendance et l'équité de notre justice», a-t-il ajouté. Avec cette nouvelle action en justice, le rapprochement entre Monja Roindefo et Andry Rajoelina n'est plus à l'ordre du jour. Face à l'intransigeance de l'ancien Premier ministre, le général Claude Ravelomanana, secrétaire d'État à la Gendarmerie, a déclaré : «Les éléments des forces armées à Mahazoarivo [siège de la Primature] ne prennent leurs ordres que du ministre des Forces armées, en concertation avec le chef de l'État-major général de l'armée. Ce ne sont pas à eux de quitter les lieux mais à l'ancien Premier ministre».*

Selon Tribune, *« Monja Roindefo fait comprendre qu'il persistera dans son attitude consistant à ne pas céder son fauteuil tant que les chefs de mouvance n'auront pas signé un accord pour matérialiser leur consensus sur les nominations à la tête de la Transition », autrement dit pas avant la rencontre d'Addis-Abeba où Marc Ravalomanana pèsera de tout son poids pour obtenir l'annulation du communiqué du 6 octobre désignant Andry Rajoelina Président de la Transition et Eugène Mangalaza PM de consensus.*

**D'après Ihanta Randriamandranto, « 90 détenus politiques, arrêtés au cours de la crise 2009 sont encore en prison, et mon mari en fait partie »** [Ralitera Andrianandrana, ancien Directeur de la sécurité de la HCC]. La présidente nationale des femmes « *légalistes* » avait été arrêtée au Carlton le 29 avril avec Manandafy Rakotonirina. Elle a été relâchée quatre mois plus tard, après avoir été contrainte de signer un engagement écrit promettant de ne plus organiser, ni de participer à aucune manifestation politique. Et la secrétaire général du Teza d'indiquer que *« le Consulat de France est en train d'étudier le dossier de mon mari »*, cet ancien légionnaire possédant la nationalité française, tout comme l'ancienne sénatrice Naïke Eliane. Ralitera Andrianandrana, incarcéré à Tsiafahy, serait gravement malade. Elle a également annoncé que les familles des détenus politiques prévoient d'organiser un culte œcuménique et une grande manifestation de soutien dans les prochains jours.

**Communiqué du SEFAFI sur la société civile et son rôle d'interpellation.** Extrait : *« La crise de 2009 a mis en relief, de manière tantôt grotesque et ridicule, tantôt pathétique et tragique, la faillite de la classe politique malgache. Les intrigues et les rivalités qui occupent l'actualité depuis des mois montrent à l'évidence que les membres de la société politique ne se préoccupent que de préserver ou d'acquérir une place bien rémunérée. Aucun souci du bien commun ne les anime, alors que ce souci devrait être la raison même de leur action. Pendant ce temps, la société civile s'est efforcée de calmer la violence, d'exhorter au dialogue et de proposer des solutions bénéfiques pour le pays et sa population, qui soient acceptables par les bords opposés. Mais lorsque l'orgueil et la courte vue des hommes politiques plongent le pays dans l'impasse, grande est la tentation d'en appeler à la société civile pour suppléer leur incapacité. Ce serait une grave erreur d'y céder. [...] Le pouvoir politique revient à la société politique. Voilà pourquoi il n'est pas souhaitable de confier la présidence d'une institution à un membre de la société civile (1). Il y perdrait aussitôt son statut premier, et prendrait place au sein de la société politique. La crédibilité de l'une et de l'autre est à ce prix, ainsi que le bon fonctionnement de la démocratie ».* [Communiqué complet : cf le blog Justmad, « *articles remarquables* », octobre 2009]

**25 & 26 octobre : Eugène Mangalaza rencontre Didier Ratsiraka et attend la conclusion d'un accord à Addis-Abeba pour prendre ses fonctions. L'Amiral de plus en plus incontournable. Marc Ravalomanana accentue la pression.**

**Tensions à Toliara, Mahajanga et Fianarantsoa.** A Toliara, les forces de l'ordre ont fait preuve de fermeté en interdisant le meeting des pro-Ravalomanana sur la « *Place de la*

*Démocratie* ». Les manifestants comptent se rassembler à l'avenir sur les terrains privés du Magro local. Dans la capitale du Boeny, la manifestation des partisans de l'application de la Charte de Maputo n'a pas pu avoir lieu. Elle a viré à l'affrontement entre civils, faisant plusieurs blessés. A Fianarantsoa, des tracts incitant la population à ne pas s'acquitter de leurs impôts ont été distribués. Le chef du service des impôts a averti que toute désobéissance civile était passible de sanctions.

« *Marc Ravalomanana : un retour imminent au pays* », titre *Midi*. Les manifestants du Magro de la capitale intensifient la pression pour exiger le retour de « *Dada* ». Celui-ci est intervenu une nouvelle fois par téléphone en présence des anciens parlementaires ceints de leur écharpe tricolore et a déclaré : « *Je vous entends, je serai là d'ici peu* ». Et de déclarer que « *si le Sommet d'Addis-Abeba échoue, les mouvements de contestation ne vont pas s'arrêter, tant que Andry Rajoelina reste au pouvoir* ». Marc Ravalomanana intensifie sa campagne contre Andry Rajoelina, ce qui laisse mal augurer de l'issue des futures négociations.

**Rencontre Ratsiraka-Mangalaza à Paris.** Le « *Premier ministre de consensus* » prolonge son séjour parisien. La rencontre revêt certainement une grande importance à quelques jours du troisième Sommet des chefs de file qui pourrait remettre en cause les trois nominations entérinées par le GIC le 6 octobre au Carlton. Eugène Mangalaza aurait affirmé qu'il n'a « *pas l'intention de siéger à Mahazoarivo tant que les accords relatifs à la sortie de crise ne sont pas clairs et officialisés* ». On apprenait par ailleurs que Jean Ping avait été reçu par Didier Ratsiraka, à la demande du président de l'UA, Mouammar Kadhafi, qui pourrait participer en personne au prochain Sommet d'Addis-Abeba.

**Le nouveau Premier ministre marche sur des œufs et donne l'impression aux observateurs d'être encore indécis.** Des indiscretions font état de nouvelles conditions qu'il aurait posées pour prendre ses fonctions et serait prêt à céder la place à une autre personnalité de la mouvance Ratsiraka. Il ne voudrait pas, en particulier, apparaître comme un allié d'Andry Rajoelina. Monja Roindefo de son côté a annoncé qu'il se considérait toujours comme Premier ministre tant qu'il n'y aurait pas un accord conclu entre les 4 chefs de mouvances sur la nomination du Président de la Transition. Quant à Andry Rajoelina, il donne une nette impression de confier la gestion du pays à la titulaire du ministère de l'Intérieur, la vice-Premier ministre Cécile Manorohanta, qui semble très en cours parmi les dirigeants de la Transition.

**Pour le neveu de l'Amiral, Roland Ratsiraka, l'heure est déjà à la pré-campagne.** Son parti, le MTS, a commencé à mobiliser les bas quartiers de la capitale en distribuant des aides aux populations défavorisées (remise de fournitures scolaires par l'épouse de Roland Ratsiraka à près de 2.500 élèves à l'occasion de la rentrée des classes).

**Commentaire de Sobika :** « *Que veut Didier Ratsiraka ?* « Depuis les rencontres de Maputo, il est difficile de comprendre les intentions de Didier Ratsiraka. Autant celles de Ravalomanana, Zafy et Rajoelina sont claires, autant celles de l'amiral sont floues et fluctuantes. Une chose est certaine, il joue une carte très personnelle et se positionne en fonction du rapport de force entre Rajoelina et Ravalomanana. Plusieurs sources sérieuses avancent l'hypothèse suivante : et si le but ultime de Didier Ratsiraka était de ravoir le poste de Président de la Transition à la barbe de tout le monde ? Il est parti Président [en 2002], il veut revenir Président, c'est devenu une obsession personnelle. Ce qu'il faut retenir est que le briscard sait être malin pour arriver à ses fins : il a réussi à faire placer comme Premier ministre un homme de sa mouvance, il a réussi à évincer Pierrot Rajaonarivelo de la tête de l'Arema tout en se faisant remettre la direction du parti, et il est devenu la personne la plus consultée lors des intermédiations. Le personnage est donc toujours incontournable ».

**Manandafy Rakotonirina en avocat de Raharinaivo.** Le président du parti MFM a revendiqué la libération sans condition de l'ancien député Raharinaivo Randrianatoandro, finalement hospitalisé après un premier refus qui lui avait été opposé par l'administration pénitentiaire. Il a indiqué que ce dernier fait partie de la délégation qui devrait rejoindre Addis-Abeba pour les négociations entre les quatre mouvances politiques.

**Manandafy Rakotonirina annonce que « les nominations effectuées par le GIC au cours de la réunion d'évaluation du Carlton sont caduques. [...] Tout appartient au passé, attendez-vous à des surprises à Addis-Abeba ».** Il a également demandé la libération sans condition de Raharinaivo Andrianantoandro. « Il doit faire partie de notre délégation donc les autorités de fait doivent le laisser sortir de prison, se soigner pour être en état de voyager », a-t-il exigé.

**Fetison Rakoto Andrianirina inculpé d'escroquerie.** Le chef de la délégation de la mouvance Ravalomanana a été cité à comparaitre devant la Chambre civile du tribunal de première instance d'Antananarivo. Il aurait contracté un prêt, d'un montant de 125 millions Ariary, auprès de la Sonapar (Société nationale de participation), prêt qui n'aurait pas été remboursé à échéance. « En fait, c'est un dossier commercial qui ne concerne que mon entreprise, qui n'a rien à voir avec ce que je fais en politique », a déclaré l'intéressé.

**Une délégation du GTT reçue au Sénat français.** Jean Faure, Sénateur et Président du Groupe France-Madagascar et pays de l'Océan Indien, a reçu au Palais du Luxembourg une délégation du GTT International afin d'évoquer la situation actuelle de Madagascar. Un témoignage de la sénatrice Eliane Naika sur les violences subies lors de son arrestation a été remis, ainsi qu'un document sur la situation des « prisonniers politiques ».

**27 octobre : rumeurs de coup de force pour déloger Monja Roindefo. « Les Forces du changement » menacées de scission. Le camp Rajoelina veut accélérer le processus électoral et se sent conforté par l'OIF.**

**« Un coup d'Etat dans l'air ? » titre Tribune. Des conseillers techniques de Monja Roindefo dans le collimateur des autorités.** Fidélis Andriamanananony et Francky Randriamanjaka sont entendus par la gendarmerie concernant des voitures transportant nuitamment dans la capitale une quinzaine d'hommes en treillis et lourdement armés. Détention d'armes de guerre (lance-roquette) et rébellion, sont entre autres, les principaux chefs d'inculpation qui pèsent contre eux. Selon *Midi*, Monja Roindefo a parlé de « *dérive totalitaire* » et d'« *Etat policier* ». « On a interpellé mes conseillers à partir de rumeurs. », déplore-t-il. Les deux collaborateurs sont soupçonnés d'avoir préparé, avec une faction de l'armée, une attaque contre le Palais d'Ambohitsorohitra. Et ce, avec la collaboration de l'ancien directeur de la sécurité de la Présidence, le général Rahoelina et un colonel du RFI. Des rumeurs sur la préparation d'une attaque contre le Président de la HAT et ses proches collaborateurs ont circulé ces derniers jours. Les deux personnalités n'auraient pu retrouver la liberté qu'après intervention de hauts dirigeants du régime. Cette guerre intestine a mis en exergue les difficultés que rencontrent Andry Rajoelina à imposer son autorité et a fragilisé son image de leader, estime *Sobika*.

Les conseillers de Monja Roindefo ont déposé une plainte contre les médias qui ont évoqué l'existence de ce présumé coup d'Etat.

**5 individus lourdement armés ont été surpris à proximité du domicile d'Emmanuel Rakotovahiny.** Alertés, des éléments de la gendarmerie se sont rendus sur place. Un face à face tendu s'en est suivi. Après vérifications, les individus appartenaient aux forces armées

mais on ignore pour quelle raison ils rodèrent si près du domicile du vice-Président de la Transition.

**Monja Roindefo négocie sa présence à Addis-Abeba.** Il souligne qu'en tant qu' « *acteur majeur et positif du changement à Madagascar* », il doit participer au dénouement de la crise. « *C'est nous malgaches qui décidons, mais pas le GIC. Des négociations sont en cours pour que je puisse être présent à Addis-Abeba. Si nécessaire, je suis prêt à diriger une mouvance pour défendre les acquis de la lutte populaire* », affirme Monja Roindefo, qui conclut : « *Je suis prêt à être affecté à un autre poste si les règles de jeu pour une transition qui bénéficie de l'appui financier de la communauté internationale, sont claires* ».

**Requête en révision introduite par Monja Roindefo auprès de la HCC :** il évoque trois moyens de droit. Primo, le fait qu'un magistrat qui a composé la Cour lors de l'audience du 22 octobre est un magistrat retraité. Secundo, le commissaire général de la loi du Conseil d'Etat n'est pas sous l'ordre hiérarchique du ministre de la Justice alors que celui-ci lui a donné des instructions écrites sur le traitement du dossier. Tertio, le décret de nomination de Mangalaza est une « *fausse pièce* » car elle n'est pas conforme à la Charte de Maputo, le Président de la Transition n'étant pas nommé par la Charte. « *Si Andry Rajoelina se dit aujourd'hui Président de la Transition, il y a eu auto-proclamation* », martèle-t-il.

Selon Jean-Eric Rakotoarisoa, la HCC est en mesure de donner un avis à propos du recours que le conseil de Monja Roindefo a déposé, après que le Conseil d'Etat se soit déclaré incompetent. Cet avis de la HCC ne peut que reposer ou se baser sur les Accords de Maputo, précise l'universitaire.

**Le bras de fer entre Andry Rajoelina et Monja Roindefo met à mal l'unité des « Forces du changement ».** La scission menace. Membre du Groupe pour la souveraineté nationale (VMF), le Monima avait accusé Andry Rajoelina de jouer le jeu des puissances étrangères et dénoncé la désignation d'Eugène Mangalaza comme Premier ministre de consensus, suivant l'accord du Carlton du 6 octobre. La formation voulait maintenir le tandem Rajoelina-Roindefo, comme l'avaient revendiqué les « *Forces du changement* » avant le divorce. Pour certains, la mission de réconciliation du Comité aurait échoué en raison de la partialité d'une partie de ses membres, qui auraient incité Monja Roindefo à refuser l'attribution proposée de la présidence du Conseil Supérieur de la Transition (CST) en contrepartie de son départ du gouvernement. Une réunion en vue de la mise en place d'une mouvance Roindefo aurait eu lieu, confirmant la détermination de quelques membres des « *Forces du changement* » de quitter le rassemblement.

**Le camp Rajoelina veut accélérer le processus électoral** pour contrecarrer Marc Ravalomanana qui remet toujours en cause l'attribution des postes au sein de l'exécutif de la Transition. « *Nous voulons tous des élections transparentes et libres. [...] Le programme de carte d'identité biométrique fait partie de la tâche de l'administration. Nous souhaitons également la mise en place rapide des autres institutions, comme la Commission électorale indépendante (CENI)* », a déclaré Cécile Manorohanta, Premier ministre par intérim et vice-Premier ministre chargée de l'Intérieur. Près de 6 milliards Ar seraient disponibles pour lancer les opérations. Mais le flou persiste autour de son coût global, de l'origine du financement, des appels d'offre et du calendrier d'exécution. Le marché des CNI biométriques représente un enjeu financier important. La HAT avait déjà pris des contacts en mai avec SAGEM (qui est déjà intervenue en Côte d'Ivoire). La VPM Manorohanta aurait démarché une firme chinoise. Quant à la mouvance Ratsiraka, elle proposerait la société Oberthur. Des centaines de millions de dollars sont en jeu et susciteraient des convoitises. La clarification devra attendre les missions d'évaluation de la communauté internationale. L'annonce, faite à l'approche du

Sommet d'Addis-Abeba, s'apparente à une contre-offensive visant tous ceux qui seraient tentés de remettre en cause les nominations du GIC décidées au Carlton.

**Le gouvernement se sent conforté dans sa démarche d'accélération du processus électoral par Abdou Diouf, secrétaire général de l'OIF**, qui a adressé une lettre à Andry Rajoelina en tant que « *Président de la Transition* » pour l'informer que son institution apporterait son appui. Il promet l'envoi prochain d'une mission d'évaluation par la délégation à la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme. La présidence de la Transition a donné une large publicité à cette missive qu'elle interprète comme un signe de reconnaissance.

**28 octobre : la présidence de la Transition ne figure pas à l'ordre du jour du Sommet d'Addis-Abeba. Le GIC exige des quatre mouvances des noms à proposer aux différents postes prévus dans la Transition. Ravalomanana et Roindefo jouent-ils le même jeu ?**

**La présidence de la Transition ne figure pas à l'ordre du jour du Sommet d'Addis-Abeba.** Une réponse du GIC aux revendications de la mouvance Ravalomanana. La rencontre sera consacrée à la mise en place des institutions de la Transition. A priori, la question relative à la Présidence, à la vice-Présidence et au Premier ministre ne devrait plus occuper une part décisive du débat. « *Addis-Abeba n'a qu'un objectif : composer les structures et attribuer les responsabilités qui ne l'ont pas encore été. Il s'agit des 28 postes du gouvernement, de la clé de répartition du Conseil Supérieur de la Transition, du Congrès et du Conseil Economique et Social* », a déclaré Ablassé Ouedraogo, émissaire de l'UA. Le scénario de Maputo est en route et il n'est plus question de remettre en cause ce qui est considéré comme acquis. La question est donc maintenant de savoir quelle stratégie va adopter le camp de l'ancien Président, qui a confirmé son intention de tout remettre à plat. La mouvance Zafy semble quant à elle peu soucieuse de rediscuter du sujet. *Midi* fait part de son pessimisme quant à l'issue de ce Sommet. Le quotidien *Les Nouvelles*, en revanche, considère que la reconnaissance internationale est proche : « *A moins d'une éventuelle remise en cause de toutes ces répartitions et nominations, le Sommet d'Addis-Abeba s'annonce comme la reconnaissance internationale du pouvoir de Transition présidé par Andry Rajoelina. Le ton a déjà été donné par le SG de l'OIF, Abdou Diouf, dans sa réponse à la sollicitation d'Andry Rajoelina pour appuyer le processus des prochaines élections prévues pendant la période transitoire* ». Pour Sobika, « *cette réunion devrait être la der des der, c'est ainsi que la voit tout les interoenants. A l'issue de celle ci, la communauté internationale risque bien de se prononcer en son âme et conscience d'autant que le 4 novembre a lieu la réunion de Bruxelles pour définir si Madagascar peut bénéficier du déblocage des aides européennes. Mais pour autant, cela ne signifiera pas forcément la fin des contestations. Un front commun très hétéroclite composé de Monja Roindefo, de Marc Ravalomanana et peut être de Didier Ratsiraka pourrait voir le jour au lendemain d'Addis-Abeba* »

**Le GIC exige des quatre mouvances des noms à proposer aux différents postes prévus dans la Transition.** La mouvance Zafy a accepté la proposition, tandis que les trois autres ont décidé d'attendre le sommet d'Addis-Abeba pour lever le voile.

« *Ravalo et Roindefo jouent le même jeu* », déclare **Annick Rajaona, porte-parole de la Présidence de la Transition**, car « *car il n'y a que les deux qui ne reconnaissent pas Andry Rajoelina en tant que Président de la Transition* ».

**Tantely Andrianarivo dans la délégation de Didier Ratsiraka.** L'ancien Premier ministre sera parmi les 10 membres de sa délégation au Sommet d'Addis-Abeba. Il n'a participé à aucune des rencontres précédentes et les observateurs suivent avec attention le retour public de cet homme politique exilé en France depuis 2002 et qui avait gardé jusqu'ici un silence

absolu. Chaque mouvance a droit à 10 représentants. L'UA affrète un avion spécial pour le transport et prendra en charge les frais de séjour, y compris ceux de la presse. Andry Rajoelina et sa suite feront exception. Ils rallieront la capitale éthiopienne à bord d'un avion spécial à la charge du gouvernement. Comme lors des Sommets de Maputo, le voyage de Didier Ratsiraka pourra être pris en charge par le gouvernement français via un vol privé. Pour sa part, Ravalomanana prendra une ligne commerciale depuis Johannesburg.

**Les pro-Ravalomanana divisés. Ambroise Ravonison joue en solo.** Deux rendez-vous parallèles sont organisés quotidiennement par les « légalistes ». Ambroise Ravonison, initiateur de la mouvance « légaliste », réunit ses partisans dans un lieu distinct du Magro. Taxé par une partie des manifestants de trahir le mouvement, le président du Conseil supérieur de la démocratie-Madagascar (CSD-M) a été interdit d'entrée dans l'enceinte du Magro. « *Moi, je suis parmi les initiateurs du mouvement légaliste qui était au début un mouvement purement populaire. Ce n'était qu'après que les politiciens ont rejoint les manifestants* », a-t-il rappelé. Fetison Rakoto Andrianirina, chef de délégation Ravalomanana, a déclaré que l'existence de deux mouvances pour les partisans de Marc Ravalomanana n'est pas acceptable. « *Nous mettons la poursuite de la collaboration sous condition de dissolution de la mouvance légaliste en question* », a-t-il conclu.

**29 octobre : bras de fer en vue à Addis-Abeba, l'inquiétude de la société civile. La mouvance pro-Roindefo voit le jour. L'avis attendu de la HCC pourrait de nouveau conditionner l'avenir juridique de la Transition.**

**Bras de fer en vue à Addis-Abeba. La réunion pourrait ne pas être une formalité pour les mouvances.** Marc Ravalomanana s'y rendra « *pour rebattre les cartes* » concernant la distribution des postes-clés de la période de transition. « *Je vais aller à Addis-Abeba, mais ce ne doit pas être un jeu de poker menteur où les cartes sont déjà distribuées* », a-t-il déclaré depuis Johannesburg. Dans un entretien au quotidien *Le Monde*, Marc Ravalomanana déclare : « *Le gouvernement de transition doit d'abord être formé. Je rentrerai après. Les risques pour ma sécurité ne me font pas peur. [...] Si on n'a pas besoin de moi à la table des négociations, je peux rester ici en Afrique du Sud. Mais je ne veux pas abandonner mon pays* ». Une source diplomatique s'exprimant dans ce même quotidien affirme que « *Ravalomanana cherche aussi à gagner du temps en misant sur la dégradation de la situation économique pour revenir à Madagascar en sauveur* ».

« *Ce n'est pas aux chefs de délégation de désigner les postes-clés de la [période de] Transition* », a répété l'ancien Président. « *J'ai rencontré Jean Ping [Président de la Commission de l'UA], il a reconnu qu'il n'y avait pas de signature sur le communiqué du 6 octobre. [...] Je suis le Président Marc Ravalomanana, élu démocratiquement, mais je n'ai pas de représentant dans les trois postes les plus importants. Ce n'est pas normal* », a-t-il poursuivi.

Du côté de la mouvance Rajoelina, on s'apprête aussi à faire face à toutes les éventualités sauf la remise en cause de ce qui a été décidé au Carlton. Mais la mouvance Rajoelina ne se rendra pas dans la capitale éthiopienne avec une calculette. « *Il ne s'agit pas d'un partage de gâteau qu'il faut diviser en parts égales* », souligne un proche de la Transition. « *Nous exigeons des principes dans la clé des répartitions. Il faut respecter certaines valeurs morales et éthiques concernant les personnes, étant donné qu'on veut instaurer le changement* », poursuit le même interlocuteur. Une allusion à ceux qui traînent des casseroles depuis les régimes successifs, commente *L'Express*. Le quotidien ajoute : « *Ratsiraka ne sera pas une victime expiatoire. Loin s'en faut. Le fait d'avoir remis en selle son dernier Premier ministre, Tantely Andrianarivo, qui figure dans sa délégation, dit tout. Celui-ci a des comptes à régler avec Ravalomanana qui l'avait condamné. Et s'il est du voyage, ce n'est certainement pas pour redevenir Premier ministre. Il viserait à n'en pas douter, un poste beaucoup plus important dans l'optique des élections, finalité de cette transition. Seule la*

*mouvance Albert Zafy n'affiche pas ouvertement ses prétentions. Il est vrai que les deux plus importants leaders sont déjà casés ».*

**« Le GIC tranche pour Rajoelina », titre Sobika.** A l'occasion d'une conférence de presse, Ablassé Ouédraogo, émissaire de l'UA, a confirmé que les accords du Carlton ne pouvaient plus être remis en cause et que les 3 nominations décidées étaient définitivement entérinées par le GIC. Le site suppose que l'émissaire n'a pas pu se montrer aussi catégorique sans avoir reçu l'appui de Mouammar Kadhafi. Le président de la HAT s'est d'ailleurs entretenu par téléphone avec le Président en exercice de l'UA et l'a exhorté à poursuivre ses initiatives en vue de l'instauration de la paix et de la stabilité sur la Grande Ile. Il n'y aura pas de signature à Addis-Abeba. *« La signature a été déjà faite à Maputo »*, a précisé l'émissaire, avant d'ajouter : *« Addis-Abeba sera le point final de tout ce qui est mise en œuvre de la Charte de la Transition car le Peuple malgache a hâte de voir la crise prendre fin »*. Le GIC est lassé par le jeu politique malgache et veut régler le cas de Madagascar au plus vite. Ablassé Ouédraogo a confirmé que le GIC ne reconnaît pas la *« cinquième mouvance »* pro-Roindefo.

**Addis-Abeba : l'inquiétude de la société civile.** Les membres de l'alliance des organisations de la société civile adhérant à la Charte de Maputo ont été consultés par Ablassé Ouedraogo. Lalao Randriamampionona, présidente de la plate-forme, a, une nouvelle fois, fait part de son inquiétude. Aux yeux de la société civile, la réunion du 6 octobre a envenimé la situation et provoqué des troubles au niveau des régions et l'implosion des mouvances. L'alliance prévoit de réunir les représentants des quatre mouvances avant Addis-Abeba. *« Que les politiciens arrêtent de prendre la population en otage et agissent au nom de l'intérêt supérieur de la Nation »*, a lancé de son côté Madeleine Ramaholimihaso du SEFAFI. Elle a réitéré que la société civile ne s'ingère pas dans les affaires politiques et n'a pas à proposer de noms aux postes politiques de la Transition. Elle se cantonne dans son rôle d'observateur de la vie politique mais n'y participe pas.

**« Les arrière-pensées qui motivent la résistance de l'ancien chef d'Etat », titre Le Monde. [...]**  
*« Malgré les dénégations de l'intéressé, l'attitude de Marc Ravalomanana ne semble pas dénuée d'arrière-pensées. "C'est une condition de dernière minute pour faire monter les enchères", juge une source diplomatique occidentale, qui évoque la prochaine distribution des ministères régaliens. Le fondateur du groupe agroalimentaire Tiko chercherait aussi à obtenir des garanties sur la préservation de ses biens. Estimée à plusieurs millions d'euros, sa fortune personnelle pourrait être un atout essentiel s'il partait en quête d'un troisième mandat. Dans cette hypothèse jugée très crédible d'après les observateurs, Marc Ravalomanana aurait tout intérêt à affaiblir son plus dangereux adversaire, Andry Rajoelina, en l'empêchant de garder les manettes du pouvoir. "Il cherche aussi à gagner du temps en misant sur la dégradation de la situation économique pour revenir à Madagascar en sauveur", estime une autre source diplomatique. Dans les rues d'Antananarivo, la colère monte contre "tous ces politiciens qui s'écharpent au lieu de s'occuper de l'intérêt du peuple" ».*

**La HCC a commencé l'examen de la requête de l'ex-Premier ministre.** Il n'y a pas de délai fixé pour que l'institution se prononce. L'équipe de Monja Roindefo a posé 5 questions dont l'une concerne la qualification d'Andry Rajoelina lorsque ce dernier a pris le décret de nomination d'Eugène Mangalaza au poste de Premier ministre. Cette affaire est une nouvelle patate chaude entre les mains de la juridiction constitutionnelle. D'autres affaires brûlantes, relatives au même sujet, ont été remises à la HCC. C'est, entre autres, le cas du dossier du sénateur Rabenorolahy ou encore des ambassadeurs révoqués par la HAT. L'avis de la HCC pourrait de nouveau conditionner l'avenir juridique de la Transition. La juridiction constitutionnelle exerce encore la plénitude de ses fonctions. Le mandat des hauts conseillers

a expiré au mois d'août mais une ordonnance prise par la présidence l'a prorogé jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs.

**La mouvance pro-Roindefo voit le jour.** Elle regroupe 8 formations politiques, dont le Monima. Cette « *cinquième mouvance* » est mise en place pour défendre essentiellement la souveraineté nationale [...] C'est une plate-forme qui est fondée pour rehausser le débat », a déclaré l'un des initiateurs. « *La cinquième mouvance sollicite particulièrement Monja Roindefo pour être son porte-parole partout où cela est nécessaire. Car ses déclarations indiquent qu'il défend les mêmes valeurs que la mouvance* », a lancé un autre animateur. L'ancien Premier ministre a déjà déclaré que, si c'est nécessaire, il est prêt à diriger une mouvance qui sera présente pour défendre les acquis de la lutte populaire.

**Occupation de la Primature par Monja Roindefo.** Déclaration du CEMGAN, le colonel Ndrarianarijaona André : « *Je reste le seul qui puisse donner l'ordre de dégager Monja Roindefo de Mahazoarivo. L'ordre de commandement est unique, il vient uniquement de moi et pour le moment, je n'ai pas encore donné un tel ordre* ».

**30 octobre : Marc Ravalomanana propose de mettre à la tête de la Transition un militaire gradé. Le secrétaire d'Etat français à la Coopération confirme devant le Sénat la désignation d'Andry Rajoelina comme Président de la Transition par la communauté internationale. Les rescapés des « Forces du changement » resserrent les rangs.**

**Interviews de Marc Ravalomanana :** « *Rajoelina n'est pas plus fort que l'armée* ». Dans un entretien à *Les Afriques*, il s'est dit confiant. « *Je suis très optimiste et ce n'est pas moi seulement qui le suis. Tout le monde l'est parce qu'il ya beaucoup de possibilités. Par exemple, mettre à la tête de la Transition un militaire gradé, avec un Premier ministre civil. Rajoelina n'est pas plus fort que l'armée. Il suffit d'avoir la volonté politique. Et je pense que nous l'avons puisque nous avons signé la Charte de la Valeur. Si nous mettons aussi l'intérêt national au dessus et respectons l'Accord de Maputo, nous allons trouver la solution* ». La raison de cet optimisme se trouve dans la situation à Madagascar telle que la juge Ravalomanana. « *Je peux vous dire qu'ils sont coincés. Les partenaires de coopération ne débloquent plus l'argent et les denrées de première nécessité qu'ils ont volées, sont à présent épuisées* ».

Interrogé par *France 24* sur ses relations avec l'armée et s'il avait l'intention de s'appuyer sur celle-ci pour faire basculer la situation, Marc Ravalomanana a répondu qu'il faut éviter une telle solution. L'armée est divisée. Il faut faire attention à ne pas basculer dans la guerre civile, mais remettre l'armée en ordre. Pour l'ancien Président, cette situation de l'armée où des sous-officiers et des commandants font la loi est l'une des illustrations qu'Andry Rajoelina n'est pas capable de diriger un pays. « *Il ne sait pas commander les militaires, ses ministres et même son ancien Premier ministre* ». Aux yeux de Marc Ravalomanana, il n'y a pas d'État à Madagascar actuellement.

« *La France reconnaît Andry Rajoelina* », affirme le site *Madagate*. « *Le secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain Joyandet, a clairement annoncé devant le Sénat que pour la France, Andry Rajoelina est actuellement considéré comme le Président de la Transition, tout comme Eugène Mangalaza en est le Premier ministre de consensus* ». Répondant à une question du député UMP Jean-François Mancel, il a déclaré notamment : « *Je vous confirme que les quatre Présidents, Ravalomanana, Ratsiraka, Zafy et Rajoelina discutent, avancent un certain nombre de choses qui peuvent, d'ores et déjà être constatées. D'abord, il y a maintenant un Président officiel de la Transition. Monsieur Andry Rajoelina a été confirmé par la communauté internationale. Le 6 octobre, à Tananarive, nous y étions, un Premier ministre de consensus a été choisi par les quatre mouvances politiques. Reste, aujourd'hui, à composer le gouvernement de la Transition. J'espère que ce sera le cas*

début novembre à Addis-Abeba. Reste, et vous l'avez suggéré, tout à l'heure, un certain nombre d'incertitudes, de conditions qui doivent être prochainement négociées pour arriver à cet accord politique final. En attendant, que fait la France ? La France qui a beaucoup participé, qui s'est beaucoup investie dans ce dialogue politique pour aller vers le retour constitutionnel. Que fait la France ? Bien sûr, elle demande que des élections soient organisées le plus rapidement possible. Et en attendant, elle a maintenu, c'est vrai, à la demande du Premier ministre François Fillon, l'ensemble de ses programmes de coopération ; toutes ses aides sociales, santé, éducation ; ses aides au développement économique pour ne pas ajouter à la crise politique une crise sociale déjà très douloureusement ressentie à Madagascar ».

**« Forces du changement » : les rescapés tentent de resserrer les rangs.** Elles ne cachent plus l'éclatement dont elles font l'objet. Face à cette nouvelle donne, une grande partie des membres de la coalition tente de se réorganiser autour d'Andry Rajoelina. « Actuellement, le mouvement se divise en trois. Il y a ceux qui ont créé la " Cinquième mouvance ", il y a ceux qui jouent au milieu en insistant sur le maintien du tandem Rajoelina-Monja, et enfin, il y a ceux qui, comme nous, ne connaissent qu'Andry Rajoelina », a déclaré l'un de ses leaders. « Sur les 39 partis et associations au départ, nous sommes encore 29 à montrer notre volonté à soutenir la lutte menée sur la place du 13-Mai et Andry Rajoelina », a-t-il précisé.

**Monja Roindefo occupe toujours la Primature mais le personnel du palais de Mahazoarivo l'abandonne, indique La Vérité.** Le PM déchu aurait fait venir un huissier pour faire constater l'absence du Secrétaire général du Gouvernement.

**« Convoi » militaire douteux : 8 personnes, dont un colonel, convoquées à la gendarmerie,** selon *La Vérité*. Le Président des jeunes Zatovo, Riribe, très connu durant le mouvement populaire de 2002, serait en garde à vue, suite à une plainte déposée par un colonel de l'armée de l'air. Cet ancien détenu de 2002 est accusé d'être à l'origine de l'affaire. D'autres personnes seront également convoquées dans le cadre de l'enquête. Interrogé, l'un des conseillers techniques de Monja Roindefo a qualifié cette opération de « coup politique contre l'entourage du Président du Monima ».

**Mandat d'arrêt contre Ravalomanana : les « légalistes » en alerte,** affirme *Le Courrier*. Un mandat avait été signé par le doyen des juges d'instruction le 21 août, après la signature des Accords de Maputo. Il portait sur la supposée complicité d'assassinat de l'ancien Président pour le massacre du 7 février au palais d'Ambohitsorohitra. Ce mandat d'arrêt serait actuellement diffusé dans les brigades de la gendarmerie des provinces, selon les informations publiées par le TIM sur son site Internet. Les « légalistes » prennent l'affaire au sérieux. Marc Ravalomanana a laissé entendre à ses partisans qu'il pourrait être de retour à Madagascar après le 6 novembre. [C'est la deuxième fois que Marc Ravalomanana fait l'objet d'un mandat d'arrêt. Le premier concernait l'achat de l'avion « Force one II ». Il concernait aussi son ministre des Finances, Haja Nirina Razafinjato].

**31 octobre : La « cinquième mouvance » de Monja Roindefo porte son combat sur le terrain. De « fins stratèges » politiques pensent qu'avec le temps une explosion sociale est à prendre sérieusement en compte.**

**La Primature transférée en attendant le départ de l'ancien Premier ministre de Mahazoarivo.** Le gouvernement a décidé de siéger près du Palais présidentiel d'Ambohitsorohitra. Le fossé entre Andry Rajoelina et Monja Roindefo se creuse. Après le prétoire, le champ de bataille entre les deux camps se trouve désormais porté sur le terrain. Du matériel de la Primature est transféré et le personnel du bureau du Premier ministre

commence à rejoindre son nouveau lieu de travail. La nomination du coordonnateur général des projets auprès de la Primature a été abrogée, de même que celle du directeur administratif et financier du bureau du Premier ministre. Pour l'instant, les protagonistes s'évitent. Les tentatives de réconciliation n'ont pas abouti et les actions sur le terrain tendent vers un face-à-face.

**L'ancien Premier ministre choisit de descendre dans la rue.** Les partisans de Monja Roindefo vont manifester à Toliara, un rassemblement interdit par les autorités. Le 1<sup>er</sup> meeting de la « 5<sup>ème</sup> mouvance » s'apparente à un défi lancé au régime, depuis la terre natale de Monja Roindefo. Ce dernier est attendu pour assister au rendez-vous, tout comme d'autres fondateurs de la «mouvance pour la défense de la démocratie». La mouvance Ravalomanana compte également tenir une manifestation à quelques centaines de mètres de celle de l'ancien Premier ministre, sans autorisation non plus.

Au cours d'une interview, Monja Roindefo a notamment déclaré : « *je suis toujours le Premier ministre de la HAT. Pour moi, c'est l'unique autorité qui existe réellement actuellement* ». Et ce jusqu'à ce qu'un accord formel et solennel ait été pris par les mouvances protagonistes. Il a laissé entendre que son successeur Mangalaza Eugène ne l'a jamais contacté à propos de la passation de service. Roindefo Monja rappelle qu'il n'a jamais été chaud pour les Accords de Maputo : « *c'est le GIC qui fait pression pour instituer une Transition dans l'intérêt de certaines mouvances qui n'ont même pas participé à notre lutte pour le changement. Or, il ne faut pas oublier que le sang a coulé, que des hommes ont péri pour revendiquer ce changement dont la réalisation n'est encore qu'à ses débuts dans cette période de transition. Mais il y a quand même déjà eu des résultats et des acquis qui méritent d'être préservés, comme par exemple la fin de la dictature de l'ex-président Ravalomanana et l'avènement de la démocratie* ».

**Ambroise Ravonison prône le respect de la Charte africaine de la Démocratie.** « *La réunion d'Addis-Abeba doit tenir compte des aspects de la Charte africaine de la Démocratie, relatifs aux élections et à la bonne gouvernance* », a déclaré le chef de file de la mouvance « légaliste ». L'application de cette Charte ne doit pas légitimer ou introniser « *un faiseur de putsch à la tête du gouvernement de Transition qui se doit d'être neutre, consensuel et inclusif, et ceci en renforçant la prise en compte de la Charte et des Accords politiques de Maputo* ». D'après lui, « *certains consultants du GIC font du forcing et de l'ingérence dans les affaires nationales avec des déclarations intempestives. M. Ouedraogo devrait avoir un peu de retenue car il s'agit de l'intérêt supérieur de la Nation et du peuple malgaches. Il doit se contenir tout simplement à son rôle de facilitateur* », a-t-il indiqué. Les chefs de mouvance « *font la girouette. Les négociations ne sont pas un jeu d'enfants et ils doivent arrêter de manipuler le peuple à tout moment* ».

**Le CCOC donne ses recommandations aux mouvances.** Les dirigeants du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC) ont demandé des concessions et des sacrifices aux représentants des quatre mouvances politiques, à quelques jours du Sommet d'Addis-Abeba du 3 au 5 novembre.

**Pourquoi ces tergiversations dans la résolution de la crise ?** Pour le quotidien *Les Nouvelles*, « *les tergiversations dans la résolution de cette crise nous laissent penser que, quelque part, on s'adonne à cœur joie à une manœuvre dilatoire. Les semaines et les mois qui passent avant la tenue de la prochaine présidentielle arrangent les prétendants au titre qui courent après des moyens financiers en l'occurrence, car nul ne l'ignore, on ne décide pas au pied levé de participer à une élection de cette envergure au risque d'y laisser des plumes. Mais, vue sous un autre angle, la mélasse qui va s'aggravant et dans laquelle se débattent les Malgaches, sert la cause de fins stratégies politiques qui pensent qu'avec le temps une explosion sociale est à prendre sérieusement en compte. Cela étant, il est difficile de « gober » les arguments ressassés comme une litanie, du genre « pour l'intérêt supérieur de*

*la Nation » ou « pour la Patrie » alors que la Nation ou la Patrie s'achemine à grands pas vers l'enfer ».*

## **DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE**

---

**La HAT signe le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux DESC.** Ce texte a été ouvert à la signature lors de la Cérémonie des Traités de 2009 à laquelle participait le chef de la Transition, lors de son séjour à New York. 29 signatures ont été enregistrées durant cette cérémonie 2009.

**AG de l'ONU : extrait du compte rendu de la 3<sup>ème</sup> commission concernant l'Examen périodique universel :** *« L'expérience montre que les gouvernements ne font pas participer les parlementaires. Or, les rapports devraient être débattus devant les parlements avant d'être finalisés. Les parlementaires devraient aussi être inclus dans les délégations qui présentent le rapport au Conseil des droits de l'homme. En outre, les parlementaires peuvent être les gardiens des droits de l'homme à l'unique condition qu'ils bénéficient eux-mêmes de ces droits. Or l'UIP a relevé des cas de violations des droits de l'homme de parlementaires, qui incluent des meurtres, des disparitions forcées, des persécutions politiques, des détentions arbitraires. Certaines de ces violations ont eu lieu durant des coups d'État, a-t-elle dit, citant notamment le coup d'État à Madagascar cette année, au cours duquel le Parlement a été suspendu et certains membres arrêtés et détenus. Les violations les plus communes des droits de l'homme des parlementaires sont celles qui bafouent la liberté d'expression. Dans plusieurs pays, les parlementaires perdent leur mandat s'ils ne votent pas en masse avec leur parti ».*

**Mouvement syndical. Vers la création d'une confédération régionale océan Indien.** Des syndicats des pays de la région se sont réunis à Antananarivo pour débattre des impacts de la crise mondiale sur l'emploi et mettre en place le bureau d'une confédération syndicale régionale. Ils ont en perspective l'harmonisation des conditions des travailleurs de la région, en tenant compte évidemment des spécificités économiques de chaque Etat. Une nouvelle loi sur le travail à Maurice remet en cause des avancées sociales. La confédération régionale peut éviter que les mauvaises expériences de certains pays ne se généralisent.

**Journée mondiale du travail décent : seuls 16% des salariés dans le formel, soit 500.000 travailleurs sur 8 millions d'actifs.** Une situation jugée catastrophique par les organisations syndicale de l'océan Indien. Selon l'OIT, un travail décent respecte les droits humains et permet au travailleur et à sa famille d'avoir une vie digne de ce nom. Un travail est décent quand il fournit un revenu moyen et assure une protection sociale au travailleur.

**Un projet de loi en gestation pour la protection des jeunes domestiques.** Laurette Randrianantenaina, directrice de la réforme législative au ministère de la Justice annonce le dépôt d'un projet de loi visant à réprimer ceux qui utilisent les enfants dans les activités ménagères, les mines et carrières ou bien encore les livrent au commerce sexuel. *«Les travaux de rédaction sont terminés au niveau de la commission. Le document sera remis aux ministères concernés avant d'être validé en conseil des ministres »*, ajoute la responsable.

**Employées de maison malgaches décédées au Liban : le consul de Madagascar relativise l'affaire.** L'homme d'affaires libanais affirme qu'il existe à ce jour environ 6.000 contrats signés concernant des travailleuses Malgaches. Les virements effectués à partir du Liban vers Madagascar s'élèveraient chaque année à 9 millions de dollars. S'agissant des décès survenus récemment, il déclare : *« en comparaison avec les travailleurs libanais et le reste du monde, chose facile à comparer, ce n'est pas aussi catastrophique qu'on essaye de le présenter »*. Et d'ajouter : *« Si*

*L'opinion publique malgache refuse l'effort des jeunes Malgaches qui arrivent au Liban en échange des grandes sommes d'argent envoyés à leurs familles, il faut me le faire savoir* ». Les femmes de ménage Malgaches au Liban travaillent pour un salaire de 150 dollars par mois.

**Mineurs incarcérés à Antanimora : l'école des mineurs (EMM) vise son officialisation** pour pouvoir bénéficier des aides de l'État. Cet établissement, créé il y a 14 ans, est géré par une association privée dénommée Bethléem qui dispose de 4 enseignants fournis par le ministère de l'Éducation nationale, dans le cadre du partenariat public-privé. Mais ces instituteurs chargés des détenus jusqu'à la classe de septième n'arrivent pas à couvrir les besoins. Des démarches sont en cours pour faire reconnaître l'établissement.

**Seuls 48% des parents obtiennent des soins de santé lorsque leur enfant est malade.** Les services publics sont affaiblis par la crise politique et l'impact des catastrophes naturelles. La Semaine de la santé de la mère et de l'enfant devrait permettre d'atteindre 4 millions de mamans et de jeunes Malgaches de moins de 5 ans. Plus de 80.000 enfants meurent chaque année de maladies qui auraient pu être prévenues, avant d'atteindre leur cinquième anniversaire. A Antananarivo, la moitié des enfants de moins de 5 ans accusent un retard de croissance. « *Nous sommes sérieusement préoccupés par l'état actuel du secteur de la santé et la capacité du pays à traiter et à prévenir les maladies, particulièrement pour les enfants les plus vulnérables* », a déclaré Bruno Maes, représentant de l'Unicef. Du fait de la crise, la réduction du budget destiné au secteur de la santé est estimée à environ 20 ou 30 % du budget initialement prévu pour l'année. Ces déficits financiers ainsi que les incertitudes politiques menacent la continuité et la qualité des services, la disponibilité des médicaments et affectent le moral du personnel de santé. « *Nous devons trouver les voies pour sauvegarder les services sociaux de base* », poursuit Bruno Maes. « *Toutes les parties prenantes, aux niveaux national et international, doivent déployer tous les efforts possibles pour atténuer l'impact de la crise sur les populations les plus vulnérables, parmi lesquelles les enfants* ». En plus de l'impasse politique, la sécheresse prolongée a mis le sud du pays en danger. Avec l'insuffisance des pluies qui s'étend sur 45 communes, on estime que près de 250.000 enfants de moins de 5 ans sont menacés par l'insécurité alimentaire et la maladie. Une détérioration du secteur de la santé pourrait frapper de plein fouet ces enfants déjà affaiblis par la malnutrition.

**Le Vondrona Miralenta ho amin'ny Fampanandrosoana (VMLF ou Front pour l'égalité de genre et le développement) pour la nomination des femmes aux postes de responsabilité.** Il invite chacune des mouvances politiques à nommer des femmes issues de ses rangs aux postes de responsabilité qui lui sont dévolus, selon les Accords de Maputo. Ce mouvement pour la promotion du genre suggère également aux 4 entités de proposer des femmes pour diriger l'institution qui revient à chaque mouvance. L'objectif étant de parvenir à une représentation des femmes à hauteur de 30% minimum dans toutes les institutions de la Transition. L'association s'efforce d'élaborer de nouvelles pratiques politiques basées notamment sur la réalisation de l'OMD n°3 relatif à l'égalité entre les sexes et l'autonomie des femmes.

**Journée mondiale du refus de la misère :** 20.000 tonnes de riz et 15 zébus ont été distribués pour les 6 arrondissements de la capitale par le ministère de la Population dans le cadre de cette Journée Internationale. Cette initiative de la ministre Nadine Ramaroson de la Population a été critiquée par des membres de la HAT qui y voient la persistance de pratiques d'assistance qui encouragent la dépendance alimentaire.

**Les familles des victimes de la fusillade du 7 février manifestent.** Une exposition des photos des victimes et une projection sur écran géant du déroulement de cette tragédie est au

programme, ainsi qu'une distribution de kits scolaires aux enfants. Une réunion qui verra la participation de plusieurs membres du gouvernement, dont la ministre de la Population, Nadine Ramaroson, de membres de la HAT, ainsi que des leaders de partis regroupés au sein des « *Forces du changement* ». Midi affirme qu'une trentaine de personnes restent introuvables depuis ce samedi rouge. Le président national de l'AV7, Etienne Andriamahefarisoa, indique que son association a pour objectif de démontrer à la communauté internationale l'existence réelle de victimes et d'exprimer le point de vue de ses membres sur la situation politique.

**Extrait de rapport de l'UA en date du 02/10 concernant Madagascar :** « *Plusieurs civils innocents ont été tués et/ou sérieusement blessés dans le sillage de la rébellion qui a renversé le gouvernement élu de Madagascar au cours de la première moitié de 2009. Les atrocités commises contre la population sont graves et doivent faire l'objet d'une enquête. Tous ceux qui ont commis des actes de violence à l'égard de la population doivent répondre de leurs actes. La vérité doit être établie et des mesures punitives doivent être prises pour décourager les autres qui chercheront à se rendre justice à l'avenir* ». [Source : Septième session de la Commission du Travail et des Affaires sociales de l'UA - Rapport des activités de la Confédération Internationale des Syndicats (CSI-Afrique), session du 28/09 au 02/10]

**Selon Mgr Odon Razanakolona :** « *la réconciliation peut passer par l'impunité dans les pays déchirés par des guerres* ». Cette déclaration a été faite à l'occasion du synode pour l'Afrique. « *A des problèmes politiques, il faut des solutions politiques, et parfois ces solutions politiques ne correspondent pas toujours aux notions de droit, parce que, si on veut faire la paix, à certains moments, il faut faire les frais de certaines choses. [...] Mais si on veut vraiment discuter de la paix avec des gens, faisons la paix avec ces responsables pour que petit à petit ils reconnaissent aussi leurs torts* », a-t-il ajouté.

**Indice de Développement Humain : Madagascar au 145<sup>ème</sup> rang sur 182, en léger recul sur l'année précédente.** La Grande Ile se trouve parmi les pays où l'IDH est qualifié de « *moyen* ». Le classement se réfère à l'année 2007. Le pays se situe devant le Bangladesh et derrière le Népal. Cette 145<sup>ème</sup> place signifie un léger recul par rapport au classement de l'année précédente où le pays se situait en 143<sup>ème</sup> position.

**Le centre Akamasoa fondé par père Pedro Opeka a célébré son 20<sup>ème</sup> anniversaire.** Pour l'occasion, le pouvoir de Transition, représenté par Andry Rajoelina, a octroyé au centre un titre foncier pour ses 5 hectares de terrain. 28.000 personnes sont accueillies au centre. Dans le cadre du sondage effectué à Antananarivo par l'agence Capsule, à la question « *Pensez-vous que le Père Pedro mérite le prix Nobel de la Paix ?* », 91% des personnes ont répondu par l'affirmative.

**Les représentants religieux des îles de l'océan Indien s'unissent pour la paix.** *L'Express de Maurice* rapporte qu'ils ont signé une charte lors de la clôture d'un symposium interreligieux organisé par le Conseil des Religions, en partenariat avec le Conseil Africain des Leaders Religieux. « *Nous nous engageons à développer et à structurer un réseau interreligieux des îles pour la paix. Ses objectifs sont la culture de la paix et le mieux vivre ensemble, l'éducation et la revalorisation des valeurs humaines. Ainsi que le développement social, incluant la lutte contre la misère*», peut-on lire dans la charte. Selon les organisateurs, cette coopération est « *cruciale pour s'opposer à l'emploi de la religion pour des motifs de violence* ».

**Liberté de la presse : dans le classement annuel de RSF, Madagascar perd 40 places.** Le pays se place désormais au 143<sup>ème</sup> rang sur 164 classés. Le rapport indique : « *Les médias ont*

été pris au piège de l'affrontement entre le président déchu Marc Ravalomanana et le président de la HAT, Andry Rajoelina. Censures, saccages et désinformation ont été à l'origine de la dégringolade de l'île, où un jeune journaliste a été tué alors qu'il couvrait une manifestation populaire ». Le palmarès porte sur la période allant du 01/09/08 au 31/08/09.

**Le ministère de la Communication appelle au respect de l'éthique dans les médias.** «Respecter le Fihavanana et les valeurs culturelles malgaches dans les manifestations d'opinion ou d'expression», tel est le souhait du ministère transmis aux rédactions. Il lance un appel à la «sérénité démocratique», soulignant que la liberté d'opinion et d'expression reste soumise à des règles d'éthique de la part de leurs auteurs.

**Recrutement de 100 contrôleurs des Impôts : la DGI et le Bianco pour un concours sans corruption.** Une convention a été signée entre les deux parties pour concrétiser ce partenariat. L'intervention du Bianco consistera à garantir la légalité du concours et la sécurisation du sujet. Il assurera également l'anonymat du sujet et des copies, tout ceci grâce à l'informatisation des procédures.

**Trafic d'or et devises : des pilotes, hôtesses et personnels au sol complices.** Un réseau de trafiquants vient d'être démantelé par le SAMIFIN (Service de renseignement financier qui lutte contre le blanchiment de capitaux). Il achète des devises au marché noir et collecte de grandes quantités d'or sur le marché informel, puis le transforme en lingots en vue d'un transfert à l'étranger. Des équipages et membres des compagnies aériennes opérant à l'aéroport d'Ivato, ainsi que des personnels au sol, sont complices, avec le concours de douaniers et de policiers de la PAF. Des personnalités commanditaires seraient impliquées, et ce depuis plusieurs années. Le trafic part de Madagascar jusqu'à Dubaï via la France, le Kenya, Bangkok ou l'Afrique du Sud. En rentrant au pays, les trafiquants choisissent le plus court chemin, via Maurice, tout en introduisant des marchandises telles que machines et appareils électroménagers, pièces détachées et produits de quincaillerie. Le SAMIFIN a réuni les compagnies aériennes, la Douane, les responsables des Eaux et Forêts, les forces de l'ordre et le CIS pour une sensibilisation et un avertissement avant l'application de la loi. Les autorités aéroportuaires admettent l'existence de ce trafic mais déclarent manquer de moyens pour y faire face. Air Madagascar, dans un communiqué, précise que le DG du SAMIFIN n'a en aucun cas précisé que c'est le personnel navigant d'Air Madagascar qui se livre au blanchiment d'argent.

**Des informations circulent sur des versements de sommes importantes dans les comptes bancaires de certaines hautes personnalités de la sphère politique.** L'information rapportée par *L'Express* agite les médias depuis plusieurs semaines. Le statut du SAMIFIN ne lui permet pas de procéder à une auto-saisine, tant que les institutions bancaires ne déposent pas de déclaration officielle de soupçon. Cette entité a organisé récemment une séance de formation et de sensibilisation des responsables bancaires pour rappeler leur rôle dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le détournement de deniers publics.

**Gouvernance en Afrique : Madagascar classé en 2007/2008 13<sup>ème</sup> des 53 pays africains.** L'Indice Ibrahim 2009 de la gouvernance en Afrique indique que la moitié des 10 premiers pays africains se situent en Afrique australe. L'Indice Ibrahim constitue la principale évaluation de la gouvernance en Afrique. Il évalue la fourniture de biens et services publics à leurs concitoyens par les gouvernements et acteurs non gouvernementaux, à partir de 84 indicateurs regroupés en 4 catégories : sécurité et protection, participation et droits, opportunités économiques durables, et développement humain. Les 53 pays sont classés selon la somme des résultats obtenus dans chaque catégorie. Madagascar occupait le 6<sup>ème</sup>

rang au sein de la région Afrique australe, juste au-dessus de la moyenne régionale de 58,1, laquelle était supérieure à la moyenne continentale (51,2). Au niveau des catégories, Madagascar était au-dessus de la moyenne continentale pour les catégories de la sécurité et du respect des lois, de la participation et des droits de l'homme, ainsi que de l'opportunité économique durable. Toutefois, Madagascar était juste en dessous de la moyenne pour le développement humain. Maurice arrive en tête de l'Indice avec 82,8 points et en tête de chacune des quatre catégories principales. Le Cap-Vert est second (78,0) et les Seychelles, troisième (77,1). Le Botswana 4<sup>ème</sup> et l'Afrique du Sud 5<sup>ème</sup> (69,4). La Somalie arrive en dernier, avec un total de 15,2. L'Afrique australe est la région la plus performante du continent, avec un total de 58,1, suivie de près par l'Afrique du Nord. L'Afrique de l'Ouest est troisième devant l'Afrique de l'Est. L'Afrique centrale est en queue de classement.

**Le Club Ethique et Développement s'interroge sur la prolifération des 4 x 4 :** lors d'une réunion du Club avec le Réseau des jeunes travailleurs, ces derniers ont posé la question de l'invasion de nouveaux 4X4 à Madagascar malgré la crise. Aucune réponse n'a pu être apportée sur leur provenance et leur financement...

---

## ACTUALITE ECONOMIQUE

---

### Impacts économiques de la crise politique

**Commerce extérieur : les exportateurs perdent leurs clients.** La suspension d'octroi de préfinancement aux importateurs des produits malgaches auprès des banques à l'étranger en est la principale raison. La crainte qu'une rupture d'approvisionnement ne survienne a entraîné la perte de confiance du système financier dans les exportations malgaches. La dégradation de la qualité des produits ternirait également l'image du pays à l'extérieur. L'intervention d'intermédiaires opportunistes nuirait aux relations entre exportateurs et producteurs. Une baisse de volume d'exportations est ainsi prévisible. Selon les estimations, seulement 50% des réalisations de 2008 seront atteintes cette année.

**Dysfonctionnements de la distribution des PPN. La crise favorise les circuits informels.** Les industriels locaux reprochent aux grossistes de boudier les produits fabriqués localement et préfèrent distribuer des produits importés analogues. Ils accusent les importateurs de faire entrer dans le pays des produits qui nuisent à la santé de la population : produits périmés ou ne répondant pas aux normes exigées. Et ces mêmes importateurs sont accusés par les grossistes de s'adresser directement aux détaillants sans passer par eux. Le grand danger est la montée en puissance des importateurs et des grossistes informels qui désorganisent les circuits de distribution et favorisent l'évasion fiscale.

**Les zones franches sur la liste rouge.** Les banques ne font plus confiance en la plupart des entreprises franches. Beaucoup d'employés du secteur ne sont plus éligibles aux crédits, notamment aux avances sur salaire.

**Les réserves en devises du pays dans une situation très délicate.** Le ministre de l'Économie de la HAT, Fienena Richard, a reconnu que les sources de devises se sont amenuisées au fil des mois alors que le pays ne peut se passer des importations. Le déséquilibre de la balance des paiements s'accroît dangereusement. En plus des besoins mensuels d'importation de produits pétroliers (20 millions de dollars), il faut, en prévision de la période des pluies, quelque 25 millions de dollars pour la Jirama. Il admet que les exportations ont chuté et que les rentrées de devises se font rares. Le précédent ministre des Finances de la HAT, Benja

Razafimahaleo, n'avait pas été aussi alarmiste, remarque *Tribune*. Le nouveau ministre est entouré de quelques experts du CREM, cellule de réflexion sur l'économie souveraine et l'indépendance via la création monétaire, idéologie prônée par le regroupement pour la défense de la souveraineté (Monima, Otrikafo, AKFM, Farimbona...)

**Renflouement des caisses de l'Etat : les bons du Trésor par adjudication boudés**, affirme le quotidien *Les Nouvelles*. Pour faire face aux dépenses de fonctionnement de l'Etat, le Trésor public a renforcé son recours à ce moyen de refinancement. Mais apparemment, les détenteurs de capitaux (banques...) semblent boudier les BTA. Les soumissions ont enregistré une baisse sensible. Les taux proposés seraient jugés insuffisamment attractifs et les banques ne se trouvent plus en situation de surliquidité.

**Changes : l'Ariary ne se redresse toujours pas**. Il a franchi la barre des 3000 Ar pour 1 euro le 15/10 et s'est dépréciée de 20% depuis juin 2009 et de près de 40% depuis le début de l'année. Jusqu'où ira la dépréciation de l'Ariary ? Cette question continue à trotter dans la tête des opérateurs et de tous les Malgaches, malgré l'assurance des responsables. L'enjeu est de taille car la santé de l'Ariary est déterminante pour le quotidien de la population. C'est le facteur déterminant qui pourrait déclencher une cascade de hausse de prix de tous les produits de première nécessité aussi bien importés que fabriqués localement.

**Journée mondiale de lutte contre la pauvreté : la crise socio-économique provoque la désertion de l'école**. La pauvreté demeure une réalité dans les milieux ruraux. Elle a empiré depuis le début de la crise, avec des impacts lourds sur les ménages, obligés d'envoyer leurs enfants gagner de l'argent dans les milieux urbains. De plus en plus de jeunes sont envoyés en ville pour travailler comme domestiques. D'autres quittent l'école pour fonder une famille. Le PNUD avance le chiffre de 17% d'absentéisme dans les écoles publiques (contre 8% auparavant), en dépit du fait que ces établissements ont connu à cette rentrée une forte croissance de leurs effectifs, les familles ne pouvant plus payer la scolarité dans les écoles privées. Le manque d'enseignants et d'infrastructures se fait donc plus cruellement sentir.

**228.000 emplois perdus à ce jour, selon le représentant du BIT**. Cette évaluation résulte d'une enquête réalisée par les organismes onusiens sur les impacts socio-économiques de la crise. Un chiffre qui risque d'augmenter jusqu'à 300.000 si la suspension de l'AGOA est effective. Selon le Club Développement Ethique, ces pertes d'emplois ont été favorisées par la déclaration de chômage technique de 514 entreprises au mois d'octobre 2009, contre 210 en octobre 2008 et 47 en octobre 2007. Le secteur tertiaire a été fortement touché avec une perte d'emplois de 78% contre 21% pour le secteur secondaire. « *L'impact social de la crise est aussi très sévère avec une diminution des revenus dans les ménages* », souligne le Club. Une situation qui a engendré des impacts graves sur l'éducation et la santé.

**L'instabilité politique se répercute de manière négative sur la venue des investisseurs étrangers**. L'EDBM dresse un bilan décourageant. L'instabilité et l'insécurité ont été les premiers facteurs de blocage des opérateurs étrangers. La plupart d'entre eux en sont restés aux demandes d'informations, au mieux aux intentions. Aucun gros investissement étranger n'a été enregistré depuis le début de la crise. La promesse la plus importante a été celle faite par des hommes d'affaires saoudiens, non concrétisée à ce jour.

## **Relations avec les bailleurs de fonds**

**Un espoir sur le retour des aides américaines**. L'ambassadeur américain, Niels Marquardt a délivré un message porteur d'espoir pour le peuple malgache. « *Vu l'évolution positive de la*

*situation politique, nous espérons pouvoir reprendre la série de programmes que les États-Unis ont pris l'habitude d'entreprendre ici, depuis des années », a-t-il lancé. La reprise de toutes ces activités reste pourtant conditionnée par le respect de l'Accord de Maputo, reposant sur la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale. L'action la plus rapide et conséquente devrait conduire les Américains à reprendre leur appui à la démocratie et la bonne gouvernance, dont l'organisation des élections. L'ambassadeur a insisté sur le fait que les programmes humanitaires se poursuivent et viennent d'être renforcés.*

**Le projet Millenium Challenge Account (MCA) définitivement abandonné.** Une éventuelle reprise du projet semble désormais impossible, quelle que soit l'issue des négociations politiques. Le projet a commencé à liquider aux enchères son matériel de travail, notamment les luxueux 4x4 Touareg qui avaient provoqué des polémiques. Le projet a été financé par les Etats-Unis à hauteur de 110 millions de dollars. Il portait sur des réformes dans le secteur foncier, les finances et l'agroalimentaire. Après l'arrivée au pouvoir de la HAT, le gouvernement américain a décidé de suspendre, puis d'arrêter définitivement le projet en juin. Des réformes soutenues par le projet arrivent toutefois à survivre pour l'instant.

**Les entreprises franches de plus en plus inquiètes à l'approche de l'échéance de l'AGOA.** La fin de l'année marquera une étape importante pour les quelque 100.000 employés dans le secteur textile travaillant pour les entreprises répondant à des commandes en provenance des Etats-Unis : c'est en effet le terme fixé par le gouvernement américain pour décider la poursuite de la participation du secteur à l'AGOA. Le retour à l'ordre constitutionnel constitue l'un des critères pris en compte par les Etats-Unis pour qu'un pays accède à son marché. Les entreprises franches attendent avec impatience une mission japonaise de l'Institut Developping Economy qui pourrait présenter une alternative à l'AGOA et réorienter la production vers le marché japonais.

Les membres du « *Comité des travailleurs pour la défense du maintien de l'AGOA* » (KMM) ont interpellé une nouvelle fois les représentants des 4 mouvances. Des rencontres avec des autorités américaines ont eu lieu le 19 octobre mais aucune garantie n'a pu être donnée, faute de reconnaissance du régime transitoire. Ils tiennent pour responsables de la situation actuelle et des éventuelles sanctions à l'encontre de la Grande Ile les hommes politiques et les hauts responsables du pays, qui devront répondre de leurs actes, selon le KMM. Les employés des zones franches concernées veulent exprimer ouvertement leur mécontentement à travers des manifestations que le KMM tente de canaliser en privilégiant les actions de lobbying. Les commandes de ces entreprises pour le 4e trimestre auraient déjà connu une baisse de plus de 30%.

**UE: le 10<sup>ème</sup> FED révisé à la baisse.** Parmi les raisons de cette pénalisation figure l'inexistence d'une revue annuelle des projets financés par ce don non remboursable et qui devait avoir lieu au mois de juillet. Cette revue devait établir la performance du pays en matière, entre autres, de taux d'engagement. La détérioration de la bonne gouvernance ainsi que le non respect de l'ordre constitutionnel justifieraient également cette remise en cause qui pourrait atteindre au moins 50% de l'enveloppe initialement prévue de 577 millions d'euros. En feront les frais des projets d'infrastructures comme les routes ainsi que des projets d'appui à la bonne gouvernance et à la société civile. La réhabilitation de l'axe reliant Ihosy et Tolagnaro fait partie des projets victimes de cette mesure qui n'est pas une sanction, mais une sorte de pénalisation par rapport à la baisse de performance du pays eu égard, notamment à la bonne gouvernance et au respect des droits de l'homme. Mais Madagascar attend également une autre échéance importante qui est l'expiration de la période du

dialogue politique le 4 novembre. Une éventuelle sanction à l'encontre de Madagascar pourrait être décidée à l'issue de cette échéance.

**Droit d'ingérence de la communauté internationale.** Pour Raphaël Jakoba, Manager général de Madagascar Conseil International (MCI), « *Avec un taux d'épargne intérieur de 10% du PIB et des apports de plus de 70% des bailleurs de fonds pour le fonctionnement des administrations, Madagascar se doit de se plier aux exigences de la mondialisation* ». Pour ce chef d'entreprise, l'international est politiquement incontournable, la situation actuelle démontrant bien que sans les médiateurs internationaux il sera difficile pour les politiciens des différentes mouvances de trouver un terrain d'entente. Economiquement ensuite et surtout, Madagascar ne pourra jamais se passer de la coopération internationale. A moins évidemment que les autorités de fait ne veuillent endosser la responsabilité de pertes d'emplois qui résulteraient d'une éventuelle suspension de l'AGOA ou encore de la famine qui survendrait sans l'aide des bailleurs de fonds. L'Etat se retrouverait avec des caisses vides et ne pourrait même plus payer les salaires des fonctionnaires. Comme l'indique le ministère des Finances, le budget 2010 mise sur des apports de 1.000 milliards Ar de financements de projets et d'aides budgétaires. Des financements qui ne proviennent évidemment pas des poches des farouches partisans de l'isolement, notamment des politiciens. Mais de la communauté internationale qui justifie ainsi son droit d'ingérence.

#### **Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, environnement, ressources naturelles**

**Lois et textes sur le foncier en ligne.** La Solidarité des Intervenants sur le Foncier (SIF) renforce ses activités pour la promotion de l'accès de la population à la propriété foncière. Dans cette perspective, cette plate-forme de la société civile a créé un site ([www.sif-mada.com](http://www.sif-mada.com)). Son président déclare : « *à travers ce site, nous allons, entre autres, vulgariser davantage les lois et textes en vigueur sur le foncier. [...] Les litiges et les problèmes fonciers qui ne cessent de gagner du terrain sont les résultats conjugués de la méconnaissance de la législation foncière par la communauté, ainsi que de l'insuffisance de sa vulgarisation de la part de l'administration* ». Moins de 15 % des domaines jouissent de titres fonciers. « *Cette situation a toutefois évolué positivement ces derniers temps, avec la réforme foncière et la mise en place du guichet unique* », précise Mamy Rajohanasa.

« *Madagascar ne doit pas vendre son eau douce* » déclare à *Courrier International* la présidente du parti vert Hasin'i Madagasikara. L'environnement a quitté la sphère scientifique pour devenir une question politique et sociale majeure. Tel est le constat qui a mené à la création en juin 2009 du parti vert Hasin'i Madagasikara. L'objectif est de créer une voie politique de développement durable de la Grande Ile. Saraha Georget Rabeharisoa indique que son programme s'articule autour de 3 fondamentaux : la terre, l'eau et l'environnement. L'interview revient sur la course aux terres arables engagée par des Etats ou des sociétés étrangères, et notamment sur l'affaire Daewoo.

**Les saoudiens abandonnent l'eau de Manakara et se réorientent sur le Nord.** Les opérateurs saoudiens qui voulaient investir dans l'importation d'eau à partir de Madagascar ont changé de cap. Ils comptent prospecter l'eau dans le Nord. Selon Nirhy Lanto Andriamahazo, la fréquence des cyclones à Manakara les a découragés.

« *Pour la défense des paysans et des terres malgaches, le contrat d'agribusiness de Varun doit être annulé* ». Telle est la revendication du Collectif Tany, qui a adressé un courrier aux autorités malgaches. Il exprime sa vive préoccupation concernant les projets d'agribusiness du géant indien de l'acier qui ne cesse d'étendre ses activités à Madagascar. Le contrat

agricole signé avec la région Sofia en janvier 2009 est fortement défavorable aux paysans malgaches. Suspendu depuis plusieurs mois par le pouvoir, il doit, selon Tany, être annulé d'urgence. La presse malgache a rapporté le projet d'agribusiness de la firme en mars 2008, la compagnie prévoyait d'investir dans le pétrole, dans l'informatique et dans les chemins de fer. En septembre 2008, Varun a acquis deux permis d'exploration d'uranium dans la région d'Amoron'i Mania et dans le Menabe. En septembre 2009, la société Varun Energy Corp. est créée, en partenariat avec les autorités malgaches, pour gérer les permis miniers dans l'uranium. L'acquisition d'un bloc de prospection pétrolière d'une superficie de plus de 5.000 km<sup>2</sup> au sud de Mahajanga et des permis de prospection d'uranium sur une superficie de plus de 6.000 km<sup>2</sup> est confirmée et la signature d'une autorisation de prospection de gaz au large de l'île Sainte-Marie sur une zone de 13.200 km<sup>2</sup> est annoncée. La firme indienne multiplie les filiales spécialisées : Madagascar Energy Corp (pétrole), Varun Petroleum Madagascar, Varun Energy Corp (uranium), Varun Agriculture (éthanol). [cf communiqué complet sur le blog justmad]

**Appel à l'annulation de l'arrêté ministériel sur l'exportation de bois précieux.** L'ampleur qu'a pris ces derniers temps le trafic de bois précieux inquiète les organisations internationales œuvrant pour la préservation de l'environnement et de la biodiversité. WWF, Conservation International et Wildlife Conservation Society, en particulier, réagissent contre les nouvelles mesures récemment adoptées pour gérer la situation. Dans un communiqué conjoint, ces organisations appellent le gouvernement à « *annuler dans les meilleurs délais l'arrêté ministériel du 21 septembre portant agrément d'exportation, à titre exceptionnel, des bois précieux à l'état brut ou semi-travaillés. [...] Cet arrêté va à l'encontre des efforts déployés pour instaurer une bonne gouvernance environnementale et un système transparent de commercialisation du bois à tous les niveaux de la filière. [...] L'arrêté ne fera qu'ouvrir la voie à de nouveaux pillages des ressources naturelles si précieuses de Madagascar. Il rend légale la vente de bois illicitement coupés et collectés, facilite des détournements de fonds potentiels au nom de la protection de l'environnement et constitue une incitation légale à la corruption dans le secteur forestier. Nous sommes fortement préoccupés par les mesures proposées qui ne profiteront qu'à un petit groupe de personnes, tout en contribuant davantage à la pauvreté et l'impuissance des populations vivant de ces ressources naturelles* ».

**Affaire bois de rose : les premières têtes sont tombées.** Des responsables au niveau de l'administration forestière, dont le Directeur régional de la Forêt de Vohémar, ont été sanctionnés et suspendus. « *Ces mesures vont être étendues au niveau des autres ministères, dont celui de mon département, si des agents ou des responsables sont impliqués dans une quelconque malversation* », a tenu à assurer le ministre des Finances et du Budget. Le cargo Léa, parti de Vohémar le 7 octobre, à bord duquel ont été chargés 101 conteneurs remplis de bois de rose, a été détourné vers le Port de Toamasina pour que l'administration puisse procéder au contrôle des marchandises. Ce qui a été fait et qui a porté ses fruits. D'après le ministre, sur les 91 conteneurs effectivement remplis de bois de rose, 27 seulement étaient en règle vis-à-vis des obligations de l'exportateur et le reste de la cargaison était en infraction. Il y avait même des conteneurs chargés de vanille ou de café. Le cargo a dû quitter Toamasina sans sa cargaison. « *Les conteneurs de bois de rose sont bloqués au Grand Port en attendant que la lumière soit faite sur cette affaire* », a annoncé un responsable du dossier.

Chaque opérateur devrait s'acquitter d'une amende de 72 millions Ar par conteneur embarqué. Sur ce montant, 2 millions Ar sont destinés au programme « *Action de lutte contre la dégradation des forêts* ». Les stocks de bois de rose dans la région Sava sont encore très importants. Toutes les mesures auraient été prises au niveau des communautés concernées pour qu'il n'y ait plus de coupe de bois. Les organismes internationaux travaillant dans le

domaine de l'environnement sont impliqués dans les actions visant à préserver les ressources forestières du Nord de l'île.

Pour *L'Express*, un mois après sa création, le travail de la Task force, chargée d'assainir le trafic de bois précieux dans le Nord et le parc Masoala porte déjà ses fruits. Près d'un millier de rondins de bois précieux ont été saisis dans la région Sava. Ils sont placés sous étroite surveillance des militaires en attendant que l'État décide de ce qu'il va en faire.

Pour le ministre de l'Environnement et des forêts, qui est à la tête de cette structure qui regroupe 7 ministères, il faut penser à la pérennisation de cet effort. Il lance un appel à tous les citoyens, les partenaires techniques et financiers de se donner la main pour contribuer à renforcer le peu de moyens mis à leur disposition.

De « *nouveaux riches* » de la région Sava sont les symptômes les plus visibles de ces trafics. Certaines sources laissent entendre que c'est près de 11.000 tonnes qui ont été exportées depuis le début de l'année, et que le prix final d'un conteneur à Hong Kong dépasse les 200.000 dollars.

Le ministère de l'Environnement et des Forêts se déclare prêt à collaborer avec l'Alliance Voahary Gasy, la plate-forme des organisations de la société civile, en vue de lutter contre les trafics de bois précieux dans l'île. « *Nous lui avons déjà proposé l'arrêt de l'exportation des bois précieux tout en suggérant des stratégies de gestion durable des ressources forestières* », a déclaré Ndranto Razakamanarina, le président de l'Alliance Voahary Gasy.

**Plusieurs tonnes de bois de rose et de palissandre ont été découvertes dans la capitale.** Le Task Force s'efforce de remonter le réseau. Plusieurs caches ont été identifiées en divers points de la capitale. Près de 200 rondins ont été acheminés et sécurisés dans un camp militaire. 32 rondins ont été découverts dans une usine appartenant à Tiko.

**Près de 32 milliards Ar ont été blanchis dans le cadre de l'exportation illicite de bois précieux depuis 2008.** 14 comptes bancaires ont été bloqués, a révélé le directeur du SAMIFIN. De nombreux opérateurs locaux qui travaillent en partenariat avec des ressortissants étrangers sont impliqués dans cette affaire. Des étrangers qui travaillent dans le secteur du commerce à Madagascar financent les opérations de coupe illicite. Mais l'origine de ces fonds transférés sur le compte d'opérateurs ayant un agrément d'exportation n'est pas justifiée. Les versements sont effectués en espèces. Après exportation, les devises ne sont pas rapatriées. Les bénéfices ne sont pas déclarés mais transférés directement sur un compte bancaire à l'étranger et la société sur place n'est qu'une façade pour effectuer ce type de blanchiment. Les recettes issues de la commercialisation illicite de bois de rose sont réutilisées pour l'importation de produits mis en vente sur le marché local, et ce, à moindre prix. Ces opérateurs pratiqueraient de fausses déclarations en douane voire même échapperaient à toute déclaration.

**Le Missouri Botanical Garden sort des chiffres accablants sur le trafic de bois précieux à Madagascar.** De janvier à avril, 571 conteneurs de bois de rose ont pu quitter le pays, plus ou moins illicitement. Des cargaisons qui ont rapporté la bagatelle de 120 millions de dollars à leurs propriétaires et presque autant de perte à l'État (la valeur déclarée à la douane malgache n'était que de 41,6 millions. De surcroît, seuls 5% de cette valeur devaient être versés aux caisses de l'État à titre de redevances). Sur les 571 conteneurs, 271 ont été embarqués et exportés directement de Vohémar et les 300 restants sont partis de Toamasina. Et pour la première fois, des noms de personnes impliquées ont été divulgués. Tel celui d'un grand opérateur de la filière vanille de la région Sava indiqué comme étant un des plus grands bénéficiaires de ce trafic. À lui seul, il a exporté 152 conteneurs. « *Je tiens à attirer l'attention sur le fait que ces exportations ont été faites vers la fin du précédent régime avant que celui de la Transition n'y mette fin au mois d'avril. Notre rôle aujourd'hui consiste à assainir toute cette*

*situation à travers la Task force», déclare Edelin Randriamiandrisoa, ministre de l'Environnement et des forêts. Les 300 conteneurs exportés de Toamasina appartiennent à une seule personne, un opérateur bien connu dans le Grand Port et qui est également présent dans la filière litchi. Le trafic lui avait rapporté un bénéfice net de 60 millions de dollars. Au moins 15.000 hectares de forêts ont subi le pillage. La Task force mise en place pour réprimer ces trafics annonce la saisie, un peu partout dans le pays, d'un millier de rondins. A l'heure actuelle, 208 conteneurs remplis de bois de rose sont en attente au port de Vohémar tandis que 91 autres sont encore bloqués à Toamasina. L'Etat reste discret sur le devenir de ces cargaisons, mais la mise en vente aux enchères semble être le scénario le plus plausible. La question se pose désormais de savoir ce que l'Etat compte faire d'une part, contre les exportateurs et d'autre part, de l'argent qu'ils ont acquis grâce à ce pillage du patrimoine national.*

**Greenpeace dénonce le projet d'exploitation des sables bitumineux de Total à Madagascar.** A 2 mois du Sommet de Copenhague, Greenpeace-France a lancé une action spectaculaire. En déployant des banderoles au slogan ravageur, *« Total invente la destruction durable »*, Greenpeace entend dénoncer la responsabilité du groupe pétrolier dans les changements climatiques. Dans le collimateur des écologistes, les investissements faramineux que Total réalise dans l'exploitation des sables bitumineux au Canada (dans l'État de l'Alberta) et à Madagascar. Le groupe Total a investi plus de 8 milliards d'euros en Alberta et prévoit d'en investir 10 de plus dans les 10 prochaines années en Alberta et à Madagascar. *« On essaie de nous faire croire que l'exploitation des sables bitumineux constitue un problème strictement canadien, alors qu'il s'agit bien d'un enjeu international »*, a indiqué la responsable de la campagne à Greenpeace Canada.

Pour Bemolanga, Total E&P Madagascar compte utiliser le système d'exploitation de type mine à ciel ouvert pour extraire le grès bitumineux qui est un mélange de roche, d'hydrocarbure solidifié et de sable. Le grès sera alors concassé, broyé et mélangé avec de l'eau chaude pour pouvoir extraire le pétrole lourd par un système de décantation. L'usine sera construite à Bemolanga. Le pétrole lourd extrait sera alors mélangé avec du solvant pour être liquéfié et ensuite acheminé par pipeline au port de Maintirano pour y être exporté pour raffinage dans un pays consommateur. Rappelons que Total avait acheté 60% du permis d'exploration du gisement de grès bitumineux de Bemolanga à Madagascar Oil. Le contrat entre les deux compagnies a été signé le 17 septembre 2008. Total est donc devenu l'opérateur qui conduit les opérations, même si Madagascar Oil reste partenaire avec les 40% restants.

**Prospection pétrolière de Bemolanga: Total très optimiste.** La compagnie pétrolière française indique que les travaux de recherche pétrolière dans ce gisement sont très prometteurs. On parlerait même d'un des plus importants gisements du continent africain. *Midi rappelle que « l'un des paramètres qui ont concouru à la chute de Marc Ravalomanana, c'est son penchant pour les pays anglophones et asiatiques, dont notamment la Chine, pour les grands projets miniers et pétroliers. Actuellement, les Français reviennent en force dans différents domaines ».*

**Naufrage du Gulser Ana à Faux-Cap: 20.000 personnes affectées, selon WWF.** Dans l'indifférence générale, l'extrême sud de Madagascar est confronté à la pire catastrophe écologique qu'ait connue le sud de l'océan Indien après le naufrage en août dernier du Gulser Ana. *« Le WWF est très préoccupé par les impacts négatifs causés par cet incident. Outre les menaces sur l'écosystème et sur la biodiversité, la population en subit aussi les effets néfastes, par la perte de ses moyens de subsistance »*, explique le coordinateur du programme Marin du WWF à Madagascar et dans l'océan indien occidental. 50% de la population de cette localité est sans

travail depuis trois mois, suite à l'interdiction de la pêche. Plus grave, la population locale souffre de problèmes respiratoires et de maladies diarrhéiques et cutanées. Le vraquier se trouvait parmi les 66 navires-poubelles inscrits dans la liste noire des bateaux jugés dangereux au sein de l'UE depuis 2002. Ces bâtiments sont interdits d'approche des côtes européennes.

La commission interministérielle a reçu une somme de 250.000 dollars de l'armateur. *The Times* déplore l'opacité concernant les tractations engagées entre l'armateur et les autorités malgaches. Ce dédommagement dérisoire qui aurait été consenti profitera-t-il aux victimes, s'interroge le site en ligne

## Sécurité alimentaire - Relations avec le groupe Tiko

**Le directeur général du Commerce intérieur annonce l'importation de 10.000 T de riz en octobre.** La spéculation provoque actuellement une tension artificielle sur les cours du riz. Les consommateurs, inquiétés par des rumeurs de pénurie, ont constitué des stocks. Pourtant, la campagne rizicole 2009 aurait été particulièrement bonne, avec une production estimée à 3,5 millions de T de paddy, soit 2,7 millions de T de riz blanc. Mais à cause du prix particulièrement bas observé dans les pôles de production au cours de la campagne, de nombreux riziculteurs ont préféré ne pas écouler tout de suite leur récolte. « *Nous devons importer 125.000 T pour équilibrer l'offre et la demande* », analyse Dominique Rafenomanana Razaka. Les importations commencent déjà, des cargaisons de 2.000 T arriveront dans les jours à venir. Au total, plus 10.000 T seront importées d'ici la fin du mois, tandis que 70.000 T seront débarquées avant décembre.

**Aide alimentaire : 2,5 millions de dollars de l'USAID pour le Sud,** pour faire face à la période de soudure. Cette aide a été débloquée en réponse à un « *flash appeal* » des agences onusiennes et des partenaires humanitaires. Elle financera les Opérations Prolongées de Secours et de Redressement du PAM, et couvrira le tiers des besoins pour cette partie Sud de l'île jusqu'en mars 2010, pour une population estimée à 50.000 personnes.

**Benja Razafimahaleo fait le point sur les dettes du groupe Tiko et les détournements imputés à Marc Ravalomanana.** Le ministre des Finances et du Budget du 1<sup>er</sup> gouvernement Roindifo indique à *Midi* que concernant les arriérés d'impôts et de taxes du groupe, les impayés en douanes se chiffraient provisoirement à 25 milliards Ar au 9 septembre. A la même date, les impôts non payés s'élevaient à 165 milliards Ar. Les opérations de recouvrement sont en attente d'une procédure de recours administratif introduite par Tiko. Une convention de conservation de créances publiques a été proposée au groupe par le ministère afin de préserver les emplois tout en sécurisant les impôts et taxes impayés. A ce jour, Marc Ravalomanana refuserait de signer cette convention.

Au sujet des détournements imputés à Marc Ravalomanana, l'ancien ministre précise qu'ils portent sur l'achat hors budget de « *Force One II* », les acquisitions douteuses des biens de Sinpa, Somacodis, Roso et Coroi, les expropriations abusives de terrains, l'achat d'équipements pour la minoterie de Toamasina avec de faux bons du Trésor, les détournements d'aides (riz, matériels agricoles, véhicules...) en provenance des bailleurs de fonds.

**Le groupe Tiko traîné en justice par des entreprises dont l'État est actionnaire.** Il s'agit d'Air Madagascar contre Air Tiko, de Fanampy contre les assurances Aro et de Fanampy contre la Sonapar. Pour Air Madagascar, le litige porte sur des impayés de location de hangars. Dans le cadre de la création de « *Fanampy Rice Mill* » à Ambatondrazaka, le groupe a contracté un prêt de 17 milliards Ar auprès d'Aro et de 800 millions auprès de la Sonapar.

Les Avocats de Tiko voient dans ces actions une volonté politique de liquider le groupe qui fait encore vivre de nombreuses familles à travers toute l'île. « *Il est normal que le groupe ne puisse plus honorer ses engagements vu que toutes les filiales ont été victimes d'incendie et de vandalisme* », annonce un cadre du groupe. Pour ce qui est des impayés vis-à-vis des Douanes et du fisc, les informations sont désormais tenues confidentielles.

**Projets d'investissements de Marc Ravalomanana en Afrique du Sud ?** Interrogé par *Le Courrier* sur ses projets d'investissements dans une chocolaterie, rapportés par *La Gazette*, Marc Ravalomanana a tenu à dissocier les affaires économiques des questions politiques brûlantes de l'heure, à savoir la relance du processus de Maputo. Il en parlera au moment opportun, a-t-il dit.

## Divers

**Le rapport « *Doing Business 2010* » rapporte que Madagascar fait partie des 27 pays dont les réformes en 2008 - 2009 ont compliqué la pratique des affaires.** Pour Madagascar, c'est le transfert de propriété qui est pointé du doigt.

**Projet de quatre usines d'engrais indiennes.** Les équipements nécessaires à l'installation de l'une de ces usines, qui sera installée à Toamasina, ont déjà été acheminés depuis l'Inde, indique le ministre de l'Agriculture. Le lieu d'implantation des trois autres usines n'a pas été révélé.

**Le service des Douanes mène des investigations sur l'importation frauduleuse d'une cargaison de 15.000 T de ciment.** La marchandise, arrivée en août au port de Toamasina en provenance d'Indonésie et appartenant à un opérateur français, aurait fait l'objet d'une fausse déclaration de valeur et d'une tentative de fraude douanière. « *Mon service enquêtait déjà sur ce dossier depuis l'arrivée de la marchandise, mais le propriétaire avait demandé un arbitrage pour éviter de payer l'amende. Nous n'acceptons plus cette méthode aujourd'hui et il doit payer* », précise le directeur des Douanes. Cette fraude aurait permis à l'importateur de vendre son produit sur le marché à un prix défiant toute concurrence.

**Pêche : « Certains opérateurs économiques refusent de payer les redevances »,** affirme le ministre Alain Andriamizeza. « Nous estimons que le revenu généré par l'exploitation de nos ressources devrait assurer la rentrée d'une somme de 1,8 milliard Ar dans les caisses de l'Etat mais il aurait près de 600 millions Ar de manque à gagner.

**Travail au Canada : la gérante du bureau de placement toujours introuvable.** L'affaire remonte à quelques mois. Un prétendu bureau de placement privé a recruté des jeunes pour travailler dans une société de pêche établie au Canada. 200 à 300 jeunes, la plupart originaires des provinces, ont répondu à l'offre et déposé leur candidature. Après leur avoir fait payer d'importants « *frais d'administration* » (1 à 3 millions Ar), les responsables les ont invités à passer une entrevue, laquelle a été suivie d'une formation. Ce qui n'était en fait qu'un leurre pour mieux appâter les proies. A maintes reprises, le départ pour le Canada a été reporté. Ayant subodoré une arnaque à grande échelle, les postulants ont porté plainte. Il s'est avéré que l'agence n'a pas encore déposé de demande d'agrément. Une soixantaine de nouveaux candidats malheureux viennent de déposer plainte.

**Tsunamis : 18 pays riverains de l'océan Indien vont tester les systèmes d'alerte.** L'exercice de simulation grandeur nature est organisé en marge de la Journée internationale de la prévention des catastrophes naturelles, a indiqué l'UNESCO. Il permettra de tester et

d'évaluer pour la première fois l'efficacité du Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'Océan Indien (*Indian Ocean Tsunami Warning and Mitigation System, IOTWS*), créé en réponse au tsunami du 26 décembre 2004. Il permettra d'identifier les faiblesses et les secteurs à améliorer. Ce système vise à augmenter le niveau de préparation et à développer la coordination à travers la région. Les 18 pays participants sont : Australie, Bangladesh, Inde, Indonésie, Kenya, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maurice, Mozambique, Myanmar, Oman, Pakistan, Seychelles, Singapour, Sri Lanka, Tanzanie et Timor-Leste.

**Appel au secteur privé pour le nettoyage de la ville d'Antananarivo.** Les plus grandes entreprises de Madagascar (Fraise, Jovenna, Someca, Carlton, Star, Madauto, etc.) ont signé un protocole d'accord avec le PDS Edgar Razafindravahy pour une enveloppe financière d'un montant de 48 millions d'Ar en vue du nettoyage de la capitale (système HIMO). L'anarchie règne dans la ville, envahie par les vendeurs à la sauvette et les trafiquants en tous genres. Depuis le début de la crise, les ordures ne sont plus enlevées.

**L'Océan Indien se mobilise pour enrayer le trafic des drogues.** Réunis en colloque à l'invitation de la gendarmerie et de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et à toxicomanie (MILDT), les organes de répression du trafic de stupéfiants des pays de la communauté de l'Océan Indien ont tenté de mettre en commun leurs constats et leurs expériences, tout en appelant à renforcer leur coopération dans ce domaine. Madagascar, le plus vaste et donc le plus perméable des pays de la zone, est pointé du doigt. C'est le pays par où transite un maximum de marchandises en provenance d'Afrique de l'est, d'Afrique du Sud et du Pakistan. Il est également le principal pourvoyeur en cannabis des Comores et de Maurice, par voie maritime ou aérienne. Des plantations gigantesques (400 hectares encore découverts récemment dans le nord) lui permettent d'assurer ce statut de fournisseur.

---

**Sources :** L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, Madagascar Matin, Matora (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), L'Express de Maurice, Sobika, TopMada, Madagate, Tananews, Times of Madagascar, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, PANA, APA, IPS, News Press, APIC, Les Afriques, Courrier international, RFI, TV5 Monde, Blog d'Alain Rajaonarivony, Blog de Sammy Rasolo, orange.mg, moov.mg, BBC, Affaires stratégiques.info, UNICEF, ONU

Taux de change : au 31/10/2009, 1 euro = 2929 Ariary (cours pondéré)  
Au 31/01/2009, le cours était encore inférieur à 2500 Ar pour 1 euro.

Les revues de presse des mois antérieurs sont consultables sur le Blog  
<http://justmad.canalblog.com/>

**DROITS DE L'HOMME à MADAGASCAR**

Vous pouvez vous y abonner

Le Blog propose en outre une sélection d'analyses, des « *libres opinions* »  
des documents de référence parus dans la presse malgache et un recueil  
de dessins de presse